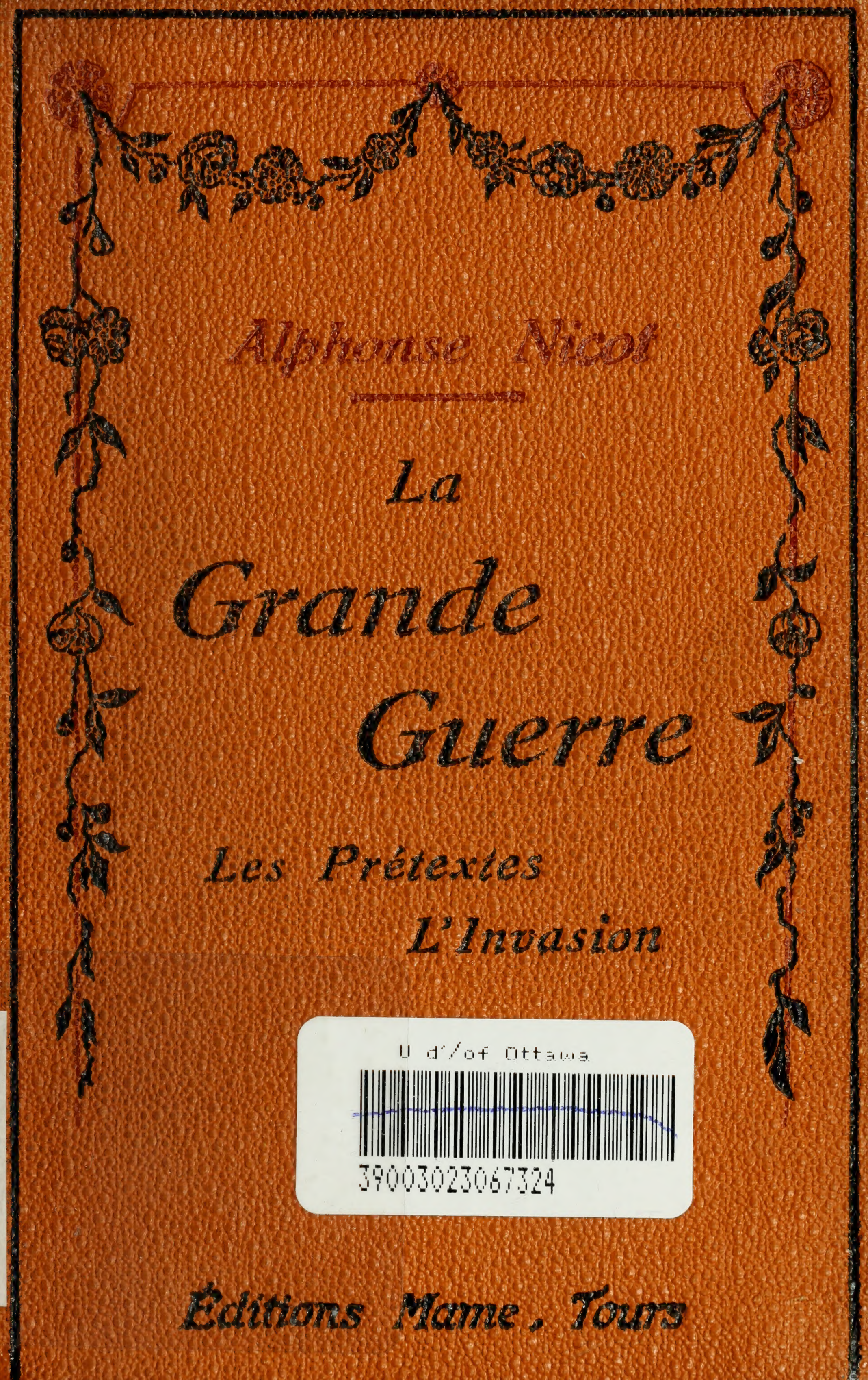

Alphonse Nicot
La
Grande
Guerre
Les Prétextes
L'Invasion
Éditions Mame, Tours

S. H. Péron

Québec 1917

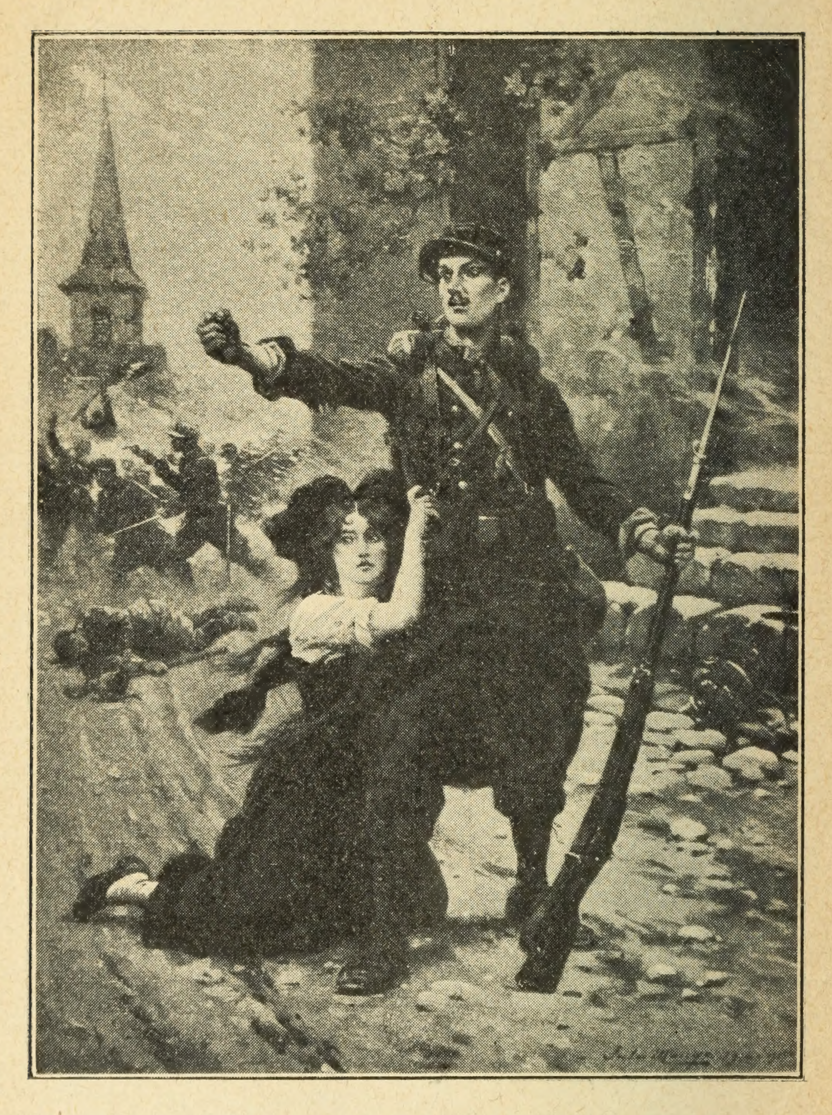
I

LA GRANDE GUERRE

---

# Les Prétextes — L'Invasion

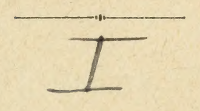
(N° 105)



Quarante-quatre ans après, 1914-1915.
(Tableau de M. Jules Monge. — Cliché Vizzavona.)

**Alphonse NICOT**

## LA GRANDE GUERRE



# Les Prétextes

# L'Invasion





TOURS

MAISON ALFRED MAME ET FILS

# AVANT-PROPOS

Ce livre n'a pas la prétention d'être une « Histoire de la guerre ». Une véritable « Histoire » de cette lutte gigantesque, à laquelle participe tout l'ancien monde, ne pourra pas être écrite avant plusieurs années, et comprendra forcément un grand nombre de volumes.

Mais il nous a semblé qu'on pouvait déjà faire un récit suffisamment clair des premiers événements de cette grande rencontre de nations. Les documents que nous avons pu recueillir nous ont permis de raconter avec clarté les trois phases principales de la guerre actuelle jusqu'à la fin de 1914, en France et en Belgique, c'est-à-dire les grandes batailles de Charleroi, de la Marne et de l'Yser. Cela nous conduit à la fin de l'année 1914, et constitue l'ensemble des événements qui ont arrêté la ruée allemande contre notre pays.

Dans ce récit, nous avons fait une large part au côté anecdotique, et l'héroïsme de nos glorieux « poilus » est mis en lumière comme il convient. Nous avons également souligné le rôle admirable

joué par le clergé de France au milieu de nos troupes, et nous avons rappelé les généreuses initiatives par lesquelles la charité privée est venue en aide aux infortunes innombrables que la guerre avait fait naître. Nous avons ainsi une leçon d'héroïsme et de charité pour les individus.

Mais nous avons aussi, au récit de ces événements tragiques, une leçon pour la nation tout entière. Cette leçon ressort de la lecture des premiers chapitres du livre, où sont exposées les raisons qui ont amené cette guerre, les causes qui nous avaient affaiblis à l'intérieur, les motifs qui avaient augmenté les forces de nos ennemis. Et ce ne sera pas, croyons-nous, une lecture inutile, que celle de ces pages consacrées à la revue rapide des événements qui, depuis 1870, ont peu à peu amené la situation de l'Europe au point où elle était au mois d'août 1914, c'est-à-dire à une déclaration de guerre inévitable de la part de l'Allemagne.

Et c'est avec un sentiment de fierté que nous voyons la France, malgré ses fautes et ses erreurs passées, se redresser dans un geste héroïque, faire hardiment tête à une attaque brusquée contre ses frontières, et réaliser le miracle d'improviser en quarante jours la résistance contre un ennemi qui se préparait depuis quarante ans à l'attaque.

C'est toujours la même France que nous aimons,

et que nos fils ont sauvée avec leur sang. C'est la France de Clovis, la France de saint Louis, la France de Jeanne d'Arc, celle de Henri IV et celle de Napoléon ; c'est la France que ses sentiments généreux ont placée à la tête des nations civilisées de la terre ; c'est la France qui a tiré sa glorieuse épée et qui ne la remettra au fourreau qu'après avoir, par un complet écrasement des barbares qui l'ont assaillie, assuré le triomphe définitif du droit, de la justice et de la liberté, en réalisant du même coup, avec le concours de ses courageux alliés, la libération de l'Europe, que le joug allemand tendait à asservir.

Alphonse Nicot

# LA GRANDE GUERRE

I

# LES PRÉTEXTES

## I

### UNE PAGE D'HISTOIRE

Les conséquences de la guerre de 1870. — L'extension prodigieuse de l'Allemagne. — Son développement commercial, industriel, militaire. — Ses ambitions et ses convoitises. — Ses armements. — La Triple-Alliance. — L'Alliance franco-russe. — L'Entente cordiale. — Le rapprochement franco-italien.

Le 19 juillet 1870, à la suite de la falsification, faite par Bismarck, d'une dépêche adressée d'Ems par le roi de Prusse Guillaume Ier à l'empereur Napoléon III, la guerre éclata entre la Prusse et la France.

La France venait de traverser vingt ans de prospérité économique sans précédent dans son histoire. Elle se croyait invincible. Hélas! elle portait en elle-même le germe de sa défaite, et ce germe, c'était

l'état des partis politiques qui s'agitaient à l'intérieur du pays.

Cependant, vers la fin du second Empire, des hommes éclairés voyaient les armements de la Prusse et suppliaient le pays de réorganiser ses forces militaires sur une base nouvelle, en créant une armée de seconde ligne digne de ce nom. Mais en vain le maréchal Niel demanda-t-il à la Chambre de voter les crédits nécessaires; la gauche de l'assemblée, qui formait une opposition systématique et irréductible au Gouvernement impérial, fit rejeter la demande du maréchal; et l'un des tribuns de cette opposition, dans une apostrophe véhémente au ministre de la Guerre, lui jeta cette phrase célèbre : « Voulez-vous donc faire de la France une vaste caserne? »

A quoi le ministre répondit par cette phrase presque prophétique : « Prenez garde, alors, d'en faire un vaste cimetière. »

Ce fut malheureusement ce qui arriva. Des défaites successives : Frœschwiller, Sedan; la prise de Strasbourg et la capitulation de Metz; l'invasion du territoire, jusqu'à la Loire, par les hordes allemandes; le siège de Paris, furent autant de tristes épisodes de cette lutte inégale, dans laquelle l'héroïsme de nos soldats et le courage de nos populations ne purent rien contre le nombre et l'organisation matérielle de l'ennemi.

Après un armistice signé le 28 janvier 1871, un détachement de 30 000 Allemands défila dans la capitale. Les préliminaires de paix furent conclus le 26 février. L'Allemagne nous enlevait la Lorraine et l'Alsace, à l'exception de Belfort, héroïquement

défendu par le colonel Denfert-Rochereau. Elle exigeait, de plus, le payement d'une indemnité de guerr de cinq milliards!

Le traité de paix ratifiant ces conditions fut signé à Francfort, le 10 mai 1871.

Mais, auparavant, le 15 janvier 1871, dans la salle des Glaces du palais de Versailles, occupé par les souverains des États confédérés de l'Allemagne, et sur la proposition du roi de Bavière, la reconstitution de l'empire d'Allemagne fut proclamée, et Guillaume Ier, roi de Prusse, nommé par acclamation *empereur d'Allemagne*.

Ainsi, non seulement la France se trouvait morcelée et appauvrie, mais encore, à côté d'elle, s'élevait, en un bloc formidable, une puissance nouvelle. Cette puissance, c'était le nouvel empire d'Allemagne.

*
* *

La guerre de 1870 fut certainement l'événement capital de l'histoire de l'Europe au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler.

Elle a, en effet, changé du tout au tout la situation respective des différentes puissances de l'ancien continent.

La France, en particulier, en sortait diminuée et affaiblie. Notre défaite avait changé les sentiments de nos voisins à notre égard. L'Italie s'était emparée de Rome, que les troupes françaises avaient défendue jusqu'à la fin de l'Empire; mais ces troupes furent retirées au début de la République, et l'occupation de

Rome par les soldats de Victor-Emmanuel amena la fin du pouvoir temporel des Papes.

L'Italie, en même temps, se rapprochait des deux empires du centre, Allemagne et Autriche, auprès desquels elle cherchait un appui contre la restauration éventuelle du pouvoir temporel du Saint-Siège, restauration désirée par tous les catholiques.

Les armements intenses, les fortifications dont il fallut couvrir les frontières, les vaisseaux cuirassés de plus en plus coûteux et si vite démodés, tout cela coûtait horriblement cher. De plus, en raison du payement des milliards qu'il avait fallu donner à l'Allemagne comme indemnité de guerre, les charges fiscales se sont augmentées, et les impôts sont devenus de plus en plus lourds.

Les autres États, pour maintenir l'équilibre des forces militaires, ont également accru leurs armements dans des proportions absolument inconnues jusqu'alors. Sauf en Angleterre, le service militaire obligatoire, avec extension des obligations militaires jusqu'à l'âge de quarante-cinq ans et même davantage, est devenu général en Europe.

Et, craignant de se sentir isolées en cas d'attaque, les puissances européennes se sont groupées en « alliances » qui représentaient des forces énormes. Nous allons avoir l'occasion de parler de ces groupements de nations; mais, auparavant, il nous faut jeter un coup d'œil sur la situation intérieure de l'empire d'Allemagne à la suite de la guerre de 1870.

*
* *

Après sa victoire, dont elle fut, disons-le bien haut, la première étonnée, l'Allemagne se trouva brusquement dans la situation d'un pauvre ménage d'ouvriers ou d'employés auquel une fortune inespérée arrive tout à coup.

Telle fut la fortune subite de l'Allemagne après 1870, et nos voisins passèrent par les mêmes phases que traversent des travailleurs enrichis inopinément.

C'est d'abord la phase de la thésaurisation et celle de l'inquiétude pour la conservation de la richesse inattendue. Le nouvel enrichi commence par acheter un coffre-fort épais, un revolver pour se défendre contre les voleurs, qu'il redoute plus que jamais.

Puis vient la période des ambitions. Alors commence l'ère des dépenses. L'enrichi achète des propriétés et se fait bâtir des maisons.

Mais, en même temps, il voit fondre très vite son argent en dépenses de luxe et de plaisir. Alors vient la phase de la spéculation. Il faut faire travailler cet argent immobile; il faut qu'il rapporte, qu'il se multiplie, qu'il se double, se triple, se décuple, se centuple.

Et l'on voit notre enrichi d'hier se lancer dans des spéculations hasardeuses. Sous l'éblouissement de ses premières réussites, il augmente son train de vie et accroît ses dépenses hors de toute proportion. Il lui faut donc élargir le cercle de ses entreprises, qui deviennent de plus en plus nombreuses, de plus en plus risquées, jusqu'au jour où, acculé au dilemme

de « faire un grand coup » ou de disparaître, il se voit obligé de jouer la partie suprême et de risquer « le tout pour le tout ».

Ce tableau est exactement celui de l'Allemagne depuis 1870.

Comme notre homme brusquement enrichi, l'Allemagne est une nation « parvenue ». Du « parvenu », en effet, elle a toutes les qualités ; mais elle a également tous les défauts.

Aussitôt après sa victoire, elle commença par chercher à s'assurer la conservation, la sauvegarde de ce qu'elle avait conquis. Elle augmenta, dans des proportions formidables, les fortifications et les défenses de ses frontières. L'Alsace et la Lorraine furent hérissées de forts aussi puissants qu'il était possible de les faire ; Strasbourg et Metz devinrent des camps retranchés inexpugnables. En même temps, le long du Rhin, les forteresses se multipliaient ou s'augmentaient, et, dans tout l'empire, la construction d'un immense réseau de chemins de fer avait surtout pour but de pouvoir concentrer rapidement à la frontière des masses d'hommes de plus en plus considérables.

Ce n'est pas seulement sur la frontière qui la séparait de la France que l'Allemagne se fortifiait ainsi ; elle en faisait autant tout le long de sa frontière orientale, qui la sépare de l'empire russe, tandis qu'une puissante usine métallurgique, l'usine Krupp, établie en Westphalie, à Essen, occupait plusieurs dizaines de mille d'ouvriers, uniquement employés à la fabrication du matériel de guerre, des canons et des munitions.

En même temps les Allemands asservissaient à l'accroissement de leur armée et de leur matériel de guerre toutes les conquêtes de la science. Une découverte scientifique nouvelle était-elle faite dans un autre pays? aussitôt l'Allemagne s'en emparait, la modifiait, la perfectionnait, l'appliquait à ses armements. Ainsi, c'est au génie du professeur Branly, de l'Institut catholique de Paris et membre de l'Académie des sciences, que la télégraphie sans fil a dû d'être réalisée; ce sont les Allemands qui en avaient, au début de la guerre, le réseau le plus serré sur toutes les côtes du globe.

Voilà comment les Allemands ont traversé la phase de la « défense du trésor », qui fut pour eux celle des armements.

*
* *

Mais alors arrive la période de la « folie des grandeurs », dont la première forme fut la construction de bâtiments et d'édifices immenses.

L'Allemagne a, en effet, acquis, à la suite de sa fortune inespérée, un goût subit pour tout ce qui est colossal, *kolossal*, comme on l'écrit là-bas.

C'est en conséquence de ce goût bizarre que tout ce pays a été couvert de gares de chemins de fer immenses, « kolossales, » hideuses d'ailleurs.

C'est ainsi que furent construits à Strasbourg, à Metz, dans ces vieilles cités si pittoresques par leurs anciennes maisons à toits aigus, à cheminées couronnées de nids de cigognes, des quartiers neufs où tout le mauvais goût d'outre-Rhin éclate dans des

bâtisses énormes, qui veulent être imposantes et qui ne sont que ridicules.

C'est ainsi que se sont élevés, dans beaucoup de villes d'Allemagne, des « monuments patriotiques » qui résument tout ce qu'il peut y avoir de laid et de hideux au monde. Tel ce « monument de Leipzig », édifié en commémoration de la « bataille des Nations » ; telles ces innombrables « Germania », hissées sur des collines d'où elles dominent et écrasent de leurs formes massives des paysages souvent fort beaux ; telles ces statues « kolossales » de Bismarck, comme celle de Hambourg, statues pour lesquelles l'artiste, n'ayant pas trouvé de monolithe suffisant, a sculpté la personne du chancelier de fer à même un bloc de moellons jointoyés, de sorte qu'on voit, au milieu de la figure, les lignes de ciment qui marquent l'assemblage des pierres superposées.

Cette manie du « kolossal » apparaît d'ailleurs partout dans l'Allemagne moderne.

Quand l'essor des grandes compagnies transatlantiques a amené entre elles une concurrence de plus en plus aiguë, les Allemands ont voulu avoir « le plus grand bateau » du monde ; ils ont construit et lancé le paquebot *l'Imperator*, de 45 000 tonnes et de 80 000 chevaux-vapeur.

Et ils poussent si loin leur amour du « kolossal », qu'ils arrivent aux excentricités les plus follement absurdes. C'est ainsi qu'à l'exposition américaine de Saint-Louis, il y a quelques années, une importante fabrique de chocolat d'Allemagne avait exposé, pour attirer l'attention du public, devinez quoi? je vous le donne en mille. Elle avait exposé *une statue de la*

Vénus de Milo, *en chocolat, de seize mètres de hauteur !*

C'était vraiment « kolossal » !

Inutile de dire que la simple pensée de la Tour Eiffel, ce monument le plus élevé du monde, les empêcha de dormir. Et un ingénieur s'est trouvé, qui a établi le projet d'une tour à cheval sur le Rhin, dont les deux rives lui serviraient ainsi de bases, et qui, dépassant la Tour Eiffel, aurait quatre cents mètres de hauteur !

C'est cet enthousiasme natif pour tout ce qui est colossal qui a fait le succès de ces engins aériens, irrationnels, coûteux et inefficaces, que sont les *Zeppelins*. Ils coûtaient cher, c'est vrai ; mais ils réalisaient le « monstre » aérien, l'aéronef plus grand que ceux des autres pays, plus « kolossal » en un mot. De là l'emballement de toute une nation pour ce type de dirigeables.

* * *

Mais après la période de la mégalomanie extérieure, arriva celle de la spéculation. Et c'est ici que commence l'ère du prodigieux développement commercial et industriel de l'Allemagne.

Tout d'abord l'Allemand est essentiellement, non seulement commerçant, mais « mercanti » dans le sens le plus complet du mot. Il a le génie du placement de sa marchandise. Les insuccès, les refus, les affronts mêmes ne le rebutent point ; toujours il revient à la charge pour placer sa camelote, et il est si obsédant, si obséquieux dans ses démarches, si

insinuant, si persévérant, que l'on finit par lui acheter, ne fût-ce que pour se débarrasser de lui.

D'ailleurs, il est toujours à l'affût des « bonnes affaires » ; il est prêt à tous les sacrifices pour réussir. Pour une première affaire, au besoin il se contentera d'un bénéfice minime et même nul, persuadé que cette première affaire lui en amènera d'autres plus lucratives. Il accepte de tout fournir, même s'il n'a pas la marchandise demandée immédiatement disponible.

Voici un exemple de cette façon insinuante de placer la marchandise d'origine allemande.

Le fait se passait à Paris, en 1906. Un généreux bienfaiteur de la science venait de faire don à la France d'un magnifique institut destiné à l'étude et à l'enseignement d'une science nouvelle. Les plans avaient été dressés et adoptés, les professeurs désignés.

Or l'un d'eux, le professeur B..., reçut la visite d'un courtier allemand en instruments de précision, qui lui offrit des appareils à des conditions très avantageuses. Inutile de dire que le professeur l'éconduisit proprement.

Mais l'autre revint à la charge et fit alors l'offre fantastique, non seulement de fournir des instruments scientifiques, mais encore de faire les installations de plomberie, tuyauterie, porcelaine, cheminées, etc., et cela à des conditions « inférieures aux conditions françaises, quelque réduites que fussent celles-ci » !

Tel est le caractère du courtier, du placier, du voyageur de commerce allemand.

* * *

Avec de pareils agents de vente, on conçoit que l'industriel, que le commerçant en gros ait sa tâche singulièrement facilitée. Aussi la production allemande augmenta-t-elle, au cours des quarante dernières années, dans des proportions véritablement inimaginables. La plupart du temps, les articles ainsi exportés étaient de l'affreuse camelote, mais de la camelote à bon marché, dont, en particulier, nos bazars de province étaient abondamment pourvus. Évidemment, dans un petit coin, au besoin au-dessous d'une étiquette française, on trouvait la marque D. R. P. (*Deutsches Reichs Patent*) ou D. R. M. G.; mais il fallait être initié pour la reconnaître, et l'article en question se vendait à qui mieux mieux.

L'industrie électrique était devenue une sorte de monopole germanique. La plupart des petits moteurs, des dynamos, des magnétos d'automobile ou de motocyclette provenaient des ateliers d'Allemagne.

Quant à l'industrie chimique, dans laquelle les Allemands pouvaient à merveille exercer leur esprit de patiente investigation, elle était devenue, pour ainsi dire, leur apanage exclusif. Il en était de même des produits pharmaceutiques, et maintes « spécialités », vendues sous une étiquette française ou anglaise, provenaient en droite ligne de laboratoires de Bavière, de Saxe ou de Prusse,

Mais il faut reconnaître qu'il y avait, dans l'industrie et la fabrication allemande, un esprit extraordi-

naire d'organisation. L'usine fait appel aux savants, dont elle utilise et exploite les découvertes. La fabrication, c'est-à-dire le côté industriel, se double d'une organisation commerciale de premier ordre, dont les voyageurs parcourent les cinq parties du monde ; et ainsi la production allemande put rapidement devenir formidable.

En cinquante ans la population des villes a augmenté dans des proportions incroyables. Ainsi, Leipzig a passé de 110 000 à 625 000 habitants ; Berlin, de 700 000 à 3 millions ; Hambourg, de 500 000 à 1 200 000. Toutes les autres villes de l'empire se sont accrues en proportion.

Quant au chiffre global d'affaires du commerce allemand, il s'élevait, en 1912, à environ 25 milliards de francs ; et, si l'on considère le développement des chemins de fer comme un signe d'accroissement de la prospérité économique d'un pays, on ne peut s'empêcher de remarquer qu'en vingt-cinq ans le réseau allemand des voies ferrées a passé de la longueur totale de 40 000 kilomètres à celle de 70 000.

Enfin, l'accroissement de la fortune nationale allemande est de 6 à 10 milliards par an. Quant au chiffre global de cette fortune nationale, les économistes l'évaluaient à 200 milliards en 1895, et à 320 milliards en 1913.

Ainsi le développement économique de l'Allemagne a subi, au cours des quarante dernières années, une progression continue et extrêmement rapide.

*
* *

Mais à côté de ce prodigieux développement de l'industrie et du commerce se place un autre développement, dont l'effet est aussi nuisible que l'autre est utile. Cette extension de l'industrialisme, cette centralisation de masses d'ouvriers dans les villes et dans les usines, a fait déserter les campagnes et a amené l'accroissement des vices inséparables des grandes agglomérations urbaines.

Ainsi, dans les grandes villes d'Allemagne, la natalité diminue, le sentiment religieux s'éteint graduellement ; en même temps la race s'affaiblit dans les villes, et le nombre des aliénés augmente hors de toute limite.

Ces maux, les dirigeants de l'Allemagne les connaissent certainement ; mais les grandes villes de l'empire, leur accroissement incroyable, leur extension continue, sont l'orgueil de la nation ; et ce sentiment d'orgueil prédomine chez le peuple allemand, qui, comme nous l'avons dit, est un peuple « parvenu ».

Et, comme à la phase de la construction succède celle de la spéculation, nous voyons, au cours de ces dernières années, celle-ci prendre, en Allemagne, un développement intensif. Le nombre des sociétés par actions augmenta dans des proportions inouïes, et, contre-partie fatale, le nombre des faillites s'accrut en conséquence. La témérité des entreprises industrielles et commerciales rendit nécessaire une extension inaccoutumée du crédit ; et l'on peut dire que l'Allemagne

ne vivait, économiquement, que sur du crédit à longue échéance.

Ce besoin de jouissance immédiate, dépassant la limite des ressources disponibles, s'est même étendu à la bourgeoisie et à la classe ouvrière. En France, les maisons de vente à crédit se comptent et sont rares ; en Allemagne, non seulement il y en a de très importantes dans la capitale, mais encore on en trouve dans toutes les grandes villes.

Dans la petite bourgeoisie et dans le peuple allemand, on ne trouve donc pas cette qualité essentiellement française qui fait la force économique de notre pays : l'amour de l'épargne. Tandis que le Français tâche de s'assurer, en « mettant de l'argent de côté » et en remplissant son bas de laine, de l'aisance pour ses vieux jours, l'Allemand cherche dans l'emprunt et dans l'achat par abonnement les jouissances immédiates de la vie. Dans une famille d'employés allemands, les meubles journaliers ne sont pas la propriété du ménage ; ils sont payables au bout de douze, quinze, dix-huit, vingt-quatre et même trente-six mois.

* * *

Ce besoin d'amélioration matérielle devait se traduire naturellement dans l'orientation de la politique de l'empire d'Allemagne.

Il s'est manifesté, en premier lieu, par l'expansion coloniale.

Ce furent d'abord des conquêtes en Afrique : le

Togoland, le Cameroun dans l'Afrique équatoriale, puis l'Ouest-Africain allemand et l'Est-Africain allemand.

Ce fut ensuite l'installation successive du pavillon allemand sur diverses îles de l'Océanie. Ce fut enfin cette prodigieuse extension de l'émigration allemande en Amérique, où les sujets de l'empire constituent aux États-Unis, où ils sont au nombre de près de dix millions, un véritable « État dans l'État ». Enfin, dans les provinces méridionales du Brésil, les émigrés allemands ont fondé des villes et des provinces entières.

Cette émigration, cette implantation de l'Allemand en pays étranger, est, du reste, grandement aidée par une loi, toute d'hypocrisie, qui est la loi Delbrück.

En vertu de cette loi, un Allemand, émigré aux États-Unis par exemple, peut s'y faire naturaliser, devenir citoyen américain et jouir de tous les privilèges attachés à ce titre; mais *il ne cesse pas pour cela d'être sujet allemand, et il conserve dans son pays sa nationalité d'origine.* On voit combien une pareille législation peut favoriser l'espionnage en pays étranger, et la trahison, en cas de guerre, contre le pays d'adoption.

Cette emprise des émigrés allemands dans tous les pays est, d'ailleurs, facilitée par une qualité dominante de la race, qualité poussée à l'excès, mais que l'on doit reconnaître. Cette qualité, c'est l'*esprit de discipline.*

L'Allemand est essentiellement « sujet ». Il est incapable de se conduire seul, il manque d'initiative personnelle; mais, une fois groupés, tous les indivi-

dus qui composent le groupement marchent comme un seul homme et obéissent aux ordres du chef.

Cet esprit de discipline ne se manifeste pas seulement dans l'armée, où il a pris une forme presque sauvage par la brutalité avec laquelle les officiers et surtout les sous-officiers exercent le commandement; il se manifeste dans les moindres circonstances de la vie civile, et principalement par les associations.

Les associations, les *Verein,* pour employer le terme teuton, sont une puissance formidable de l'autre côté du Rhin. Il y a d'abord, pour maintenir l'esprit chauvin, l'esprit de conquête et de domination par la force des armes, une association toute-puissante dite des anciens militaires. C'est le *Krieger Verein,* qui étend ses ramifications sur tout l'empire, et qui a une succursale dans le plus petit village.

Les associations mutuelles, sportives, musicales, témoignent au plus haut degré de cet esprit de discipline qui fait leur force. Les sportmen allemands sont supérieurs dans tous les concours où il s'agit de lutter « en corps »; tandis qu'ils perdent leur valeur dans les matchs individuels, où il ne s'agit plus de marcher en obéissant passivement aux ordres d'un chef, mais bien de lutter avec toutes les ressources d'une initiative personnelle qui leur fait le plus souvent défaut.

*
* *

Les conquêtes coloniales, le besoin de défendre une industrie poussée à son paroxysme, poussaient natu-

rellement l'Allemagne à accroître sa puissance militaire et à augmenter ses armements.

Mais, en même temps, elle voyait « plus loin » encore. Elle pensait bien que, quelque jour, les nations voisines s'effrayeraient à juste titre de cette augmentation formidable de puissance, tant dans l'ordre militaire que dans l'ordre économique ; elle prévoyait une attaque générale et cherchait, dans le cas où cette attaque se produirait, à ne pas se trouver isolée.

Ainsi naquit la fameuse « Triple-Alliance ».

Annoncée au congrès de Berlin, en 1879, l'alliance de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie devint définitive par le traité signé à Vienne, le 7 octobre de la même année. Cette alliance était un coup directement porté contre la France et contre la Russie. En unissant étroitement ces deux puissants empires du centre de l'Europe, l'Allemagne et l'Autriche, Bismarck réalisait son rêve le plus cher : il augmentait dans des proportions formidables les forces dont il disposait.

Mais bientôt cette double alliance devait devenir la « Triple-Alliance » par l'adhésion, à son traité, du royaume d'Italie.

Malgré l'affinité de race qui la rapprochait de la France, malgré le souvenir de la guerre de 1859 par laquelle les armées françaises avaient créé et assuré son unité, l'Italie en voulait à notre pays. La France, en effet, sous le règne de Napoléon III, s'était faite le défenseur de la Papauté. Tant que dura le second Empire, un corps d'occupation français défendit Rome et le pouvoir temporel des Papes contre toute attaque. L'Italie ne pouvait pas pardonner à la France d'avoir ainsi défendu les intérêts du Souverain Pontife.

D'autre part, les Italiens avaient des vues sur la Tunisie et la Tripolitaine. Or nous avions, en 1881, établi le protectorat français à Tunis, et ce fut, pour nos voisins de l'autre côté des Alpes, un vif désappointement.

Aussi Bismarck trouva-t-il un terrain favorable, en Italie, pour le rapprochement de ce pays et des deux empires du centre. Et, en 1882, fut signé le traité qui transformait l'alliance austro-allemande en « Triple-Alliance » par l'adhésion de l'Italie.

Ce traité, qui comportait entre les trois puissances contractantes une alliance purement « défensive », fut signé pour cinq ans; il fut renouvelé en 1887, en 1898, en 1904 et en 1909, et enfin, pour la dernière fois, au mois de mai de l'année 1913. L'Italie toutefois y faisait ses réserves, et cette sorte de prescience des événements l'autorisa à conserver sa neutralité au début de la guerre actuelle.

*
* *

Entre les mains de l'Allemagne, dont les ambitions démesurées se manifestaient de jour en jour, une pareille coalition devenait une menace grave pour la paix du monde. Les Allemands, d'ailleurs, ne manquaient pas de s'en prévaloir en toute circonstance, et l'empereur Guillaume II, toujours « cabotin », toujours « en représentation », affectait de tenir de temps en temps des discours belliqueux, au cours desquels il recommandait à ses sujets de tenir « leur poudre sèche et leur épée aiguisée ».

Il était donc naturel que, vis-à-vis de cette coali-

tion menaçante, un autre groupement de résistance se fît parmi les États de l'Europe.

Le premier de ces groupements fut l'*alliance franco-russe.*

En 1890, M. Carnot était président de la République. Une visite faite en France par le grand-duc Nicolas, chef des armées russes, jeta les bases d'une entente militaire entre les deux nations. Et, à son retour à Saint-Pétersbourg, il fit savoir à l'ambassade de France qu'il verrait avec plaisir la visite d'une escadre française à la capitale russe.

Ce fut l'origine d'une première manifestation.

En 1891, en effet, l'amiral Gervais, à la tête de l'escadre française, se rendit à Cronstadt, et nos marins reçurent de l'empereur Alexandre III un accueil qui demeure et demeurera historique. Et au retour de ce voyage, où avaient été jetées les bases de l'alliance des deux nations, l'escadre française se rendit à Portsmouth, pour souligner nos sympathies à l'égard des Anglais.

En 1893, une escadre russe, sous les ordres de l'amiral Avellan, rendit à la France la visite que ses marins avaient faite à la Russie, et Paris fit aux marins russes un accueil d'un enthousiasme frénétique, dont tous les témoins ont gardé le souvenir.

De ce jour, l'alliance était effectivement conclue. Elle fut annoncée au public, à la tribune des Chambres, par M. Hanotaux, ministre des Affaires étrangères, le 31 mai 1895; elle fut, de plus, solennellement affirmée par le voyage des souverains russes en France et par celui du président Félix Faure en Russie.

Dans ce dernier voyage, au cours d'un dîner à bord du vaisseau-amiral *le Pothuau*, l'empereur de Russie, levant son verre, but aux deux nations « amies et alliées ». C'était, cette fois, l'annonce solennelle de l'alliance, non plus au Parlement de l'une des deux nations, mais bien à l'Europe tout entière.

*
* *

L'alliance franco-russe ne devait pas tarder à se fortifier encore par l'adjonction d'une troisième puissance : nous voulons parler de l'Angleterre.

Celle-ci, en effet, nation essentiellement industrielle, commerçante et maritime, voyait s'accroître à ses côtés, dans une proportion menaçante pour sa propre prospérité, la puissance maritime, la puissance commerciale, la puissance industrielle de l'Allemagne.

De plus, l'Angleterre est le pays qui possède les plus vastes et les plus nombreuses colonies.

De son côté, la France avait édifié, au cours de quarante années, un empire colonial qui venait au premier rang après celui de l'Angleterre. Outre notre admirable colonie de l'Algérie, nous avions occupé la Tunisie. Savorgnan de Brazza nous avait conquis le Congo. Le Soudan et la Mauritanie constituaient une chaîne ininterrompue qui reliait le Congo français au Sénégal et au Sahara algérien. Nous nous installions à Djibouti ; nous menions à bien la conquête de l'île, si convoitée, de Madagascar. Enfin, indépendamment de nos anciennes possessions aux Indes, aux Antilles et en Océanie, nous achevions la con-

quête de la Cochinchine, de l'Annam et du Tonkin, créant ainsi en Asie une véritable « France de l'Extrême-Orient ».

Évidemment, à côté de ce vaste domaine de la France au delà des mers, les quelques possessions allemandes faisaient mesquine figure. Et combien plus petit paraissait encore le domaine colonial de nos ennemis à côté de l'immense empire colonial des Anglais !

Ceux-ci comprenaient fort bien les convoitises des Allemands. Aussi pensèrent-ils à s'assurer contre elles en se rapprochant de la France, et, par conséquent, de son alliée la Russie.

Ce rapprochement fut l'œuvre politique d'un grand souverain, Édouard VII, roi d'Angleterre et empereur des Indes, qui réalisa l'*Entente cordiale* avec la France et la *Triple-Entente* entre la France, la Russie et l'Angleterre.

Dans les premières années qui s'écoulèrent après les événements de 1870, la politique anglaise avait évolué dans le sens d'un rapprochement avec l'Allemagne. L'Angleterre et la France étaient alors en concurrence sur bien des points des questions coloniales, notamment en Égypte, et la Grande-Bretagne voyait d'un œil soupçonneux l'extension du domaine français en Méditerranée, par la conquête de la Tunisie.

Les choses allèrent ainsi jusqu'en 1899.

Mais alors se produisit un grand événement : la guerre que les Anglais eurent à soutenir dans l'Afrique du Sud, au Transvaal. L'empereur Guillaume, par un de ces « éclats » retentissants, adressa au prési-

dent du Transvaal, Krüger, un télégramme célèbre où il l'assurait de toute sa sympathie. La diplomatie allemande proposa même à la France d'intervenir en faveur des Boërs. De là un premier « refroidissement » des relations anglo-allemandes.

Ce refroidissement s'accentua lorsque, à la mort de la reine Victoria, le prince de Galles, Édouard VII, monta, en janvier 1901, sur le trône d'Angleterre.

Sous le règne de ce souverain, les difficultés qui avaient surgi entre la France et l'Angleterre, au cours des années précédentes, s'atténuèrent peu à peu jusqu'à disparaître entièrement. En 1902, le roi d'Angleterre venait rendre officiellement visite à la France, sous la présidence de M. Loubet. En avril 1904 fut signée une convention qui réglait définitivement toutes les questions coloniales encore pendantes entre nos deux pays : Terre-Neuve, l'Égypte et le Maroc.

L'Entente cordiale était créée.

Petit à petit, cette *entente*, surgie grâce aux efforts persévérants de M. Delcassé, s'orienta de plus en plus dans le sens d'une coopération étroite des deux pays voisins, et elle allait se compléter bientôt par l'adhésion de la Russie.

*
* *

L'Angleterre, en se rapprochant de la France, devait forcément se rapprocher de la Russie, son alliée. Les vues de cette dernière puissance sur l'Asie se trouvaient bien atténuées depuis la guerre russo-japonaise, et les ambitions russes étaient, au fond, bien moins faites pour porter ombrage à l'Angleterre que les am-

bitions allemandes, qui se manifestaient en Extrême-Orient par la prise de Kiaou-Tchéou, et en Asie Mineure par la mainmise sur le chemin de fer de Bagdad et la façon dont les Allemands prenaient peu à peu une influence prépondérante dans l'administration intérieure de la Turquie.

Aussi le rapprochement anglo-russe se fit-il naturellement, sans effort. Les questions en suspens, relativement au golfe Persique, au Tibet, à l'Afghanistan, furent amicalement réglées. En juin 1908, le roi Édouard VII eut une entrevue solennelle avec l'empereur Nicolas II à Revel, et désormais le rapprochement était chose faite : l'alliance franco-russe devenait la *Triple-Entente*.

Ce qu'il y a de très remarquable dans cette Triple-Entente, ce qui lui donne une haute portée, non seulement politique, mais morale, ce qui fait sa grande valeur devant l'histoire, c'est son caractère absolument « pacifique ».

Pas un seul moment il n'était entré dans l'esprit des trois États contractants de se réunir pour faire la guerre à l'Allemagne. L'entente entre la France, la Russie et l'Angleterre avait, au contraire, pour but unique, le maintien de la paix en Europe. Les trois nations ne s'étaient groupées en un bloc compact que pour montrer aux Allemands qu'ils étaient, *en cas de besoin*, décidés à unir leurs forces pour se défendre, mais jamais dans le but d'une agression quelconque contre les empires du centre.

Et, afin de bien montrer que la Triple-Entente n'était pas un instrument d'hostilité systématique contre l'Allemagne et l'Autriche, les souverains

d'Angleterre et de Russie eurent à plusieurs reprises, entre 1908 et 1914, des entrevues soit avec l'empereur d'Allemagne Guillaume II, soit avec l'empereur d'Autriche François-Joseph. Ceux-ci faisaient, d'ailleurs, tous leurs efforts pour essayer de rompre la Triple-Entente; mais ces efforts restèrent inutiles, l'union de la France, de la Russie et de l'Angleterre étant basée sur des sympathies profondes autant que sur des intérêts puissants.

La Triple-Entente était née; elle avait grandi, elle était devenue assez forte pour pouvoir résister victorieusement à tous les assauts, à toutes les tentatives effectuées dans le but de la défaire.

## II

### LES PRÉLUDES DE LA GUERRE

Les incidents. — Tanger. — Agadir. — Les concessions de la France en vue du maintien de la paix. — Les incidents des Balkans.

Nous avons vu l'immense besoin d'expansion coloniale que manifestaient les Allemands. Ce besoin avait un objet bien précis : il visait nos possessions de l'Afrique du Nord et plus particulièrement le Maroc, sur lequel nous n'avions pas encore établi notre protectorat, mais que la proximité de l'Algérie désignait d'avance pour devenir, dans le nord de l'Afrique, une nouvelle « terre française ».

Pour réaliser cette expansion par des annexions et des emprises dans le monde musulman, l'empereur Guillaume II commença d'abord à flatter la Turquie ; mais il voyait encore plus loin ; il préparait la pénétration allemande en Asie Mineure et avait fait, en 1898, un voyage retentissant à Jérusalem.

Désireuses de conserver la paix à tout prix, ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie, ne s'opposèrent aux tentatives allemandes. Aussi l'empire du centre augmenta-t-il ses prétentions d'une façon inattendue. Les affaires du Maroc allaient lui en fournir le prétexte.

Nous avons dit que, petit à petit, toutes difficultés pendantes entre la France et l'Angleterre s'étaient aplanies, principalement grâce aux patriotiques efforts du roi Édouard VII. En vertu de l'accord qui intervint, la France abandonnait ses droits sur l'Égypte, tandis que l'Angleterre reconnaissait les nôtres au Maroc.

Cette concorde entre ces deux puissances porta ombrage aussitôt aux Allemands, dont elle contrariait les visées ambitieuses.

Le Maroc, surtout, était l'objet des convoitises de l'empire d'Allemagne. Sa double situation en bordure de la Méditerranée d'une part, de l'Atlantique de l'autre; la fertilité d'une grande partie de son sol, et enfin les richesses minérales qu'il était soupçonné contenir, en faisaient une proie toute désignée pour la rapacité teutonne.

C'est au printemps de 1905 que l' « affaire du Maroc » commença à devenir une des plus grandes questions politiques des temps modernes.

A ce moment, nous avions dû y engager plusieurs opérations militaires.

L'empereur Guillaume vint attiser le feu qui couvait en faisant un voyage à Tanger. Au cours de ce voyage, il affecta de dire qu'il venait rendre visite au sultan, *souverain indépendant* : c'était donner suffisamment à entendre qu'il s'opposerait à toute tentative d'annexion ou de protectorat de la part de la France.

Cependant la diplomatie française, forte de son bon droit, passa outre. Une conférence fut réunie à Algésiras en 1906, et dans cette conférence furent

reconnus et précisés les droits de la France au Maroc. L'Allemagne signa même avec nous, en 1909, un accord dans lequel la France accordait à l'Allemagne des concessions immenses, en lui reconnaissant « l'égalité économique » et en s'engageant à une « collaboration commerciale et financière » pour l'exploitation future du territoire marocain.

* * *

Mais les ambitions allemandes ne pouvaient se contenter de ces concessions, quelque grandes qu'elles fussent ; elles exigeaient davantage.

Le manque de sécurité pour nos nationaux, dans certaines villes de l'intérieur du Maroc, notamment à Fez et à Marakech, nous avait amenés à y réunir un corps expéditionnaire.

Les choses en étaient là, quand un coup de théâtre se produisit brusquement.

L'Allemagne venait d'envoyer, devant la ville d'Agadir, un croiseur cuirassé, le *Panther*, pour affirmer d'une façon « armée » les droits qu'elle prétendait avoir à une zone d'influence plus étendue sur le territoire marocain. Cela se passait en juillet 1911.

Et, en même temps, sa diplomatie annonçait qu'à défaut de cette zone d'influence agrandie, elle *exigerait des compensations*, en retour des droits reconnus à la France.

C'était une véritable menace de guerre que l'Allemagne faisait retentir. Désireuse de maintenir la paix coûte que coûte, la France, au prix d'un grand sacri-

fice d'amour-propre, s'inclina devant les exigences d'outre-Rhin et céda à l'Allemagne, en matière de compensation, une partie importante de la colonie du Congo français.

Mais on sentait bien que, malgré ces concessions, une tension croissante allait désormais régner entre les deux nations, et que la menace allemande ne ferait que grandir avec le temps.

Les concessions faites par la France, d'ailleurs bien loin d'apaiser les gourmandises germaniques, n'avaient fait, pour ainsi dire, que les surexciter. « L'appétit vient en mangeant, » dit un vieux proverbe. Ce fut le cas pour l'opinion publique allemande, qui se montra alors de plus en plus affamée de conquête.

Et, parallèlement, l'Allemagne s'imposait de plus en plus en Turquie et se faisait donner la concession du chemin de fer de Bagdad.

*
* *

Pendant que s'accomplissaient ces événements si importants, d'autres événements, d'une importance au moins égale, se passaient dans la péninsule des Balkans.

La Bosnie et l'Herzégovine sont habitées, en grande partie, par des populations de race serbe. Un régime assez compliqué, sorte de « cote mal taillée », en régissait l'administration, sur laquelle l'Autriche avait un certain droit de contrôle.

Mais les ambitions autrichiennes poussaient parallèlement aux ambitions allemandes. Aussi l'émotion

en Europe fut grande quand, pendant l'été de l'année 1908, le gouvernement autrichien annonça qu'il *annexait* la Bosnie et l'Herzégovine à son territoire.

On commençait à apercevoir alors le double plan combiné de concert entre les Allemands et les Autrichiens : s'avancer jusqu'à Constantinople, d'une part; de là, grâce à la concession du chemin de fer de Bagdad, avoir un débouché sur l'océan Indien, et tenir ainsi une des clefs du grand commerce maritime international, en même temps que se fonderait un port de guerre allemand sur le golfe Persique.

L'esprit pacifique de la Triple-Entente se manifesta là aussi. L'empereur de Russie ne fit pas d'opposition au projet de chemin de fer de Bagdad, et, pour maintenir la paix du monde, laissa de ce côté le champ libre à l'expansion allemande.

Mais l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche allait malheureusement produire des effets désastreux.

Cette annexion, en effet, était une première atteinte à cette intégrité de l'empire ottoman que l'Europe garantit sans cesse et à laquelle elle porte, à chaque événement, une atteinte nouvelle. Et, cette série de restrictions du domaine turc en Europe excitant les appétits, l'Italie se rattrapa sur la Tripolitaine de la conquête de la Tunisie que nous avions faite vingt ans auparavant.

Mais cette expédition des Italiens à Tripoli avait été l'occasion de pourparlers avec la France, et une sorte d'*entente* avait été conclue entre les deux nations latines, de façon qu'aucune d'elles ne fît obstacle à l'expansion de l'autre. C'était le commencement du

rapprochement franco-italien qui, quelques années plus tard, devait devenir une alliance.

L'expédition italienne à Tripoli, l'occupation par les troupes romaines des îles turques de l'Archipel, constituaient une menace pour Constantinople, au sein de laquelle, d'ailleurs, une révolution intérieure avait éclaté, troublant le pays dans ses assises les plus profondes et y semant la guerre civile.

Jugeant le moment propice pour satisfaire de vieilles rancunes, aussi légitimes que séculaires, contre la Turquie, les États balkaniques : la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie et la Grèce, firent un pacte d'alliance et déclarèrent la guerre à l'Empire ottoman, en 1912. Nulle cause, d'ailleurs, n'était plus juste que la leur. On oublie trop à la suite de quelles conquêtes féroces et sanguinaires les sultans s'étaient installés sur les rives européennes du Bosphore.

On peut dire, sans crainte d'exagération, que la présence *d'un seul Turc* à Constantinople est une honte permanente pour la civilisation chrétienne.

L'Allemagne croyait la victoire des Turcs certaine. Elle avait envoyé une mission d'officiers de son état-major pour « façonner » les troupes ottomanes ; et, dans son orgueil épais, elle se figurait que ces troupes, dressées à la prussienne, devaient par conséquent être invincibles.

Mais la Grèce, plus avisée, avait fait appel à une mission militaire française pour mettre son armée au point. Cette mission, dirigée par le général Eydoux, avait fait de l'armée grecque un ensemble de premier ordre. Les Turcs ne tardèrent pas à s'en apercevoir.

De plus, les Serbes avaient commandé leur artille-

ric en France, au Creusot ; leurs pièces de campagne étaient de ces admirables « canons de 75 » auxquels nous devons d'avoir pu résister victorieusement à la brutale agression de l'Allemagne.

Aussi la guerre des Balkaniques contre la Turquie ne traîna-t-elle pas en longueur. Quelques semaines après l'ouverture des hostilités, les États alliés avaient remporté les belles victoires de Kir-Kilissé et de Lulé-Burgas ; ils avaient pris Andrinople et Salonique ; ils menaçaient de près Constantinople même.

Alors les grandes puissances européennes jugèrent bon d'intervenir. Une conférence diplomatique se réunit à Londres. L'Allemagne et l'Autriche, dans le but de sauvegarder la Turquie, qu'elles considéraient comme « leur chose », firent tant, que les courageux États des Balkans furent à peu près frustrés de leurs principales conquêtes.

La Bulgarie fut, de tous ces États, celui qui ressentit le plus vivement cette véritable spoliation. Mais, au lieu de s'en prendre à l'auteur responsable, c'est-à-dire à la politique allemande, elle s'en prit à la Serbie et à la Grèce, à qui elle déclara la guerre. Voilà donc une seconde campagne balkanique engagée en 1913, un an après la première.

La Roumanie intervint alors et sortit de la prudente réserve dans laquelle elle s'était jusque-là maintenue, au milieu de la conflagration générale.

En deux semaines, l'armée roumaine franchit la frontière bulgare et marcha vers la capitale de la Bulgarie, Sofia. La résistance était impossible, et la Bulgarie signa le traité de Bucarest, qui la dépouillait de partie de ses provinces au profit de la Roumanie.

Néanmoins, la Turquie sortait du conflit fortement diminuée ; elle perdait Salonique et de nombreux territoires, et cela contrecarrait les plans de la politique allemande et autrichienne, qui voyait se fermer peu à peu devant elle cette « porte ouverte sur l'Orient » que lui assurait leur prédominance à Constantinople.

Les Austro-Allemands rendirent la Serbie responsable de cet échec de leur politique, et à partir de ce moment ils résolurent d'écraser ce courageux et héroïque petit État sous la masse de leurs colossales armées.

On peut donc dire que c'est le succès des Serbes dans les guerres balkaniques de 1912 et de 1913 qui est la cause directrice de la guerre européenne de 1914-1915.

*
* *

Dès le printemps de 1913, l'Autriche était fermement décidée a attaquer la Serbie, à l'anéantir, à la faire disparaître de la carte d'Europe comme État indépendant.

Elle avait tâté ses deux associées de la Triple-Alliance, l'Allemagne et l'Italie, pour s'assurer leur concours ou tout au moins leur consentement éventuel. Poussant la duplicité à ses dernières limites et se rappelant que les clauses de la Triple-Alliance en faisaient une union purement *défensive*, elle alla jusqu'à représenter la guerre avec la Serbie comme une guerre *défensive* au point de vue autrichien.

Le Gouvernement italien agit alors avec une

grande loyauté. Il annonça au Gouvernement autrichien que l'Italie ne considérerait pas, dans une lutte avec la Serbie, l'Autriche comme « attaquée », et qu'en conséquence, ce cas ne rentrait pas dans ceux prévus par le traité de la Triple-Alliance.

A partir de ce moment, l'Allemagne et l'Autriche sont résolues à la guerre et *commencent à prendre des mesures qui la préparent.*

Le général allemand Liman von Sanders est nommé commandant en chef de l'armée turque à Constantinople. Cette mainmise sur la puissance militaire turque était une menace directe dirigée contre la Russie.

Et, au printemps de 1913, l'empire d'Allemagne faisait adopter une loi qui augmentait dans des proportions considérables les effectifs de ses armées. Cette fois, la menace ne visait plus seulement la Russie; elle s'adressait à la France. En même temps l'accroissement inattendu de la flotte de guerre allemande constituait contre l'Angleterre un projet d'attaque non déguisé.

On peut donc dire que, dès le printemps de 1913, l'Allemagne et l'Autriche avaient décidé la guerre.

Le prétexte leur en fut fourni par un attentat commis à Serajevo, capitale de la Bosnie, sur la personne de l'archiduc François-Ferdinand, héritier présomptif du trône d'Autriche, qui y trouva la mort, ainsi que la duchesse de Hohenberg, sa femme.

Nous reviendrons sur ces événements dans un chapitre ultérieur.

# III

## LA SITUATION INTÉRIEURE DE LA FRANCE

Les divisions politiques du pays. — La campagne antireligieuse et la campagne antimilitariste. — Les concessions aux exigences socialistes. — Les réductions des périodes d'instruction militaire. — Les armements allemands et le réveil national : la loi de trois ans.

Voici donc, au commencement de 1913, la menace d'une guerre générale.

Quelle était, en présence de cette menace, la situation intérieure de notre pays?

La France était dévorée par le ver rongeur de la politique, et cette politique s'exerçait depuis plus de vingt-cinq ans.

Le souci prédominant de la plupart des députés n'était pas le bien général, c'était leur réélection. La Chambre, élue au scrutin uninominal, au scrutin d'arrondissement, se trouvait donc composée, en majeure partie, d'éléments dont l'unique préoccupation était de flatter leurs électeurs et de satisfaire, par l'octroi de faveurs, leurs ambitions individuelles.

Les gens omnipotents dans le pays sont donc ceux qui peuvent agir, par leur situation, sur le plus grand nombre de votants, et en première ligne il

faut placer les cabaretiers, les marchands de vin et les débitants de boissons. C'est au cabaret, en effet, que péroraient les orateurs destinés à mener la campagne pour le candidat de leur choix.

Et ce candidat était presque toujours celui qui flattait les basses passions de la foule, celui qui promettait la reprise de la fortune au « capital » pour la distribuer aux « travailleurs ». Comme si le capital ne représentait pas le fruit de l'épargne longuement amassée, et n'était pas, suivant une heureuse expression, « du travail accumulé! »

*
* *

Cette manière de préparer le recrutement des représentants élus du peuple avait amené peu à peu dans le pays une sorte d'omnipotence accordée à une caste de quelques agents électoraux influents.

Dans chaque commune, dans chaque village, était le groupe des « amis du député », et malheur à ceux qui s'élevaient contre lui ou qui contrecarraient ses visées! Pour ceux-là, pas de faveurs, pas de sursis d'appel, souvent pas de permis de chasse. Pour les « amis », au contraire, toutes les faveurs dont dispose l'Administration : sursis d'appel, levée des condamnations pour les délits courants, les yeux fermés sur le braconnage et la maraude, et souvent (des exemples graves l'ont démontré) les yeux fermés aussi sur des fraudes considérables faites aux dépens des droits fiscaux et, par conséquent, du Trésor public.

En revanche, l'élu était le prisonnier de ses élec-

teurs. Il leur devait sa situation ; il la leur payait en faveurs et en votes à la Chambre.

Dans les districts ouvriers et industriels, les députés ainsi élus n'avaient qu'un souci : accorder satisfaction aux convoitises de leurs électeurs, sans se préoccuper de savoir si ces satisfactions n'allaient pas contre le bien général, contre le salut même de l'État.

Ainsi furent votées successivement les lois sur les syndicats ouvriers, qui donnaient à ceux-ci toute puissance de désorganiser le travail, d'organiser les grèves, de se réunir, de se grouper pour constituer un véritable « accaparement » de la main-d'œuvre.

Ainsi furent votées les lois néfastes qui assurèrent le privilège, si dangereux pour la santé nationale, des bouilleurs de cru.

Mais toutes ces lois coûtaient cher. De plus, pour satisfaire les demandes des députés désireux de « payer » leurs électeurs influents, on créait un nombre de plus en plus grand de fonctionnaires auxquels il fallait donner des traitements, des retraites.

Alors se dessina, dans l'orientation de la politique intérieure, la triple campagne contre les congrégations religieuses, contre l'armée et contre le capital.

*
* *

Nous ne voulons pas faire de personnalités. Nous ne nommerons donc pas les hommes politiques qui furent les auteurs ou les complices de ces différents

projets. Nous nous contenterons de résumer brièvement les résultats déplorables de leurs agissements.

Pour couvrir les dépenses nécessitées par l'accroissement du fonctionnarisme, on eut l'idée de proposer la confiscation des biens possédés par les congrégations religieuses. On évalua, — un peu hâtivement, comme les faits l'ont démontré, — la somme globale de ces biens à plus d'un milliard, et l'on fit miroiter aux yeux des électeurs la reprise du fameux « milliard des congrégations ».

En même temps, cette politique servait à merveille les tendances antireligieuses de la majorité de la Chambre. Celle-ci avait juré d'éteindre le sentiment chrétien dans les masses. Déjà elle avait obtenu la suppression des aumôniers militaires et des aumôniers de la flotte; déjà il était interdit de donner, dans l'intérieur des écoles, l'enseignement du catéchisme.

Les anticléricaux de la Chambre (ainsi s'intitulaient-ils) avaient compris quelle force l'Église puisait dans la collaboration des congrégations religieuses, dont la vie d'ascétisme et de discipline librement consentie assurait le recrutement d'un personnel d'élite, tant pour l'enseignement que pour les œuvres hospitalières.

Cette force, cet appui que les congrégations apportaient à l'Église, il fallait les supprimer. Aussi la « loi des congrégations » fut-elle votée.

En vertu de cette loi, tous les biens possédés par les congrégations étaient confisqués au profit de l'État. En dépit du principe de l'*égalité*, qui forme la base de nos institutions, il était interdit à toute personne appartenant ou ayant appartenu à une con-

grégation de faire œuvre d'enseignement sous quelque forme que ce fût.

L'expérience montra le maigre résultat de cette campagne. Le « milliard des congrégations » fondit, comme par hasard, entre les mains d'agents d'affaires peu scrupuleux ; de sorte que, pour satisfaire des programmes électoraux, on avait créé un grave précédent de spoliation, et le profit tiré par le Trésor était pratiquement nul.

Mais la dissolution des congrégations religieuses ne suffisait pas à satisfaire les haines anticléricales de nos députés ; ils allèrent plus loin et votèrent la loi de séparation de l'Église et de l'État.

En vertu de cette loi, l'État s'emparait de tous les biens des fabriques et des menses épiscopales, cessait de rétribuer les ministres du culte et rompait toute relation diplomatique avec le Saint-Siège. L'ambassadeur de France auprès du Vatican fut rappelé, et le nonce apostolique à Paris brutalement expulsé de France, après qu'on eut, en violation de l'immunité diplomatique, perquisitionné dans ses papiers et dans les archives particulières de la nonciature.

*
* *

Tels sont les points essentiels de la campagne antireligieuse. Mais celle-ci fut bientôt suivie d'une autre campagne, au moins aussi grave pour le salut du pays : je veux parler de la campagne antimilitariste.

Pour la majorité de la Chambre de cette époque,

la religion constituait, en effet, avec l'armée, le frein susceptible de s'opposer à la manifestation extérieure des mauvaises passions de la foule : la religion, parce qu'elle moralisait les esprits, prêchait la concorde et la charité, enseignait la soumission à ses supérieurs ; l'armée, parce qu'elle représentait, par sa force matérielle, le respect de l'*ordre* et la résistance certaine aux fauteurs de troubles

Aussi les deux campagnes contre la religion et contre l'armée furent-elles connexes. La campagne antimilitariste commença par les mesures destinées à diminuer le prestige des soldats et des officiers sur le reste de la population. On supprima les « retraites en musique » que les tambours et les clairons faisaient, le soir, dans les villes de garnison.

Ensuite, ce fut les décrets réglant l'ordre de préséance dans les cérémonies officielles ; puis ce furent les lois et les décrets successifs qui réduisirent petit à petit la durée du service militaire par des libérations anticipées, jusqu'à ce que le service de trois ans fût remplacé par celui de deux ans, réduit effectivement à dix-huit et même à quinze mois par des renvois prématurés de la classe dans ses foyers.

Puis, à la suite d'une retentissante « affaire » dans laquelle, sous prétexte de rectifier une erreur judiciaire, la majorité de la Chambre trouvait surtout une occasion unique d'attaquer notre état-major, la lutte contre l'armée fut poursuivie par tous les moyens : par la propagande parlée, par le livre, par les journaux, par les chansons qui tournaient en ridicule nos chefs militaires.

Et, comme couronnement à cette œuvre, les grèves

antipatriotiques, faites par les ouvriers des arsenaux de l'État, encouragées à tel point que l'on put voir un jour, dans un de nos grands ports de guerre, un ministre de la Marine entrant dans l'arsenal précédé du drapeau rouge du syndicat des ouvriers et aux sons de l'*Internationale*, jouée par leur musique !

Les manifestations de l'autorité des généraux étaient contrariées par des interpellations de députés influents, et la campagne se continuait dans la presse majoritaire. Déjà l'on avait voté la réduction des périodes d'instruction des réservistes et des territoriaux. Les « vingt-huit jours » des premiers étaient devenus vingt et un jours ; les « treize jours » des seconds avaient été réduits à neuf jours seulement, et l'on commençait à préparer la « grande réforme », celle qui devait nous conduire au service d'*un an*, en attendant la réforme, plus démocratique encore, de la suppression totale du service militaire, l'armée suspecte étant remplacée par une « garde nationale ».

On poursuivait en même temps une formidable propagande socialiste et internationaliste. Des « pacifistes », les uns criminels, les autres de très bonne foi, prêchaient l'union des peuples, la suppression des armées permanentes ; et, sans se douter qu'ils servaient ainsi la cause de l'internationalisme, nombreux furent les adeptes de cette fameuse langue universelle, l'*esperanto*, pour la diffusion de laquelle les efforts se faisaient parallèlement, et que l'on a justement appelée « le latin du prolétaire » !

*
* *

Tel était l'état intérieur de la France au début de l'année 1911. Notre pays était profondément divisé par les tendances antireligieuses, antimilitaires, et par la haine des classes sociales les unes contre les autres.

Et cependant le patriotisme, inné dans l'âme française, sommeillait peut-être, mais n'était pas détruit malgré tous les efforts. Il suffisait d'un régiment passant dans la rue, d'une revue des troupes le 14 juillet ou à l'occasion de l'arrivée à Paris d'un souverain étranger, pour réveiller dans le cœur de tous le noble sentiment de l'amour de la Patrie, que ressuscite la seule vue du drapeau.

Pendant ce temps, l'Allemagne se préparait à la guerre.

Il n'y a, pour s'en rendre compte, qu'à comparer les effectifs croissants des forces militaires de nos ennemis au cours des quarante dernières années.

En faisant cette comparaison, nous trouvons que l'empire d'Allemagne pouvait disposer, en 1874, *pour l'armée active seulement :*

de 470 bataillons d'infanterie,
de 460 escadrons de cavalerie,
de 300 batteries d'artillerie.

Mais déjà, en 1890, ces chiffres, qui formaient un total de 400 000 hommes, furent portés à 490 000, sans compter les officiers et les sous-officiers. Ces 490 000 hommes se répartissaient entre :

540 bataillons d'infanterie,
465 escadrons de cavalerie,
435 batteries d'artillerie.

En 1905, le ministre de la Guerre allemand décida un nouvel accroissement des effectifs de l'armée active, qui furent portés à 506 000 hommes, répartis de la façon suivante :

635 bataillons d'infanterie,
510 escadrons de cavalerie,
575 batteries d'artillerie.

Ce dernier chiffre de batteries était renforcé en 1911 et porté à 592 batteries.

En 1912, nouvel accroissement des effectifs, accroissement qui portait l'armée active à 700 000 hommes, répartis en 25 corps d'armée, avec tous les perfectionnements modernes représentés par des troupes techniques : aérostiers, aviateurs, télégraphistes, sapeurs du génie, électriciens, compagnies de chemin de fer, etc...

Mais cela ne suffisait pas encore aux visées germaniques. L'empereur voulait, en effet, une armée tellement forte, qu'elle pût *assommer* d'abord l'un de ses adversaires, pour pouvoir ensuite se retourner contre l'autre.

Ce résultat fut obtenu par la loi militaire de 1913.

Par une habile campagne de presse, les pouvoirs publics allemands préparèrent l'opinion à une loi qui décrétait un *impôt de guerre;* impôt non remboursable et prélevé, non pas sur le revenu, mais *en une seule fois, sur le capital possédé.*

Pour faire passer cet impôt, l'empereur agitait le spectre de la menace slave. Il disait, en somme, à ceux de ses sujets qui possédaient quelque fortune :

« Vous avez gagné un million par votre travail et

votre économie. Ce million, cela vous ennuierait beaucoup de le perdre, c'est certain.

« Eh bien, ce million est menacé par les ambitions de la Russie, aidée de la France. Si vous voulez que je vous en garantisse la propriété, donnez-moi le moyen de le faire en me fournissant, par un sacrifice pécuniaire, les sommes nécessaires pour que je puisse augmenter efficacement les effectifs de l'armée, qui sont nos moyens de défense. »

Ce raisonnement « prit » en Allemagne; l'impôt fut accepté par la masse du peuple, surtout avec l'appui des socialistes, qui saluaient avec joie ce commencement de réalisation de la « reprise du capital ».

Une fois l'impôt acquis, l'augmentation de l'armée fut aussitôt réalisée, et, en 1913, elle était, en temps de paix, portée au chiffre de 856 000 hommes :

| | | |
|---|---|---|
| | 660 000 | soldats, |
| | 110 000 | sous-officiers, |
| | 32 000 | officiers, |
| | 14 000 | volontaires, |
| | 40 000 | employés d'administration. |
| Total. | 856 000 | hommes. |

*
* *

En même temps que les effectifs allemands s'accroissaient ainsi et constituaient une menace non équivoque de guerre, l'état-major allemand s'attachait à perfectionner et à pousser au plus haut degré d'achèvement le matériel militaire et les services auxiliaires de l'armée.

Aux usines Krupp, à Essen, usines qui travaillent presque exclusivement à la fabrication du matériel d'artillerie, 90 000 à 100 000 ouvriers étaient employés en permanence à la réalisation des nouveaux engins de guerre. Non seulement les Allemands construisaient en nombre considérable des obusiers lourds du calibre voisin de 155 millimètres, mais encore ils créaient des mortiers de grande puissance allant jusqu'au calibre de 420 millimètres. Ces énormes pièces furent signalées chez nous, dès leur apparition, par des officiers aussi patriotes que clairvoyants; mais leurs avertissements se heurtèrent à l'inertie bureaucratique.

Les Allemands développaient en même temps tous les engins qui devaient venir en aide à cette artillerie nouvelle. Celle-ci est remarquable par la longue portée de ses pièces. Une pièce de 305, tirée sous grand angle, peut envoyer un obus à près de 40 kilomètres! Il fallait donc améliorer ou créer les appareils destinés à guider le tir de l'artillerie à des distances où les servants des pièces ne pouvaient plus apercevoir le but. Aussi nos ennemis poussèrent-ils très loin leurs recherches dans la voie des projecteurs électriques à grande puissance et dans celle de l'aéronautique et de l'aviation.

Et ici, c'est avec un douloureux sentiment que nous devons constater leurs progrès. L'aéronautique est une science entièrement française; c'est en Allemagne, grâce à l'effort persévérant des pouvoirs publics, que l'aéronautique militaire a trouvé son plus grand développement.

Sous l'impulsion de l'inventeur, le comte Zeppelin,

qui imagina d'immenses aérostats munis d'une carcasse rigide (type d'ailleurs assez défectueux), une véritable flotte aérienne fut créée en Allemagne. Le déplacement de ces *Zeppelins* est de plus de 30 000 mètres cubes, et leur vitesse dépasse 75 kilomètres à l'heure. Ils enlèvent un équipage de 20 à 30 hommes et peuvent emporter 1 200 à 1 500 kilogrammes d'explosifs. De plus, des usines furent construites pour fabriquer l'hydrogène nécessaire au gonflement de ces énormes aéronefs.

L'effort qu'ils ont fait pour l'aéronautique, ils l'ont fait, plus grandement peut-être encore, pour l'aviation et la construction des aéroplanes.

L'aviation, elle aussi, est une science française. Ses débuts, ses progrès ont eu lieu en France, et ce sont des aviateurs français qui établirent tous les « records du monde ». Mais les pouvoirs publics, en vain sollicités par des esprits clairvoyants, ne donnèrent pas à « la cinquième arme », comme on appelait déjà l'aviation militaire, les crédits nécessaires à son développement et à son organisation.

De sorte que l'aviation, créée en France par le génie français, fut surtout utilisée par les Allemands au point de vue des applications à la guerre moderne.

Enfin, nos ennemis poussèrent à un degré de perfection inconnu jusqu'alors l'art des transports de troupes par les voies les plus rapides, d'un point à un autre de leur territoire.

Des lignes de chemins de fer, sans autre utilité que leur but militaire, furent construites en grand nombre, surtout au voisinage des frontières où elles convergeaient. Sept grandes lignes parallèles traversent

l'empire d'Allemagne de l'est à l'ouest, de façon à permettre le transfert simultané de nombreux corps d'armée de la frontière russe à la frontière française, et *vice versa*.

Les automobiles ne furent pas négligées. Les Allemands s'emparèrent aussi de cette invention essentiellement française, et l'organisation de leurs automobiles de guerre, de leurs « tracteurs » pour poids lourds, de leurs camions porteurs, constitue un modèle du genre.

On voit donc qu'en 1913 l'Allemagne était, de tous points, prête à entrer immédiatement en guerre contre la Triple-Entente.

*
* *

Les chiffres des effectifs que nous avons donnés, relativement à l'armée allemande, ne concernent que l'armée *active*. Il faut ajouter, pour avoir le total des combattants, les effectifs des armées de réserve (*landwehr*) et de l'armée territoriale (*landsturm*).

En Allemagne, toute la partie mâle de la nation, de dix-sept à quarante-cinq ans, est susceptible d'être appelée à servir dans l'armée. On admet, en général, que la proportion de population en état de servir représente 10 pour 100 de la population totale d'un État. Si l'on applique cette règle à la population de l'empire d'Allemagne, évaluée, d'après les recensements de 1912, à 64 millions d'habitants, on voit que le nombre des combattants que l'empire du centre peut mettre en ligne atteint *six millions de soldats*.

Quant à la marine de guerre allemande, elle est formidable. Après celle de l'Angleterre, c'est la plus puissante, et elle a dépassé de beaucoup la flotte de guerre française.

Sous l'impulsion personnelle de l'empereur Guillaume, la flotte a subi des accroissements continuels jusqu'en 1912, où une loi fut votée pour en régler la composition définitive.

On voit donc que, sur mer comme sur terre, l'Allemagne, en 1913, était prête à la guerre. Ajoutons à cet exposé de sa puissance maritime la création du *canal de Kiel,* creusé entre la mer Baltique et la mer du Nord, et qui permet à nos ennemis de faire passer leurs vaisseaux de guerre de l'une à l'autre de ces deux mers, sans courir le risque de rencontrer une escadre adverse.

L'exposé de tous ces préparatifs démontre suffisamment que l'empire d'Allemagne fut, dans cette effroyable guerre de 1914-1915, l'agresseur conscient et patient.

*
* *

Quelle était, en face de ces armements formidables, la situation militaire de la France?

En 1912, l'armée comprenait, en troupes du territoire français, 530 000 hommes et 30 000 officiers; en troupes du territoire colonial, 87 000 hommes et 4 200 officiers. C'était l'effectif total de l'armée *active;* en y comprenant les troupes de la réserve et de l'armée territoriale, on arrive à un chiffre global de plus de 4 millions d'hommes.

Notre infanterie de l'active comprenait 163 régiments, 30 bataillons de chasseurs, 4 régiments de zouaves, 4 régiments de tirailleurs algériens, 2 régiments de la légion étrangère.

Notre cavalerie comprenait 91 régiments : 12 de cuirassiers, 32 de dragons, 23 de chasseurs à cheval, 14 de hussards, 6 de chasseurs d'Afrique et de spahis.

Notre artillerie comprenait 62 régiments de campagne, représentant 634 batteries de 4 pièces. Cette artillerie est armée du canon de 75 millimètres, dû à la collaboration de deux officiers de la plus haute valeur : les colonels Deport et Sainte-Claire Deville. Il y avait en outre 16 batteries à cheval et 21 batteries lourdes (canon de 120 court et de 155 court). Il faut ajouter 2 régiments d'artillerie de montagne et 11 régiments d'artillerie à pied.

Huit régiments du génie (aérostiers, aviateurs, chemins de fer, téléphonistes) et 20 escadrons du train complètent cet état de l'armée active.

En période de guerre, les régiments de l'active se renforcent par l'adjonction des réservistes des classes les plus jeunes. Les réservistes plus âgés forment des *régiments de réserve*, auxquels s'ajoutent 145 régiments d'infanterie territoriale, 7 bataillons de chasseurs et 12 bataillons de zouaves territoriaux.

Quant aux troupes coloniales, elles comprenaient, en 1912, 16 régiments d'infanterie coloniale, 1 régiment de tirailleurs annamites, 4 de tonkinois, 4 de sénégalais, à 8 bataillons chacun; 3 de malgaches, 2 escadrons de spahis sénégalais, 7 régiments d'artillerie coloniale.

Telle était l'armée de 600 000 hommes que nous avions à opposer aux 800 000 hommes de l'armée allemande.

*
* *

L'annonce des armements allemands avait cependant secoué quelque peu la torpeur de nos gouvernants, et surtout de l'opinion publique. Il se trouva, heureusement, un ministre de la Guerre qui comprit la grandeur de la tâche qu'il avait à remplir et qui s'y attela avec ardeur. Ce ministre fut M. Millerand.

Tout d'abord il s'appliqua à réveiller le sentiment patriotique et militaire en France; il rétablit, dans les villes de garnison, les retraites en musique du samedi soir; il multiplia les occasions de contact entre l'armée et la nation. Il accomplissait ainsi une œuvre préparatoire hautement utile.

De plus il précisa, dès le temps de paix, les fonctions et les pouvoirs de celui qui aurait, en temps de guerre, la lourde responsabilité du commandement en chef de nos armées. Par un choix qui indiquait une véritable prescience de l'avenir, il désigna pour le poste de généralissime le général Joffre, à qui il confia ainsi l'autorité militaire la plus haute.

Une série de réformes heureuses relatives aux cadres de la cavalerie et de l'aéronautique militaire fut encore l'œuvre de ce ministre, qu'un ridicule incident de politique intérieure amena à abandonner son portefeuille. Mais il avait bien commencé son œuvre patriotique. Il devait la reprendre avec éclat moins de trois ans après, au plus fort de la mêlée.

C'est sur ces entrefaites que l'on connut le nouveau programme des armements allemands, au commencement de l'année 1913.

Cette fois, la menace était plus directe. L'armée allemande allait avoir, pour l'active seule, 850 000 hommes, auxquels la France n'avait à opposer, comme nous l'avons vu, qu'un effectif de 600 000 soldats tout au plus.

La situation devenait grave; une solution se présentait. Cette solution, le pays tout entier la comprit et la comprit si bien que, sous la pression de l'opinion publique, il sut l'imposer à la majorité de la Chambre des députés elle-même.

Cette solution, c'était le retour au service de *trois ans,* qui devait donner à l'active les 200 000 hommes qui lui manquaient pour se trouver sur le pied d'égalité avec les formidables effectifs allemands.

Un projet dans ce sens fut déposé devant la Chambre par le ministre de la Guerre du cabinet Briand, M. Étienne, qui l'avait préparé dans l'esprit le plus patriotique. Le cabinet Briand tomba et fut remplacé par un ministère dont le chef fut M. Barthou. Celui-ci, d'ailleurs, appuya de toutes ses forces le projet de la « loi de trois ans ».

La loi fut, à la Chambre, l'objet de discussions très vives. Parmi les députés qui la combattirent le plus vivement, il faut citer : MM. Augagneur, Thomas, Thalamas, le général Pédoya et d'autres. Jaurès, au nom des socialistes, présenta son projet opposé de la « nation armée ».

Mais elle fut éloquemment défendue par MM. Le Hérissé, Joseph Reinach, de Montebello et d'autres

députés patriotes. Dans le parti radical même, des hommes politiques comme MM. Clemenceau et Bourgeois s'étaient nettement prononcés en faveur de la loi de trois ans.

Malgré l'opposition des socialistes, la loi de trois ans fut votée, avec quelques amendements, le 19 juillet 1913, par 358 voix contre 204. M. Caillaux crut devoir protester contre ce vote « au nom du parti radical-socialiste ».

Au Sénat, la loi fut votée, le 7 août 1913, par 240 voix contre 36.

Il était temps, on le voit, puisque, un an plus tard exactement, l'Allemagne nous déclarait la guerre!

Heureusement, l'application de la loi de trois ans augmentait de 220 000 hommes les effectifs de notre armée active, qui allait être portée ainsi au chiffre de 800 000 soldats, à peu près égal à celui de l'armée allemande.

Le vote de cette loi de salut provoqua en Allemagne du désappointement d'abord, de la fureur ensuite. Aussi, en présence de l'adoption de la loi de trois ans, qu'elle considérait comme une menace, alors qu'elle n'était, de la part de la France, qu'un acte purement défensif, l'Allemagne résolut de profiter de son avance et de nous attaquer brusquement.

Elle allait s'apercevoir que la France possédait sur elle une autre supériorité, qui, celle-là, lui est particulière : celle du patriotisme ardent de son peuple et de la valeur héroïque de ses soldats.

## IV

### L'« AVANT-GUERRE »

L'organisation de l'espionnage allemand. — L'industrie hôtelière. — La mainmise sur le commerce. — Les manufactures. — Les installations. — Les postes clandestins de télégraphie sans fil. — Les entrepôts cachés.

Avant d'entrer dans l'histoire de la guerre proprement dite, il y a cependant encore un chapitre à écrire sur la façon dont les Allemands avaient, par de patients travaux poursuivis depuis de longues années, préparé d'avance, *sur notre propre territoire*, les installations capables de faciliter les manœuvres, les évolutions, la marche de leurs armées lorsque celles-ci auraient envahi notre chère et belle terre de France.

Un écrivain hautement patriote, Léon Daudet, a trouvé un mot pour qualifier l'ensemble de ces opérations préparatoires ; il l'a appelé très justement l'*avant-guerre*.

Cette « avant-guerre » fut signalée par lui dans un livre véritablement prophétique, paru en 1913, un an avant la grande lutte mondiale.

Nos ennemis escomptaient une invasion d'abord,

une occupation ensuite, du territoire belge. Aussi avaient-ils mené dans le royaume de Belgique une « avant-guerre » des plus soignées, afin d'y préparer l'arrivée et l'installation de leurs troupes.

L'avant-guerre avait également été organisée en Suisse et en Hollande. Dans un plan antérieur d'invasion du territoire français, les Allemands, comptant sur la collaboration de l'Italie, qui était alors alliée, avaient projeté d'envahir la France par une marche sur Lyon en passant par la Suisse, dont ils auraient violé la neutralité.

Aussi l'infiltration allemande en Suisse fut-elle considérable. Berne, Zurich et Bâle sont trois villes dont on a pu dire qu' « elles sont aussi allemandes que Berlin » !

A Bâle, la situation est plus grave encore, la gare centrale constituant le *terminus* des deux grandes lignes de chemin de fer qui bordent le Rhin, l'une en Alsace. l'autre dans le grand-duché de Bade. Là la pénétration des armées allemandes était toute préparée.

On peut dire que le tiers de la population de Bâle est allemand.

A Berne et à Zurich (le quart de la population de cette dernière ville est également allemand), l'avant-guerre était au moins aussi poussée qu'à Bâle. De plus, les capitalistes et les ingénieurs d'outre-Rhin se sont insinués dans toutes les grosses entreprises financières ou industrielles de la Suisse, en particulier dans l'exploitation, si importante au point de vue stratégique, du chemin de fer du Saint-Gothard, qui assurait, en cas de collaboration de l'Italie avec

l'Allemagne, le passage de troupes allemandes à travers les Alpes.

Heureusement, du côté suisse, ces tendances pangermanistes ont trouvé, dans les cantons de langue française, une hostilité manifeste. A Genève, à Lausanne, on a compris le danger de cette infiltration germanique lente, continue, mais sûre; et de courageux citoyens, par la plume et par la parole, opposèrent une résistance acharnée à la conquête subreptice du pays par l'élément teuton

Quant à la Hollande, l'influence allemande s'y est exercée avec d'autant plus de facilité, que le prince consort, l'époux de la reine régnante, est un prince allemand.

On a bien vu, d'ailleurs, dans cette guerre, l'effet de cette mainmise de l'influence germanique sur la Hollande. Malgré une neutralité « théorique », la Hollande fut la porte ouverte par laquelle l'Allemagne, à peu près séparée économiquement du reste du monde, put se ravitailler librement.

*
* *

Mais c'est surtout la Belgique qui, en dehors de la France, a été le plus « travaillée » par les agents et les espions d'outre-Rhin.

La Belgique, étant donnée l'idée bien arrêtée des Allemands de violer son territoire pour envahir la France, avait pour nos ennemis une importance de premier ordre.

Liége, en effet, situé à trente kilomètres à peine de leur frontière, où ils ont concentré un réseau serré

de chemins de fer qui tous convergent vers cette ville, a pris, au point de vue stratégique, une importance considérable. Liége commande la vallée de la Meuse. La grande ligne de chemin de fer de Paris à Berlin y passe, et, comme nous l'avons dit, de nombreuses voies ferrées allemandes sont dirigées vers cette grande cité.

Il était donc de première urgence pour les Allemands d'avoir la mainmise sur Liége et la Wallonie tout entière.

Les Belges avaient, d'ailleurs, pressenti le danger. Un de leurs généraux, le général Brialmont, avait dressé sur les hauteurs qui entourent la ville un cercle de forts en béton, armés de coupoles blindées.

Pour arriver à « posséder » la Wallonie industrielle, nos ennemis usèrent de leurs procédés ordinaires d'infiltration : ils y envoyèrent leurs ouvriers et leurs employés de commerce.

Dans chaque usine, des ouvriers allemands étaient embauchés. Ces ouvriers étudiaient tout, prenaient des notes sur tout et communiquaient leurs observations à Berlin, au service central des renseignements confidentiels.

La fameuse *fabrique d'armes*, en dépit de son titre, soigneusement mis en avant, de *nationale*, était presque entièrement la propriété d'actionnaires germaniques.

Dans de nombreuses usines, appartenant à des Allemands sous le couvert d'un prête-nom belge, et situées au voisinage de la frontière française, on avait établi d'avance des terrasses en béton armé pour recevoir des pièces d'artillerie lourde et de siège.

Bruxelles était, naturellement, fortement envahie

par l'élément tudesque. La plupart des brasseries, des restaurants, des cinématographes de la capitale belge étaient possédés ou exploités par un personnel allemand. Inutile de dire que l'élément d'outre-Rhin dominait dans la domesticité des hôtels et des restaurants.

Mais c'est à Anvers, surtout, que l'effort allemand a été porté au maximum.

Anvers, en effet, comme Liége pour le pays *wallon*, revendique le titre de métropole du pays *flamand*. Or on sait que l'antagonisme a toujours existé en Belgique entre l'élément flamand et l'élément wallon. Alors que ce dernier emploie exclusivement le français, le Flamand ne se sert que de la langue flamande, sorte de patois dérivé plus ou moins directement de la langue de nos ennemis.

Cette similitude de langage d'une part, l'antagonisme avec l'élément francophile d'autre part, constituaient un excellent terrain pour les menées allemandes. L'importance maritime du port d'Anvers, près de l'embouchure de l'Escaut, fournit le prétexte de l'installation d'innombrables « firmes » germaniques dans la capitale des Flandres.

Anvers est le port naturel d'exportation des produits d'Allemagne du centre et du sud ; aussi fut-elle vite envahie par les commerçants teutons. Les banques allemandes s'y distinguèrent par leur nombre et leur prospérité. Les grandes compagnies de navigation d'Allemagne y installèrent des docks et des entrepôts immenses ; leur influence s'y affirma rapidement prépondérante, et les meilleurs emplacements le long des quais étaient réservés à leurs bateaux.

Le commerce des grains, si important à Anvers, était presque devenu un monopole allemand. Il en était de même de l'importation des engrais chimiques et du commerce des peaux.

Naturellement tous ces résidents ennemis travaillaient, dans l'ombre, en vue de la guerre prochaine et imminente. Ils installaient, à leur domicile, des postes clandestins de télégraphie sans fil.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que, tout en séjournant dans des cités belges, les Teutons n'en restaient pas moins exclusivement *Allemands*.

Ils le demeuraient, non seulement de cœur, mais encore de fait; ils n'achetaient que des produits de leur pays, ne s'habillaient que de vêtements venant de chez eux, ne consommaient que des denrées d'origine germanique.

*
* *

Voyons maintenant ce qu'a été l' « avant-guerre » en France.

Tout d'abord, le nombre des naturalisations s'est accru, au cours des dernières années, dans des proportions telles, que sa seule inspection aurait dû émouvoir les pouvoirs publics.

Ainsi ces naturalisations, dont le nombre était de 38 000 en 1896, atteignaient, en 1901, le chiffre de 65 000, celui de 90 000 en 1906, et de *cent vingt mille* en 1911 !

En outre, de puissantes agences de renseignements, déguisées sous le couvert d'agences de « renseignements commerciaux », centralisaient et envoyaient à



Garçons de café, revendeurs, livreurs, chacun de ces industriels était doublé d'un espion.

Berlin tous les documents relatifs à la situation commerciale, à la situation de fortune, au crédit des industriels, des commerçants, des fabricants, des banquiers. De sorte que, grâce aux fiches précises fournies par ces agences, les Allemands, en envahissant le territoire et en occupant une ville, devaient connaître exactement le montant des fortunes locales et l'importance de la contribution de guerre dont ils pouvaient ainsi frapper la cité envahie par eux.

Indépendamment de ces faits, d'autres beaucoup plus graves se produisaient, qui pouvaient compromettre gravement l'efficacité de notre défense nationale.

Ainsi, dans la plupart de nos forts de l'Est, les machines étaient alimentées par des charbons de provenance allemande. Fait d'autant plus regrettable, que nous avons précisément, dans la Lorraine française, d'importants gisements de houille encore inexploités.

De plus, par d'habiles manœuvres de substitutions de personnes, les locomotives des voies ferrées qui les relient entre eux proviennent de fabriques allemandes. Quand il fallut procéder à l'installation et aux essais de ces machines, on dut, naturellement, faire venir des ingénieurs et des ouvriers au courant de leur construction et de leur fonctionnement, c'est-à-dire des Allemands. Et ainsi des individus de la nationalité ennemie eurent toutes facilités pour entrer dans nos forts et en connaître, à leur aise, les dispositions !

Notre service de l'aéronautique militaire, dans lequel, par le génie de nos savants et l'audace de nos

pilotes, nous avions pris la première place, était complètement à la merci de l'industrie allemande pour la fourniture de l'hydrogène nécessaire au gonflement des dirigeables.

*
* *

Mais où l'infiltration allemande s'est surtout manifestée, c'est dans l'industrie des hôtels et des restaurants.

C'est surtout dans les grands hôtels, dans ces luxueux caravansérails modernes où un luxe, de mauvais goût d'ailleurs, comme tout ce qui est allemand, est en quelque sorte l'enseigne de la maison, que cet espionnage s'exerce sur une grande échelle.

En effet, c'est là que descendent les voyageurs de marque, les diplomates en mission, les officiers généraux en voyage. C'est donc là qu'il y a le plus de chance de glaner les bons « tuyaux ».

De plus, dans ces immenses maisons, se donnent, au restaurant, les dîners et les thés. A ces dîners et à ces thés les voyageurs importants donnent rendez-vous à leurs amis. Souvent, afin d'éviter les oreilles indiscrètes des voisins, leur dîner est commandé et servi dans un petit salon séparé.

Ils sont, en effet, à l'abri des oreilles « des autres convives » ; mais il y a d'autres oreilles aux écoutes, ce sont celles des maîtres d'hôtel et des garçons, Allemands pour la plupart. Tous sont polyglottes.

Ces valets accomplissent, pendant le repas, un service remarquable par sa discrétion. Ils se gardent de faire du bruit en choquant les assiettes et les cou-

verts : ce bruit leur ferait perdre les mots qu'ils doivent saisir au cours des conversations entre les convives. Ceux-ci se laissent aller sans crainte à leurs confidences, dont pas une syllabe n'est perdue. Tout est recueilli par des oreilles attentives, tout est noté fidèlement sur des carnets, tout est ensuite transmis intégralement à Berlin, au service des renseignements.

Une autre « industrie d'espionnage » où les Allemands, — ou plutôt les Allemandes, — sont sans rivales, est celle des gouvernantes d'enfants et des institutrices.

Combien de familles de hauts fonctionnaires, de généraux même, ont commis inconsciemment l'imprudence d'introduire chez eux une institutrice allemande pour « apprendre la langue à leurs enfants » ! Ces institutrices ont, d'ailleurs, toutes les qualités requises ; elles sont instruites, assidues à leur travail, dociles et soumises dans leurs rapports avec les maîtres de la maison. Ce sont des auxiliaires modèles. Aussi *Fraulein* est-elle bientôt de la famille ; elle dîne à table avec les enfants et leurs parents. On ne se gêne plus devant elle ; elle est si discrète et fait si peu de bruit !

Mais *Fraulein* n'a pas les oreilles fermées ; elle recueille et note avec soin tout ce qu'elle entend, elle enregistre avec précision tous les renseignements qu'elle peut recueillir sur les personnes, sur les fonctionnaires qui fréquentent la maison où elle est placée. Tout cela est communiqué, soit à Berlin directement, soit à l'ambassade allemande de Paris.

*
* *

Mais nous allons assister maintenant à une entreprise allemande d'une importance beaucoup plus grave : je veux parler de la mainmise sur les ressources minérales du sol français, et en particulier sur les richissimes gisements ferrugineux découverts en Normandie.

On sait la prodigieuse extension qu'ont prise, chez nos ennemis, deux industries qu'ils ont portées au premier rang : l'industrie chimique et l'industrie métallurgique.

La première comporte, comme accessoire, l'industrie des produits pharmaceutiques. De ces produits ils ont inondé la France, si bien que les huit dixièmes des « spécialités » vantées à la quatrième page des journaux et vendues par nos pharmaciens, sous des étiquettes de forme française, étaient des produits de l'industrie allemande.

La seconde grande industrie de nos ennemis est l'industrie métallurgique.

Pour celle-ci, deux éléments, deux « matières premières », sont également nécessaires : la houille, qui est le combustible, et le minerai de fer, qui est l'origine du produit.

L'Allemagne est assurée, par ses mines de Westphalie, d'une quantité suffisante de charbon, et cela pour de longues années encore. Ses puits fournissent en abondance le précieux élément. Mais il n'en est pas de même du minerai de fer, et des statisticiens ont fait ce calcul que, dans un demi-siècle au plus,

les gisements de minerai ferrugineux d'Allemagne seront complètement épuisés.

Or que deviendrait l'Allemagne, cette nation dont la guerre est l' « industrie nationale », sans ses fabriques d'acier, de fusils et de canons?

Aussi les gouvernants d'outre-Rhin, qui savent prévoir les événements à longue échéance, ont-ils jeté leur dévolu sur les régions de l'Europe où existaient d'abondants minerais de fer. Parmi ces régions, se trouve une province française, la Normandie, où des géologues ont découvert récemment des gisements ferrugineux d'une exceptionnelle richesse.

De plus, en Lorraine française, tout le bassin de Briey est un immense champ de mines de fer; mais ces mines sont loin d'avoir la richesse des gisements nouvellement découverts dans les régions normandes.

Aussitôt que ces gisements furent signalés, les capitalistes allemands se ruèrent à l'assaut des concessions d'exploitation. A l'aide de sociétés à façade habilement « maquillée », ils s'emparèrent de ces richesses minérales.

De sorte que, sur onze mines de fer du bassin normand, neuf appartiennent ou sont concédées à des Allemands, une à un Hollandais. La onzième seule est la propriété de Français; encore ont-ils avec les Allemands un contrat pour plus de quinze ans.

Mais ces produits minéraux, extraits du sol français, il faut les transporter aux fourneaux allemands, et le transport par les voies ferrées françaises a le double inconvénient, pour nos ennemis, d'être onéreux et de procurer des bénéfices à une entreprise française.

Aussi les Allemands ont-ils agi autrement. Ils ont créé de toutes pièces un *port maritime* sur la Manche, à proximité des gisements de fer. Ce port est voisin de Cherbourg, ce qui facilite l'espionnage de notre grand arsenal maritime. Là, dans ce port de Diélette, les minerais sont chargés par des manouvriers allemands sur des bateaux allemands, qui les transportent directement au port allemand de Hambourg, d'où ils gagnent, par les chemins de fer allemands, les hauts fourneaux allemands qui les transformeront en acier allemand, en canons allemands, en obus allemands, en fusils allemands.

On comprend aisément la gravité d'un pareil état de choses.

Pareille campagne d'accaparement a été commencée également en Bretagne, dans le département de la Loire-Inférieure, où trois importants gisements de minerai sont concédés à des exploitants étrangers, associés de plus ou moins loin avec les usines Krupp.

Les tentatives d'accaparement et d'installation des Allemands sur des points importants de nos côtes se sont, d'ailleurs, traduites par des achats considérables de terrains dans les îles du littoral breton, à Bréhat notamment, et dans la Méditerranée, à Porquerolles, près de Toulon. Ces points, une fois acquis, pouvaient aisément devenir, soit des postes clandestins de ravitaillement pour des sous-marins, soit des postes de télégraphie sans fil.

*
* *

Puisque nous sommes amené à parler de ces installations allemandes dans des ports du littoral, il importe de signaler cette forme de l' « avant-guerre », consistant en une préparation lointaine des opérations navales de la flotte germanique *sur toutes les mers du monde*.

Ainsi, pendant plusieurs années, la campagne sur mer était préparée par les Allemands. Aux États-Unis, de nombreuses stations de télégraphie sans fil étaient établies, les unes fonctionnant ouvertement, comme postes de sociétés allemandes ; les autres (et celles-ci les plus nombreuses) clandestines, dissimulées dans de vastes propriétés voisines de la mer. A l'aide de ces stations, les émissaires teutons installés aux États-Unis pouvaient prévenir les croiseurs et les pirates allemands de l'Atlantique du départ des navires allant en Angleterre, leur en signaler la cargaison et l'itinéraire, leur en faire connaître la vitesse, c'est-à-dire leur fournir tous les renseignements nécessaires pour qu'ils puissent les couler à leur aise.

Dans les îles isolées des Antilles étaient installés d'importants dépôts de pétrole pour les sous-marins. Des dépôts analogues ont été découverts dans les rochers des îlots déserts qui abondent le long de la côte de Norvège.

Sur la Terre de Feu, dans l'Atlantique sud, se trouvaient dissimulés des postes de ravitaillement. De même, dans des îles de l'archipel Chilien, le long de la côte pacifique de l'Amérique du Sud, les navires

allemands avaient établi une véritable « base navale », qui a permis à une de leurs escadres de croiseurs d'écumer la mer pendant plusieurs mois, en leur offrant un abri sûr contre les poursuites des navires de guerre anglais ou alliés. Tout cela avait été exécuté grâce à des expéditions, d'apparence scientifique, faites par des navires de guerre allemands, comme le *Planet*, par exemple. Sous le prétexte de recherches océanographiques, ce navire avait parcouru la mer dans tous les sens et avait pu choisir avec soin les stations les plus avantageuses pour les installations d'avant-guerre.

On le voit, nos ennemis avaient tout prévu, tout organisé longtemps à l'avance ; et c'est cette longue préparation qui montre bien leur préméditation de déclarer la guerre.

*
* *

Il nous reste à signaler une dernière forme de l' « avant-guerre », l'invasion dans un domaine qui, semble-t-il, devait être complètement fermé aux lourds et grossiers citoyens de l'empire d'Allemagne.

Nous voulons parler du domaine de l'art et de la mode.

En matière d'art, par suite d'un snobisme excessif de la part des Français et surtout des Françaises, ils ont réussi, pendant les vingt dernières années, à imposer chez nous de véritables horreurs.

Ce furent d'abord les meubles et les objets d'art connus sous le nom générique de « modern style »,

style conçu, enfanté et développé à Munich sous le nom de style « sécession ».

C'est d'Allemagne également que nous est venue la nouvelle école musicale, déguisant sous le nom de « polyphonie » une véritable « cacophonie ».

C'est d'Allemagne que nous sont venues certaines productions théâtrales, aussi ridicules que malsaines, qui ont empoisonné, pendant des années, les scènes de nos théâtres parisiens.

C'est d'Allemagne enfin que nous vient cette architecture qui, par les « maisons de rapport » qu'elle a construites, déshonore l'harmonie des plus beaux quartiers de la capitale de la France. L'architecture allemande est, à la façade, le digne pendant de la décoration intérieure.

C'est d'Allemagne que nous viennent ces images et ces objets, aussi grossiers que peu décents, que les camelots de nos boulevards offraient aux étrangers ; et ceux-ci ne manquaient pas d'accuser la légèreté des mœurs de la « Babylone moderne », alors que ces produits provenaient d'outre-Rhin.

Voilà pour « l'art » allemand et son influence en France.

En ce qui concerne les modes, l'intrusion germanique est moins compréhensible encore, quoique tout aussi importante.

Les commerçants d'outre-Rhin ont vite senti quelle source de fortune constituait, à Paris, la *mode* avec ses innombrables ramifications. Ils ont donc cherché à s'en emparer.

Au cours des dernières années surtout, de nombreuses maisons du quartier de la rue de la Paix, de

l'Opéra, de la place Vendôme, étaient, sinon entièrement allemandes, du moins commanditées en grande partie par des capitaux allemands. Plusieurs journaux de mode, édités à Paris, s'imprimaient à Berlin, à Munich, à Vienne.

Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, que les modes des dernières années aient été hideuses : elles étaient le produit du goût allemand, ce qui est tout dire. Il y a cependant une chose caractéristique de ces modes : c'est leur indécence, indécence qui n'avait jamais été atteinte tant que la mode était restée une chose purement française, c'est-à-dire élégante et distinguée.

Et non seulement, à l'aide de leur infiltration lente et continue, ils avaient réussi à mettre la main sur les modes féminines, mais ils avaient contaminé le costume masculin, et ils avaient réussi à implanter chez nous ces horribles chapeaux fendus, en feutre vert, avec le nœud de ruban placé par derrière, rappelant les chapeaux tyroliens, pourvus d'une plume de coq de bruyère, dont aiment à se parer les massifs touristes allemands qui excursionnent dans les Alpes Bavaroises.

*
* *

Pour terminer ce chapitre consacré à l'avant-guerre, il nous reste à dire un mot de l'occupation, par des entreprises ou des propriétaires allemands, du territoire français aux endroits les plus importants au point de vue militaire et de la mobilisation.

Aux environs immédiats de Paris, à Puteaux, par

exemple, qui possède un arsenal d'artillerie, une succursale d'une grande fabrique allemande de lampes électriques est venue s'installer juste en face des ateliers militaires.

Le long des voies ferrées stratégiques, au voisinage des ponts que franchissent les grandes lignes de chemins de fer devant être utilisées pour la mobilisation, on est toujours sûr de trouver une usine ou un entrepôt prussien.

Mais c'est surtout la vallée de l'Oise qui fourmille d'usines, de fabriques et d'entrepôts de marchandises et de produits d'outre-Rhin.

De tout temps, comme nous l'avons dit, les stratèges germains avaient conçu le projet, pour envahir la France, de violer la neutralité de la Belgique, de franchir la Meuse et de descendre sur Paris en suivant la vallée de l'Oise. Les événements du début de la guerre ont, d'ailleurs, démontré que ce rêve devenait une réalité.

Il fallait donc à tout prix s'assurer, dans la vallée de l'Oise, des installations préalables. Les Allemands n'ont eu garde d'y manquer.

C'est ainsi qu'à Creil, dans cette importante station de jonction de la ligne du Nord, plusieurs usines d'électricité, de produits chimiques, sont, sinon allemandes, du moins en partie allemandes ou comptent un grand nombre d'actionnaires allemands.

En Champagne, région qui fut toujours prévue comme l'un des grands champs de bataille probables de la guerre, les Allemands se sont installés directement en marchands et en fabricants de vins de Champagne. Aussi nombreuses sont, à Reims même, les

maisons de champagne appartenant à des Allemands. On en a mis quelques-unes sous séquestre depuis la déclaration de guerre, et leurs propriétaires sont internés. Mais on frémit à l'idée que la plus grande partie du personnel de ces maisons comprenait des sous-officiers et des officiers de la landwehr allemande, qui connaissaient à merveille tous les coins de la malheureuse ville de Reims, et qui indiquaient aux artilleurs de Guillaume II les endroits précis où ils devaient diriger leurs obus.

En Lorraine, dans la région frontière des environs de Nancy et dans les Ardennes, l'intrusion germanique s'est particulièrement intensifiée.

Là, en plein milieu de nos installations militaires, de nos grands forts de couverture et de nos casernements, des fermes, des carrières, des fours à chaux ont été achetés, outillés ou mis en œuvre par nos ennemis.

A Charleville, notamment, des industriels allemands, exploitent d'énormes étendues de forêts, à l'aide d'un personnel qui en connaît ainsi les moindres sentiers. Enfin, dans toute notre région de l'Est, en Champagne, en Lorraine, en Argonne, de véritables colonies d'Allemands cultivateurs se sont fondées. Ils ont loué des fermes, sous prétexte de les cultiver, en réalité pour pouvoir explorer à loisir la région de la frontière sur laquelle ils séjournent. En Woëvre, ces fermes allemandes sont nombreuses. On a vu, au cours des opérations qui se sont déroulées dans ce pays, l'importance qu'avait pour nos ennemis le fait de trouver des installations toutes prêtes, d'avoir sous la main des agents de renseignements parfaitement

instruits sur les hommes et les choses du pays envahi.

C'était donc une longue et minutieuse préparation que celle de l'avant-guerre faite par l'Allemagne ; elle s'y prenait à l'avance pour envahir le territoire français.

Heureusement l'héroïsme de la nation belge, la vaillance de nos soldats et celle de nos alliés ont fait échouer ces plans monstrueux, si laborieusement et si perfidement combinés.

---

## V

### LES PRÉTEXTES DE LA GUERRE

L'attentat de Serajevo. — L'ultimatum autrichien à la Serbie. — La préméditation. — Les efforts de la France, de la Russie, de l'Angleterre en vue du maintien de la paix. — L'intervention de S. S. Pie X. — Berlin pousse à la guerre.

Nous avons vu, au cours des chapitres qui précèdent, que la politique autrichienne était basée sur l'anéantissement de la Serbie. Les deux empires du centre, les deux « nations de proie », n'attendaient qu'une occasion pour provoquer l'incident d'où devait sortir la guerre.

Cette occasion fut l'attentat de Serajevo.

Le 28 juin 1914, Paris était en fête : c'était le jour du « Grand-Prix ». Toutes les élégances parisiennes se donnent, ce jour-là, rendez-vous autour du champ de courses de Longchamp, et un concours de population, que l'on peut évaluer à deux cent mille personnes, vient assister aux épreuves qui s'y donnent en vue de conquérir le « Grand-Prix ».

Or, au moment du « retour du Bois », les camelots criaient une nouvelle sensationnelle, annoncée par les journaux du soir :

« Demandez l'assassinat du prince héritier d'Autriche! »

La foule se jetait sur les journaux et apprenait alors la vérité, que les dépêches du lendemain matin confirmèrent en la complétant.

Au cours d'une visite dans la capitale de la Bosnie, à Serajevo, en compagnie de sa femme, la duchesse de Hohenberg, l'archiduc François-Ferdinand, prince héritier du trône d'Autriche et de Hongrie, avait été assassiné. Un premier attentat venait d'être accompli, une bombe avait éclaté après le passage de la voiture du prince, quand un individu du nom de Prinzip tira deux coups de *browning* sur le couple princier, qui fut mortellement frappé. L'archiduc et la duchesse rendirent le dernier soupir quelques instants après.

A l'annonce de ce meurtre, une véritable stupeur s'empara de l'Europe, et l'on comprit, sans trop savoir pourquoi, par une sorte de prescience des événements, que des conséquences graves allaient en résulter pour la paix générale.

*
* *

Aussitôt l'attentat commis, la presse autrichienne commença son œuvre par une campagne tendancieuse. Elle rendait la Serbie tout entière responsable du crime commis par Prinzip. Or Prinzip, né en Bosnie, n'était pas Serbe. Il avait simplement étudié à Belgrade. Quant à l'auteur du lancement de la bombe, c'était un typographe, qui déclara avoir reçu l'engin d'un anarchiste serbe, dont il ne put

dire le nom. Mais cet individu avait été signalé à la police autrichienne par le service de la sûreté du royaume de Serbie.

Comme première conséquence de cette campagne, il y eut une véritable persécution contre l'élément serbe en Bosnie et en Herzégovine. Les perquisitions, les visites domiciliaires, les arrestations des sujets serbes ou de personnages simplement soupçonnés de sympathies pour la Serbie, furent choses absolument courantes.

Le 7 juillet, au cours d'un conseil des ministres, on prit une résolution extrême. La Russie fut avertie que l'Autriche serait peut-être « obligée » de recourir, vis-à-vis de la Serbie, à « des mesures de répression ».

A partir de ce moment, commença l'ère de la tension diplomatique; tension d'abord faible, puis peu à peu croissante, et qui devait aller jusqu'à la rupture.

La presse austro-allemande insinuait que la guerre à la Serbie serait limitée à la lutte inégale du puissant empire austro-hongrois contre le petit royaume serbe; que cette lutte serait d'ailleurs courte et facile pour l'Autriche, étant donné l'état d'épuisement où deux guerres successives avaient jeté la Serbie.

La tension augmentait, et, le 20 juillet, on commençait à perdre un peu de confiance dans une solution pacifique.

C'est alors que le Gouvernement autrichien adressa une note au Gouvernement serbe au sujet de l'attentat de Serajevo.

Dans cette note, il exposait qu'il considérait la Serbie comme responsable de l'attentat. La note se

terminait par une formule, véritable « acte de soumission » que l'Autriche voulait imposer à la Serbie, et en vertu de laquelle le Gouvernement serbe devait s'engager, entre autres choses, « à supprimer de l'instruction publique tout ce qui pourrait servir à fomenter la haine contre l'Autriche ; à éloigner du service militaire tous les officiers coupables de propagande contre le Gouvernement autrichien, et *dont celui-ci se réservait de faire connaître la liste* ; à accepter la collaboration du Gouvernement autrichien dans la répression du mouvement subversif. »

Cette dernière clause n'était autre que l'intrusion du Gouvernement austro-hongrois dans les affaires intérieures de la Serbie, pour qui elle eût été un véritable commencement de domestication.

Mais, chose plus grave, la note se terminait par une clause qui donnait *quarante-huit heures* au Gouvernement serbe pour faire connaître son acceptation, faute de laquelle le Gouvernement autrichien rappellerait son ambassadeur à Belgrade.

C'était, on le voit, une véritable manœuvre de brigand qui met le couteau sous la gorge du voyageur qu'il veut détrousser. C'était un véritable *ultimatum*, avec la restriction que les délais d'acceptation rendaient précisément toute discussion impossible.

Dès lors la tension diplomatique s'accentua d'une façon dangereuse.

*
* *

Pendant ce temps, le 15 juillet, M. Poincaré, président de la République française, avait quitté Paris

pour se rendre à Dunkerque et s'y embarquer à bord du cuirassé *la France*, qui devait le conduire à Saint-Petersbourg, en compagnie de M. Viviani, président du Conseil des ministres, et sous l'escorte de l'amiral Le Bris.

Le président débarqua à Cronstadt, le 20 juillet. Au dîner qui eut lieu le soir de l'arrivée, et auquel assistaient, outre les souverains russes, le prince de Montenegro et le prince de Serbie, les toasts de l'empereur et du président furent très intentionnellement empreints des sentiments les plus pacifiques; mais cependant ils affirmèrent, avec une chaleur particulière, le désir des deux nations de maintenir toujours leur union par une collaboration étroite. Une grande revue de l'armée russe donnait d'ailleurs à l'affirmation de cette union une sorte de consécration militaire.

Mais, pendant ce mois de juillet, de graves événements de politique intérieure se déroulaient dans les États de la Triple-Entente.

En France, le retentissant procès de Mme Caillaux, — elle avait tué, le 16 mars, de deux coups de revolver, le directeur du *Figaro*, Gaston Calmette, qui menait dans son journal une campagne française et patriotique contre l'ancien ministre des Finances, — avait réveillé les divisions politiques et la haine des partis.

De plus, au commencement de juillet, le sénateur Charles Humbert avait interpellé le Gouvernement sur l'insuffisance des armements de nos forts de l'Est.

M. Clemenceau, appuyant énergiquement cette

interpellation, insista sur la question posée au ministre de la Guerre. Le pays fut très ému par cet incident, soulevé précisément au moment où l'horizon diplomatique devenait sombre et où la paix commençait à paraître menacée.

En Angleterre, la situation politique intérieure était également fort agitée.

Une loi avait été votée, qui établissait l'existence d'un Parlement irlandais. Or on annonçait que la province de l'Ulster, protestante en majeure partie, refuserait de reconnaître l'autorité de ce Parlement, et ce refus se traduisait par des préparatifs militaires qui pouvaient justement faire craindre une guerre civile.

D'autre part, les « suffragettes », propagandistes par le fait en faveur du vote des femmes, avaient entrepris dans le Royaume-Uni une violente campagne qui se manifestait par le jet et l'explosion de bombes dans les églises et les monuments publics.

La situation intérieure de l'Angleterre se trouvait donc également des plus troublées lorsque éclata le conflit austro-serbe. Cependant le roi George II passa en revue, le 15 juillet, dans la rade de Spithead, la formidable flotte britannique. Ce fut une véritable mobilisation navale, au cours de laquelle le souverain put constater la présence et l'armement complet de quatre cent quatre-vingt-dix navires prêts à partir en guerre.

En Russie, l'horizon intérieur n'était guère plus éclairci.

Vers le milieu de juillet, une crise ouvrière très grave s'était produite à Saint-Pétersbourg. Plus de

cent mille ouvriers grévistes parcouraient les rues de la capitale russe, entrant en conflit avec les forces de police, à un tel degré que cette manifestation, commencée avec des allures de grève, prenait peu à peu l'aspect d'une véritable révolution.

Ainsi, en France, division politique à l'intérieur; en Angleterre, menace d'une guerre civile en Irlande; en Russie, symptôme d'un mouvement insurrectionnel.

Les conditions paraissaient donc favorables à l'Allemagne et à l'Autriche pour poursuivre leur politique de conquête, à laquelle il semblait que les puissances de la Triple-Entente ne fussent pas en état de résister efficacement.

*
* *

Malheureusement pour la diplomatie austro-allemande, celle de la Triple-Entente avait l'œil ouvert et l'attention éveillée.

La rencontre, à Saint-Pétersbourg, du tsar et de M. Poincaré, au moment précis où s'obscurcissait l'horizon de la politique européenne, avait permis aux deux chefs d'État d'échanger leurs vues et d'arrêter en commun les dispositions à prendre en cas de conflit.

Pendant ce temps, le Gouvernement serbe avait répondu, dans les délais exigés, à l'ultimatum posé par l'Autriche.

Dans cette réponse, il repoussait énergiquement toute complicité dans l'attentat de Serajevo, à la répression duquel il se disait tout prêt à collaborer. Il s'engageait à réprimer toute tentative dans le

sens de ce qui pourrait paraître hostile à l'Autriche-Hongrie; à éloigner de l'armée ceux qu'une enquête judiciaire aurait montrés coupables de manœuvres anti-autrichiennes; à ouvrir une enquête contre ceux qui auraient été éventuellement mêlés au complot dont le résultat fut l'assassinat de Serajevo.

Mais, ces concessions faites, il déclarait ne pas comprendre la clause par laquelle le Gouvernement autrichien exigeait que la Serbie s'engageât à accepter, *sur son propre territoire*, la collaboration des organes du Gouvernement austro-hongrois..

La réponse serbe donnait satisfaction à toutes les demandes de l'Autriche, sauf à la clause, inacceptable pour lui, de l'intrusion d'un contrôle autrichien dans les affaires intérieures de la Serbie. Malgré le court délai accordé, la réponse était faite en temps voulu.

La Serbie avait donc montré toute sa bonne volonté en vue d'éviter un conflit grave entre les deux nations voisines.

Le Gouvernement russe avait fait en vain demander à Vienne une prolongation du délai accordé pour la réponse. L'Autriche répliqua que la question était *uniquement entre l'Autriche et la Serbie*, et que le conflit éventuel était destiné à être absolument *localisé*.

* * *

Cependant, malgré ces concessions, malgré cette bonne volonté évidente de la Serbie d'écarter tout motif de rupture, le Gouvernement autrichien passa outre.

Il prétendit ne pas pouvoir se montrer satisfait de la réponse serbe. En conséquence, l'ambassadeur d'Autriche à Belgrade quitta la capitale serbe avec son personnel.

Ce fut alors que la diplomatie européenne intervint.

L'ambassadeur d'Allemagne à Paris, M. de Schœn, vint hypocritement s'entretenir avec M. Bienvenu-Martin, chargé de l'intérim de la présidence du Conseil, en l'absence de M. Viviani, qui accompagnait le président de la République en Russie. Dans cet entretien, il exprimait l'espoir que le conflit pourrait encore être localisé, et que « la conflagration guerrière ne s'étendrait pas à l'Europe, qui resterait en dehors du débat ».

Mais, pendant que le faux personnage faisait ainsi des protestations pacifiques, l'Allemagne commençait sa mobilisation. Le 25 juillet, elle avait déjà concentré plusieurs corps d'armée aux environs de Thionville et de Metz.

A Berlin, en outre, une propagande active était faite dans le peuple pour organiser des manifestations de sympathie pour l'Autriche.

Malgré ces symptômes belliqueux, les diplomates de la Triple-Entente s'employèrent énergiquement à lutter en faveur du maintien de la paix.

Les puissances de la Triple-Entente avaient l'impression très nette que l'action directrice de la politique autrichienne n'était pas à Vienne, mais bien à Berlin ; aussi l'Angleterre prit-elle l'initiative d'une action commune, en vue d'amener l'Autriche-Hongrie sur le terrain de la conciliation.

La Russie avait, dès le début de la crise, soutenu la politique de la Serbie, menacée par un adversaire dont la puissance était hors de proportion avec la sienne. L'Angleterre proposa à la France, à l'Italie et à l'Allemagne, d'exercer une action médiatrice entre la Russie et l'Autriche, et de s'entremettre en vue d'éviter la guerre, qui menaçait de plus en plus.

L'Italie et la France adhérèrent officiellement à la proposition anglaise.

Quant à l'Allemagne, elle réservait sa décision, et ses ambassadeurs à Londres, à Paris, à Saint-Pétersbourg, communiquaient aux chancelleries de ces pays des réponses dilatoires.

Pendant ce temps-là, l'empereur Guillaume II, en croisière à bord de son yacht, sur les côtes de Norvège, rentrait précipitamment à Kiel, où il débarquait le 27 juillet.

Aussitôt débarqué, bien que parfaitement instruit de tous ces incidents, dont il était, au fond, le principal instigateur, il simula la plus profonde surprise et télégraphia la dépêche suivante à son cousin l'empereur de Russie, Nicolas II :

« J'apprends avec une grande inquiétude l'impression que l'action austro-hongroise a produite dans ton empire.

« L'agitation sans scrupule qui s'exerce depuis des années en Serbie a provoqué l'assassinat de l'infortuné François-Ferdinand.

« Les Serbes sont encore dominés par l'esprit qui les a poussés naguère à l'assassinat de leur roi et de leur reine.

« Sans aucun doute, tu conviendras avec moi que tous deux, ainsi que les autres souverains, avons intérêt à ce que tous ceux qui portent la responsabilité de cet horrible attentat soient punis.

« D'autre part, je comprends très bien comment il est difficile, pour toi et pour ton gouvernement, de marcher à l'encontre de l'opinion publique.

« Grâce à l'amitié qui me lie étroitement à François-Joseph depuis de longues années, *je déploie toute mon influence sur l'Autriche-Hongrie pour la pousser à s'entendre ouvertement et pacifiquement avec la Russie.* J'espère ardemment que tu seconderas mes efforts en vue d'éloigner les difficultés actuellement pendantes.

« Ton dévoué cousin,

« GUILLAUME. »

Ainsi l'empereur allemand avait l'audace d'envoyer cette dépêche mensongère à l'empereur de Russie, à l'heure même où il commençait la mobilisation de ses armées, et où l'Autriche venait, le 28 juillet, de déclarer officiellement la guerre à la Serbie.

Le 29 juillet, dans la matinée, l'empereur de Russie répondit à Guillaume II par la dépêche suivante :

« Je me réjouis de te savoir rentré en Allemagne dans ces circonstances sérieuses, et je te prie vivement de me seconder.

« Une guerre honteuse a été déclarée à un pays faible. Je prévois que bientôt je ne pourrai plus résister aux pressions qui s'exercent autour de moi, et

que je me verrai sans doute forcé de prendre des mesures qui provoqueront la guerre.

« Ce serait une guerre européenne et un grand malheur. Pour l'éviter, je te prie, au nom de notre ancienne amitié, de faire tout ton possible pour empêcher ton alliée d'aller trop loin.

« NICOLAS. »

La Russie avait, pendant ce temps, commencé à mobiliser ses troupes, mais nullement le long de la frontière allemande; sa mobilisation n'avait eu lieu que sur la frontière autrichienne.

L'empereur d'Allemagne prit prétexte de cette mobilisation pour rejeter sur la Russie la responsabilité de la guerre qui allait éclater, et, le 29 juillet, il télégraphiait la dépêche suivante à l'empereur Nicolas II :

« 29 juillet, 1 heure.

« Mon ambassadeur a été chargé de représenter à ton gouvernement les dangers et les graves conséquences d'une mobilisation de tes troupes.

« L'Autriche-Hongrie ne mobilisera contre la Serbie qu'une partie de son armée. Si maintenant, comme cela paraît certain, tu mobilises contre l'Autriche, la mission que tu m'as confiée est rendue difficile, sinon tout à fait impossible.

« La difficulté de la décision à prendre repose maintenant sur tes épaules. C'est toi qui as la responsabilité entière de la guerre ou de la paix.

« GUILLAUME. »

A cette dépêche, l'empereur de Russie répondit par le télégramme suivant :

« 30 juillet.

« Je te remercie cordialement pour ta médiation, qui me fait espérer que nous aurons encore une solution pacifique.

« Véritablement, il est impossible d'arrêter nos préparatifs militaires, rendus nécessaires par la mobilisation autrichienne. Nous ne désirons pas la guerre, et, tant que dureront les négociations avec l'Autriche, nos troupes ne prendront aucune attitude hostile. *Je t'en donne solennellement ma parole.*

« J'ai confiance en la grâce de Dieu, et j'espère dans le succès de ta médiation à Vienne, pour le bien de nos pays et pour la paix européenne.

« Cordialement et tout dévoué à toi,

« NICOLAS. »

Ainsi la Russie épuisait tous les moyens d'éviter le conflit et, sachant bien que c'était l'Allemagne qui poussait à la guerre, cherchait à agir directement sur elle.

Mais, pendant ces négociations, Guillaume II avait fort avancé les opérations de sa mobilisation. Ses régiments étaient massés tout contre la frontière française. Il pouvait donc, comme on dit, « démasquer ses batteries. » C'est ce qu'il fit par le télégramme suivant, qu'il adressa, le 30 juillet, à minuit, à l'empereur Nicolas II :

« Pendant que ma médiation, selon ton désir, était en pleine action entre ton gouvernement et celui de l'Autriche, tes troupes ont été mobilisées contre mon alliée, ce qui rend mon action illusoire. Néanmoins je la continuerai.

« Or, je reçois des nouvelles certaines sur tes préparatifs belliqueux à mes frontières.

« La responsabilité que j'ai de la sûreté de mon empire m'oblige à prendre des contre-mesures défensives.

« J'ai fait tous mes efforts en faveur de la paix, *et je ne porterai pas la responsabilité du malheur qui menace le monde civilisé* (!!!). En ce moment, tu as encore le moyen de le conjurer. Personne ne menace l'honneur et la force de la Russie, qui aurait pu attendre le résultat de mes efforts.

« L'amitié que, pour toi, pour ton pays, j'ai jurée au lit de mort de mon grand-père, m'a toujours été sacrée, et je suis demeuré fidèle à la Russie dans les moments les plus difficiles, dans la dernière guerre notamment. Aujourd'hui, la paix européenne ne peut être assurée que par toi-même, si la Russie se décide à suspendre les mesures militaires qui menacent l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

« GUILLAUME. »

Or, pendant que le kaiser expédiait ce télégramme hypocrite, les armées allemandes étaient concentrées sur notre frontière et la menaçaient à un tel point, que le Gouvernement français, soucieux d'éviter tout incident, maintenait nos troupes à dix kilomètres en

arrière de la ligne de séparation de la France et de l'Allemagne, afin d'éviter tout choc inopiné entre les troupes adverses ; ce qui, dans l'état de tension du moment, aurait « mis le feu aux poudres ».

*
* *

Pendant ce temps-là, que se passait-il à Paris?

Le 29 juillet, le président de la République débarquait à Dunkerque et arrivait à Paris, le même jour, à 13 heures et demie.

La population de la capitale avait tenu à manifester, par l'accueil qu'elle ferait au chef de l'État revenant de visiter le souverain allié, les sentiments de son ardent patriotisme. Une foule immense, que l'on peut évaluer à trois cent mille personnes, était massée sur les trottoirs, tout le long de l'itinéraire que suivit le président pour aller de la gare du Nord au palais de l'Élysée, et lui fit des ovations enthousiastes.

Dans la même journée, M. Viviani, président du Conseil, rentré de Russie avec le président Poincaré, reçut, au ministère des Affaires étrangères, la visite de M. de Schœn, ambassadeur d'Allemagne, avec qui il eut un long entretien. Il reçut ensuite l'ambassadeur de Russie, M. Isvolsky.

Puis les deux ambassadeurs de Russie et d'Allemagne eurent ensemble une longue conversation.

Au cours de cette journée de négociations et de pourparlers, les activités effectives s'étaient cependant donné libre cours.

Ainsi les Serbes avaient reçu la veille, le 28 juillet,

la déclaration officielle de guerre de la part de l'Autriche-Hongrie.

Aussi, dans la nuit du 28 au 29, à 1 heure du matin, firent-ils sauter le pont qui relie Belgrade, leur capitale, à la ville de Semlin (Szimony), située vis-à-vis de la capitale serbe, sur la rive hongroise de la Save.

Pendant la même nuit, les Autrichiens ouvrirent les hostilités. Ils amenèrent au bord de la Save des pièces de gros calibre, en particulier des pièces de 305 millimètres, et commencèrent le bombardement de Belgrade. Avec une férocité que nulle raison militaire ne justifiait, ils s'attaquèrent surtout aux églises et aux hôpitaux, ainsi qu'à l'Université, qui fut une de leurs cibles privilégiées. Les documents du recteur, le professeur Stanoiéwitch, en font foi.

En présence de cette lâche agression d'un puissant empire contre un petit pays, la Russie, champion du droit, avait donné l'ordre de mobilisation tout le long de la frontière autrichienne. Quatorze corps d'armée, soit environ 700000 hommes, furent ainsi amenés et échelonnés sur la frontière de Galicie et de Bukowine.

L'Angleterre, de son côté, ne demeurait pas inactive. Sans mobiliser encore son armée de terre, elle mobilisait ses formidables flottes.

L'escadre anglaise de la Méditerranée reçut l'ordre de se concentrer au large de l'île de Malte, et la première escadre du Nord, celle dite des *Dreadnoughts*, composée de puissants cuirassés du type du navire portant ce nom, quitta Portland sous le commandement de l'amiral Galleghan.

En Belgique, l'activité n'était pas moindre. Le Gouvernement rappela sous les drapeaux les classes de 1912, 1911 et 1910. On contremanda les grandes manœuvres militaires qui avaient été prévues, et l'on hâta la mise en état de défense des forts de Liége et de Namur, ainsi que des fortifications de la place d'Anvers.

Les Belges, en effet, ne se faisaient aucune illusion sur les intentions des Allemands. Ils avaient pour eux, il est vrai, la garantie de leur neutralité, garantie assurée par un traité européen portant la signature des plénipotentiaires allemands. Mais qu'est-ce qu'un traité pour l'Allemagne? Son chancelier lui-même l'a dit : « un simple chiffon de papier ! »

A Paris, pendant que se déroulaient ces événements avant-coureurs de la conflagration générale qui allait, de par la volonté du kaiser Guillaume II, mettre l'Europe à feu et à sang, la population restait calme et digne.

Pas de cris, pas de manifestations bruyantes, pas de fanfaronnades. Le peuple français donnait là un bel exemple de sang-froid et de possession de soi-même. La seule animation inaccoutumée se manifestait dans les banques et à la Caisse d'épargne.

A la Banque de France, une foule considérable, d'ailleurs parfaitement calme, faisait queue devant les guichets pour échanger les billets de banque contre de l'argent métallique. A la Caisse d'épargne, dans les établissements de crédit, il y avait également affluence de monde. On venait retirer l'argent déposé, afin de ne pas se trouver démuni en cas d'alerte. Mais tout cela, nous le répétons, se faisait avec ordre et dans le plus grand calme.

Du fait de ces retraits d'argent et de la thésaurisation instantanée qui s'exerça chez tous les particuliers du territoire français, l'argent, ainsi caché, devint rare ; et il fut, en deux jours de temps, très difficile de se procurer de la monnaie divisionnaire.

Aussi la Banque de France, en présence de cette disparition spontanée de l'argent métallique, prit-elle la détermination de remettre en circulation le stock de billets de vingt et de cinq francs, qu'elle tenait en réserve dans ses caisses depuis de longues années.

Étant donnés les préparatifs militaires menaçants de l'Allemagne, d'importantes mesures étaient, de plus, prises chez nous pour veiller à la sûreté des ponts de chemins de fer, des points stratégiques importants et des voies de communication, si nécessaires pour le rassemblement des armées.

* * *

Le jeudi 30 juillet fut la dernière journée des négociations diplomatiques.

L'Allemagne, ce jour-là, demanda à la Russie des explications au sujet de la mobilisation générale de ses troupes.

Pendant ce temps-là, d'ailleurs, les troupes autrichiennes étaient entrées dans Belgrade, ville non défendue, et que les Serbes avaient évacuée après le bombardement. C'était la guerre affirmée par la première invasion d'un territoire étranger.

Le vendredi 31 juillet, les mesures militaires s'étendirent aux divers États de l'Europe. L'Allemagne

déclara la situation de « menace militaire » sur tout son territoire, ce qui correspond à l'état de siège en France.

De plus, bien qu'aucune déclaration de guerre n'eût encore eu lieu, bien qu'aucun acte hostile n'eût été accompli par le Gouvernement français, des mesures agressives furent prises par l'Allemagne contre nous. Les fils télégraphiques et téléphoniques furent coupés à la frontière ; les routes furent barrées ; de nombreux automobilistes virent leurs voitures confisquées par les autorités allemandes, et les voies ferrées de transit international furent détruites sur le territoire allemand à proximité de la frontière française, tandis que des mitrailleuses étaient placées en travers de ces voies.

Enfin, un véritable attentat avait été tenté contre un tunnel de la ligne de l'Est, à Lagny. Une automobile, contenant plusieurs individus et chargée d'explosifs, s'était approchée du tunnel, où ses voyageurs se disposaient à décharger leurs caisses de poudre. Ils ne s'enfuirent que lorsque les sentinelles eurent fait feu sur eux.

On le voit, la tension augmentait de plus en plus, et les chances du maintien de la paix s'évanouissaient en présence de l'attitude nettement agressive de l'Allemagne et de son alliée l'Autriche, qui résistaient à toutes les propositions en vue d'éviter le conflit. En vain, Sa Sainteté le Pape Pie X, dans une lettre admirable qu'il écrivit alors à l'empereur François-Joseph, adjurait-il le vieux souverain de ne pas « ensanglanter sa vieillesse ».

L'empereur d'Autriche, qui pourtant s'intitulait

« Majesté Apostolique », resta sourd aux appels du chef de l'Église. Aussi quand, quelques jours après, il écrivit à Pie X en le priant de bénir ses armées, reçut-il du Saint-Père cette belle réponse : « Je bénis la paix. »

Le Gouvernement allemand avait, au cours de cette même journée du 31 juillet, transmis au Gouvernement français la teneur de l'ultimatum qu'il venait d'adresser à la Russie, l'invitant à lui faire connaître l'attitude que garderait la France au cas où éclaterait le conflit germano-russe.

Ce même soir du 31 juillet, le chef du parti socialiste en France, le grand prêtre de l'antimilitarisme et de l'internationalisme, le rhéteur Jean Jaurès, l'excitateur des masses populaires contre le capital, qu'il attaquait incessamment dans son journal *l'Humanité*, était assassiné, dans un restaurant de la rue Montmartre, par un « isolé » nommé Vilain. Malgré ce meurtre, qui en tout autre temps eût soulevé des passions violentes et sans doute provoqué de grands désordres dans la rue, Paris demeura calme.

C'est qu'en effet il ne s'agissait plus de divisions politiques ; il s'agissait d'être tous unis en face du danger qui devenait de plus en plus menaçant.

*
* *

Le *samedi* 1er *août* se produisit l'explosion finale : l'*Allemagne*, par la voie de son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, *déclara la guerre à la Russie.*

Ce jour-là, M. de Schœn, ambassadeur d'Alle-

magne à Paris, rendit encore deux visites à M. Viviani, président du Conseil. Mais celui-ci lui signifia nettement qu'en présence des mesures militaires prises par l'Allemagne le long de nos frontières, le Gouvernement français se voyait dans la nécessité de décréter la mobilisation générale des forces de terre et de mer. Il lui fit observer que, tandis que les troupes allemandes étaient massées sur la frontière, les troupes françaises étaient maintenues à dix kilomètres en arrière de celle-ci et que, par conséquent, s'il surgissait des incidents, ceux-ci ne pourraient provenir que du fait des Allemands.

Et, en effet, ce jour-là, 1er août, à 2 heures du soir, le décret de mobilisation générale était affiché dans les bureaux de poste et dans toutes les mairies.

Nous reproduisons ici le texte même de ce décret, qui constitue le document historique du début de la Grande Guerre.

MINISTÈRE DE LA GUERRE

(ARMÉES DE TERRE ET DE MER)

## ORDRE DE MOBILISATION GÉNÉRALE

« Par décret du président de la République, la mobilisation des armées de terre et de mer est ordonnée, ainsi que la réquisition des animaux, voitures et harnais, nécessaires au complément de ces armées.

« Le premier jour de la mobilisation est le dimanche 2 août 1914.

« Tout Français soumis aux obligations militaires doit, sous peine d'être puni avec toute la rigueur des lois, obéir aux prescriptions du fascicule de mobilisation (pages coloriées placées dans son livret).

« Sont visés par le présent ordre tous les hommes non présents sous les drapeaux et appartenant :

« 1° A l'armée de terre, y compris les troupes coloniales et les hommes des services auxiliaires ;

« 2° A l'armée de mer, y compris les inscrits maritimes et les armuriers de la marine.

« Les autorités civiles et militaires sont responsables de l'exécution du présent décret.

« Signé : Le ministre de la Guerre,
Le ministre de la Marine. »

En même temps, le président de la République et les membres du Gouvernement rédigeaient la proclamation suivante, qu'ils adressaient au peuple français :

## PROCLAMATION DU GOUVERNEMENT A LA NATION FRANÇAISE

« Depuis quelques jours, l'état de l'Europe s'est considérablement aggravé, en dépit des efforts de la diplomatie.

« L'horizon s'est assombri.

« A l'heure présente, la plupart des nations ont

mobilisé leurs forces. Même des pays protégés par la neutralité ont cru devoir prendre cette mesure à titre de précaution.

« Des puissances dont la législation ne ressemble pas à la nôtre ont, sans avoir pris un décret de mobilisation, commencé et poursuivi des préparatifs qui équivalent, en réalité, à la mobilisation même, et qui n'en sont que l'exécution anticipée.

« La France, qui a toujours affirmé ses volontés pacifiques, qui a, dans des jours tragiques, donné à l'Europe des conseils de modération et un vivant exemple de sagesse, et a multiplié ses efforts pour maintenir la paix du monde, s'est elle-même préparée à toutes les éventualités et a pris, dès maintenant, les premières dispositions indispensables à la sauvegarde de son territoire.

« Mais notre législation ne permet pas de rendre ces préparatifs complets s'il n'intervient pas un décret de mobilisation.

« Soucieux de sa responsabilité, sentant qu'il manquerait à un devoir sacré s'il laissait les choses en l'état, le Gouvernement vient de prendre le décret qu'impose la situation.

« *La mobilisation n'est pas la guerre.* Dans les circonstances présentes, elle apparaît, au contraire, comme le meilleur moyen d'assurer la paix dans l'honneur.

« Fort de son ardent désir d'aboutir à une solution pacifique, le Gouvernement, à l'abri de ces précautions nécessaires, continuera ses efforts diplomatiques, et il espère encore réussir.

« Il compte sur le sang-froid de cette noble nation

pour qu'elle ne se laisse pas aller à une émotion injustifiée.

« Il compte sur le patriotisme de tous les Français et sait qu'il n'en est pas un seul qui ne soit prêt à faire son devoir.

« A cette heure, il n'y a plus de partis. Il y a la France éternelle, la France pacifique et résolue ; il y a la patrie du droit et de la justice, tout entière unie dans le calme, la vigilance et la dignité.

« Le Président de la République,

« RAYMOND POINCARÉ.

« Par le Président de la République,
« Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,

« René Viviani. »

Suivaient les signatures de MM. Bienvenu-Martin, ministre de la Justice ; Malvy, ministre de l'Intérieur ; Noulens, ministre des Finances ; Messimy, ministre de la Guerre ; Gauthier, ministre de la Marine ; Augagneur, ministre de l'Instruction publique ; René Renoult, ministre des Travaux publics ; Thomson, ministre du Commerce ; Fernand David, ministre de l'Agriculture ; Raymond, ministre des Colonies ; Couyba, ministre du Travail ; Abel Ferry, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères ; Lauraine, sous-secrétaire d'État à la Guerre ; Jacquier, sous-secrétaire d'État à l'Intérieur ; Dalimier, sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts ; Ajam, sous-secrétaire d'Etat à la Marine marchande.

Ainsi, même dans le texte du décret de mobilisation, le Gouvernement affirmait son espoir suprême dans une solution pacifique, et l'affirmait par la phrase : « La mobilisation n'est pas la guerre. »

*
* *

Le lendemain, le dimanche 2 août, en dépit de la modération dont la France faisait preuve, en contradiction avec les déclarations pacifiques que l'ambassadeur d'Allemagne à Paris avait faites au président du Conseil, au mépris du droit international, les troupes allemandes franchissaient notre frontière en trois points différents : à Longwy et à Bertrambois, à Petit-Croix, où des uhlans ouvrirent le feu sur le poste de douane français, et à Joncheray, où une patrouille allemande, ayant pénétré sur le sol français et ayant tué un soldat, fut faite prisonnière.

Malgré ces faits, M. de Schœn se rendit dans la journée auprès de M. Viviani et ne sollicita pas encore ses passeports.

Mais le Gouvernement français, en présence de ces actes d'hostilité manifestement préparés, ordonna à son ambassadeur à Berlin, M. Jules Cambon, de demander ses passeports au Gouvernement allemand.

En même temps qu'ils violaient notre frontière, les Allemands, brisant ainsi le traité de 1867, qui garantissait la neutralité du Luxembourg, violaient également le territoire de ce petit État, malgré les protestations de la grande-duchesse.

A 7 heures du soir, le ministre d'Allemagne à

Bruxelles remet au Gouvernement belge un ultimatum comminatoire

Dans cet ultimatum, le Gouvernement allemand prétendait avoir appris que « des masses françaises importantes *se disposaient* à opérer vers Givet et Namur », et qu'il se considérait dans l'obligation de prendre des mesures défensives. Il priait, en conséquence, le Gouvernement belge de faire connaître *avant 7 heures du matin* si la Belgique était disposée à *lui faciliter l'accomplissement de ses opérations militaires.*

La réponse de la Belgique est une des plus belles pages de l'histoire du droit ; elle est de celles qui honorent un peuple et le placent, quelque petit que soit son territoire, au premier rang des plus grandes nations.

Le roi Albert Ier répondit qu'il était très surpris de cette affirmation, ayant reçu des assurances formelles du Gouvernement français en ce qui concerne la neutralité de la Belgique.

Il ajoutait que *la Belgique avait trop le sentiment de sa dignité* et de ses intérêts *pour accéder à une pareille mise en demeure.* Par conséquent, la Belgique refusait nettement de « faciliter » les opérations militaires allemandes et protestait contre toute violation de son territoire.

Enfin le roi ajoutait que la nation belge était résolue, par tous les moyens en son pouvoir, à défendre énergiquement sa neutralité, *garantie* par les traités et *par le roi de Prusse lui-même.*

Aussitôt les Chambres belges furent convoquées pour le 3 août à 6 heures du matin, et l'armée

belge, mobilisée à 250 000 hommes, se préparait à résister énergiquement à l'invasion des barbares sur son territoire.

On ne rendra jamais assez justice à l'héroïsme du peuple belge.

En refusant de se prêter aux combinaisons allemandes, la Belgique savait qu'elle risquait la destruction et l'incendie de ses cités, la ruine de son industrie, l'invasion et l'occupation de son territoire par les hordes sanguinaires qui forment l'armée allemande.

Elle a placé, au-dessus de toutes ces considérations, son HONNEUR NATIONAL ; elle a marché au-devant des pires événements, le front haut et le cœur ferme, sous la conduite de son héroïque souverain, le roi Albert Ier.

Gloire à la noble nation belge ! Elle a mérité, dans l'histoire des peuples, d'occuper une place d'honneur.

# VI

## LA DÉCLARATION DE GUERRE

La violation de la neutralité de la Belgique. — L'intervention de l'Angleterre. — La neutralité de l'Italie. — La mobilisation. — Les armées en présence. — La guerre et les princes français. — Les volontaires étrangers.

Le lundi 3 août, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, M. de Schœn, après avoir essayé de démontrer que les premiers actes d'hostilité avaient été accomplis par la France, ce qui était démenti par les faits, vint, à 17 heures trois quarts, rendre visite à M. Viviani pour lui demander ses passeports, afin de quitter la France.

En même temps il remettait au président du Conseil une note du Gouvernement allemand par laquelle celui-ci déclarait qu'il se considérait désormais en état de guerre avec la France.

C'était la *déclaration de guerre*.

M. de Schœn quitta Paris le soir, à 10 heures. Il est à noter que l'ambassadeur allemand fut, jusqu'à son départ, l'objet des plus grands égards : on le fit monter dans un train spécial, formé à la gare du Bois de Boulogne pour lui et tout le personnel de

l'ambassade, et il y fut accompagné par le chef du protocole.

Le même jour, le Gouvernement allemand avait fait remettre, à 10 heures du soir, ses passeports à l'ambassadeur de France, M. Jules Cambon.

Mais ici éclate le caractère brutal et grossier de nos ennemis.

En effet, tandis que M. de Schœn était entouré d'égards jusqu'à la dernière minute de son séjour en France, à Berlin les choses se passaient d'une façon toute différente vis-à-vis du représentant de la France.

Il avait été convenu que M. Cambon ne partirait que le lendemain 4 août, afin qu'il eût le temps de s'entendre avec l'ambassadeur d'Espagne, qui avait bien voulu accepter la garde des archives de notre ambassade.

Or M. Cambon fut averti de « ne plus avoir à prendre ses repas dans des restaurants berlinois » !!! Et il fallut une intervention ministérielle pour que, le 4 août, un hôtelier consentît à envoyer à l'ambassade de France les repas de M. Cambon et de ses attachés.

L'odyssée de notre ambassadeur ne faisait cependant que commencer.

M. Cambon avait exprimé le désir de rentrer en France par la Hollande ou la Belgique. Le Gouvernement allemand refusa d'accéder à cette demande et déclara qu'il ne lui « permettait » de passer que par la Suisse ou le Danemark. Encore, dans ce dernier cas, ne lui garantissait-on pas le libre passage de la mer.

M. Cambon se décida pour ce dernier itinéraire ;

mais il fut traité littéralement comme un prisonnier, ainsi que les vingt-sept personnes qui l'accompagnaient dans son retour en France.

Après vingt-quatre heures de voyage, le train qui emmenait l'ambassade arriva à Kiel. Il fut immédiatement occupé par des gendarmes prussiens, qui, la carabine au poing, restèrent postés à toutes les portières tout le temps que dura l'arrêt du train dans cette gare.

On arriva enfin à la frontière danoise. Là, un nouvel incident se produisit, qui montre sous leur vrai jour les sentiments de rapacité des Allemands, chez qui le sentiment du pillage et du vol semble inné.

A la dernière station qui précède la frontière danoise, l'officier allemand qui avait reçu la mission d'escorter M. Cambon jusqu'à la sortie du territoire de l'empire lui réclama la somme de trois mille six cents marks, condition absolue pour qu'il le laissât continuer son voyage et pénétrer en Danemark! C'était la première « réquisition » de la guerre.

M. Cambon s'étonna doublement, d'abord de se voir réclamer cette somme, ensuite du fait qu'on ne la lui eût pas demandée à Berlin. L'officier fut intraitable.

Notre ambassadeur offrit alors, en payement, un chèque sur une grande banque de Berlin; mais le grossier soudard allemand le refusa et exigea « de l'argent ».

M. Cambon dut alors faire, parmi ses compagnons de voyage, une collecte qui réunit les quatre mille francs exigés. Grâce au versement de cet argent,

vraiment « extorqué » par la force, il fut enfin autorisé à franchir la frontière danoise et à monter dans un train spécial que le Gouvernement danois, plus courtois et plus hospitalier, avait fait préparer pour conduire jusqu'à Copenhague notre ambassadeur et son personnel.

* * *

Pendant ce temps, l'Angleterre ne perdait pas son temps en vaines paroles.

Elle avait, dès la veille, annoncé que « la flotte anglaise garantirait la France contre la flotte allemande, et que la nation britannique se prononçait très fortement pour le maintien et la sauvegarde de la neutralité belge ».

Le 4 août, l'Angleterre adressait à l'Allemagne un ultimatum et lui accordait jusqu'à minuit « pour donner, en ce qui concerne la neutralité de la Belgique, les mêmes assurances que celles données par la France ».

L'Allemagne répondit à cet ultimatum par l'action odieuse et lâche de déclarer la guerre à la Belgique.

Cet acte inqualifiable ouvrait la période des hostilités; c'était le véritable commencement des opérations de guerre.

Le matin de ce jour, la Chambre belge avait été réunie, et le roi Albert I[er], au milieu d'un silence profond, prononça le discours suivant :

« Jamais, depuis 1830, une heure plus grave ne sonna pour la Belgique.

« La force de notre droit, la nécessité pour l'Europe de cette existence autonome, nous font encore espérer que des événements redoutés ne se produiront pas. Mais *s'il faut résister à l'invasion de notre sol, le devoir nous trouvera armés et décidés aux plus grands sacrifices.*

« Dès maintenant la jeunesse est déjà debout pour défendre la patrie en danger. Un seul devoir s'impose à nos volontés : une résistance opiniâtre, le courage et l'union.

« Notre bravoure est démontrée par notre irréprochable mobilisation et par la multitude des engagements volontaires. Le moment est aux actes.

« Je vous ai réunis pour permettre aux Chambres de s'associer à l'élan du pays. Vous saurez prendre d'urgence toutes les mesures. Vous êtes tous décidés à maintenir intact le patrimoine sacré de nos ancêtres. Personne ne faillira à son devoir.

« L'armée est à la hauteur de sa tâche. Le gouvernement et moi avons pleine confiance. Le gouvernement a conscience de ses responsabilités et les assurera jusqu'au bout pour sauvegarder le bien suprême du pays. Si l'étranger viole notre territoire, il trouvera tous les Belges groupés autour de leur souverain, qui ne trahira jamais son serment constitutionnel.

« J'ai foi dans nos destinées. *Un pays qui se défend s'impose au respect de tous et ne périt pas. Dieu sera avec nous.* »

Ces nobles paroles du roi des Belges furent acclamées par la Chambre, qui vota aussitôt un crédit de deux cents millions pour la défense nationale.

*
* *

C'est à 3 heures que, ce jour du mardi 4 août, le Gouvernement français annonça officiellement aux deux Chambres la déclaration de guerre faite par l'Allemagne.

Séance historique, digne de constituer une des belles pages de l'histoire de France.

A 3 heures, le président de la Chambre, M. Deschanel, fait son entrée entre deux haies de zouaves, qui rendent les honneurs militaires. La salle des Pas-Perdus, les couloirs, les tribunes, sont bondés. Au dehors, une foule compacte se presse.

M. Deschanel donne la parole à M. Viviani, président du Conseil des ministres, qui lit le message du président de la République. Voici le texte exact de ce document :

« Messieurs les sénateurs,

« Messieurs les députés,

« La France vient d'être l'objet d'une agression brutale et préméditée, qui est un insolent défi au droit des gens.

« Avant qu'une déclaration de guerre nous eût encore été adressée, avant même que l'ambassadeur d'Allemagne eût demandé ses passeports, notre territoire a été violé. L'empire d'Allemagne n'a fait, hier soir, que donner tardivement le nom véritable à un état de fait qu'il avait déjà créé.

« Depuis plus de quarante ans, les Français, dans un sincère amour de la paix, ont refoulé au fond de leur cœur le désir des réparations légitimes.

« Ils ont donné au monde l'exemple d'une grande nation qui, relevée définitivement de la défaite par la volonté, la patience et le travail, n'a usé de sa force renouvelée et rajeunie que dans l'intérêt du progrès et pour le bien de l'humanité.

« Depuis que l'ultimatum de l'Autriche a ouvert une crise menaçante pour l'Europe entière, la France s'est attachée à suivre et à recommander partout une politique de prudence, de sagesse et de modération.

« On ne peut lui imputer aucun acte, aucun geste, aucun mot qui n'ait été pacifique et conciliant.

« A l'heure des premiers combats, elle a le droit de se rendre solennellement cette justice qu'elle a fait, jusqu'au dernier moment, des efforts suprêmes pour conjurer la guerre qui vient d'éclater et dont l'empire d'Allemagne supportera, devant l'histoire, l'écrasante responsabilité.

« Au lendemain même du jour où, nos alliés et nous, nous exprimions publiquement l'espérance de voir se poursuivre pacifiquement les négociations engagées sous les auspices du cabinet de Londres, l'Allemagne a déclaré subitement la guerre à la Russie; elle a envahi le territoire du Luxembourg; elle a outrageusement insulté la noble nation belge, notre voisine et notre amie, et elle a essayé de nous surprendre traîtreusement, en pleine conversation diplomatique.

« Mais la France veillait. Aussi attentive que pacifique, elle s'était préparée, et nos ennemis vont ren-

contrer sur leur chemin nos vaillantes troupes de couverture qui sont à leurs postes de bataille et à l'abri desquelles s'achèvera méthodiquement la mobilisation de toutes nos forces nationales.

« Notre belle et courageuse armée, que la France accompagne aujourd'hui de sa pensée maternelle, s'est levée toute frémissante, pour défendre l'honneur du drapeau et le sol de la patrie.

« Le président de la République, interprète de l'unanimité du pays, exprime à nos troupes de terre et de mer l'admiration et la confiance de tous les Français.

« Étroitement unie en un même sentiment, la nation persévérera dans le sang-froid dont elle a donné, depuis l'ouverture de la crise, la preuve quotidienne. Elle saura, comme toujours, concilier les plus généreux élans et les ardeurs les plus enthousiastes avec cette maîtrise de soi qui est le signe des énergies durables et la meilleure garantie de la victoire.

« Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le droit, dont les peuples, non plus que les individus, ne sauraient impunément méconnaître l'éternelle puissance morale.

« Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera, devant l'ennemi, l'UNION SACRÉE, et qui sont aujourd'hui fraternellement assemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique.

« Elle est fidèlement secondée par la Russie, son alliée ; elle est soutenue par la loyale amitié de l'Angleterre.

« Et déjà, de tous les points du monde civilisé, viennent à elle les sympathies et les vœux. Car elle représente aujourd'hui, une fois de plus, devant l'univers, la liberté, la justice et la raison.

« Haut les cœurs et vive la France! »

Tels sont les derniers mots du message présidentiel; ils sont salués par une longue et formidable acclamation de la Chambre tout entière.

*
* *

Cependant M. Viviani reste à la tribune et ajoute :

« Messieurs, le Gouvernement doit au Parlement le récit véridique des événements qui, en moins de dix jours, ont déchaîné la guerre européenne et obligé la France, pacifique et forte, à défendre sa frontière contre une agression dont la soudaineté calculée souligne l'odieuse injustice. »

Et le président du Conseil résuma les faits que nous avons énumérés précédemment, démontrant la lâche agression contre la Serbie et contre la Belgique, la préméditation voulue de l'Allemagne.

Puis M. Deschanel prononça de patriotiques paroles. Et les députés, unis pour la première fois, sans réserve, dans l'amour commun de la Patrie, firent entendre de formidables acclamations : « Vive la France! Vive l'Alsace! »

L'Allemagne avait escompté chez nous la division des partis, et même la guerre civile : elle trouvait la nation entière debout, dressée dans un seul et sublime

élan contre l'ennemi barbare, l'ennemi détesté et couvert du mépris de l'Europe entière.

La Chambre adopte ensuite sans débats et à l'unanimité tout un ensemble de projets de lois déposés par M. Noulens, ministre des Finances, relativement à des mesures urgentes commandées par la situation actuelle : *moratorium* des loyers, prolongation des échéances, etc.

A 3 heures et demie, le Gouvernement se transporte au Sénat pour y faire approuver les lois votées par la Chambre. Le même ardent patriotisme accueillit, dans la haute assemblée, le message présidentiel et la déclaration du Gouvernement. Les projets de lois proposés furent votés aussitôt.

A 7 heures, la Chambre rentre en séance pour les votes définitifs, et M. Deschanel, avant de déclarer la session close, prononce les paroles suivantes :

« Les représentants de la nation, dont un grand nombre vont combattre sous nos drapeaux et repousser une agression monstrueuse, s'associent au Gouvernement et offrent à la France et à son armée, qui ne s'est jamais levée pour une plus juste cause, leur admiration, leur dévouement toujours prêt, et leur confiance dans son indomptable énergie.

« Que nos armées de terre et de mer soient fermes pour le salut de la civilisation et du droit.

« Vive la France, notre mère! Vive la France! Vive l'Alsace-Lorraine! »

Ces paroles furent accueillies par des applaudissements enthousiastes, non seulement des députés, mais encore du public des tribunes, qui s'associa à la manifestation par des ovations ardentes et prolongées.

Le même jour, Son Éminence le cardinal Amette, archevêque de Paris, décida que les prêtres du diocèse réciteraient chaque jour, en célébrant la sainte messe, une oraison spéciale, et cela jusqu'à la fin de la guerre. Elle arrêta, en outre, qu'une messe serait dite, chaque semaine, dans toutes les églises, à l'intention des combattants de nos armées de terre et de mer.

* * *

L'attaque inqualifiable de la Belgique par l'Allemagne, la violation du territoire de cet État neutre au mépris de tous les traités, allait entraîner cependant une conséquence des plus graves et des plus heureuses au point de vue de la poursuite de la guerre.

L'Angleterre, comme nous l'avons dit, avait annoncé que sa flotte garantirait, en tout état de cause, les côtes françaises contre les attaques possibles de la flotte allemande. En même temps elle avait demandé à Berlin des assurances au sujet du respect de la neutralité belge.

Forte de son droit, loyalement fidèle à ses promesses, elle comprit l'étendue du devoir qui lui incombait. En présence de la lâche agression des soldats du kaiser contre la Belgique, le mercredi 5 août, à minuit précis, elle déclara la guerre à l'Allemagne.

Aussitôt, dans Londres, l'enthousiasme fut immense. Une foule compacte se rendit devant le palais royal, où Leurs Majestés, le roi George et la reine Mary, furent obligées de paraître au balcon.

La même affluence se produisit à Whitehall, devant les ministères, et surtout devant les palais du War-Office (ministère de la Guerre) et de l'Amirauté.

C'est qu'en effet, dans toute l'Europe civilisée, la guerre contre l'Allemagne était une véritable guerre sainte, qui n'a d'égale que celle qui se produisit au moment des croisades, lorsque l'Europe chrétienne se levait pour aller combattre le Turc infidèle et féroce.

Et, afin de souligner ces manifestations et de les appuyer par des faits, le nombre des engagements dans l'armée et dans la marine prit aussitôt d'énormes proportions.

On sait, en effet, que l'Angleterre n'est pas soumise à la conscription et que son armée est uniquement recrutée à l'aide d'engagements volontaires. C'est cette forme de service que l'empereur Guillaume prétendait stigmatiser en parlant de la « méprisable petite armée de mercenaires du maréchal French ».

Mais il ne devait pas tarder à s'apercevoir que, par le mouvement unanime qui poussa les hommes de toutes les classes de la société anglaise à s'enrôler pour servir sous le drapeau britannique, c'était la nation entière qui allait se trouver dressée contre lui.

Immédiatement, lord Kitchener, le glorieux vainqueur d'Égypte, fut nommé ministre de la Guerre, le feld-maréchal sir John French reçut le commandement en chef de l'armée de terre qui devait débarquer sur le continent pour combattre à côté des troupes françaises et belges, et l'amiral sir John Jellicoe fut nommé commandant en chef de la flotte anglaise.

Le roi George adressa à l'amiral Jellicoe le message suivant :

« En ce grave moment de notre histoire nationale, je vous envoie à vous, et, par votre intermédiaire, aux officiers et aux équipages de la flotte dont vous avez pris le commandement, l'assurance de ma confiance que, sous votre direction, ils sauront faire revivre et renouveler les anciennes traditions glorieuses de la marine royale, et montrer une fois de plus qu'ils constituent le véritable bouclier de la Grande-Bretagne et de son Empire à l'heure de l'épreuve.

« *Signé :* GEORGE, R. I. »

Le même jour, la mobilisation de toute l'armée de terre était ordonnée, le décret signé et inséré aussitôt au *Journal officiel* du Royaume-Uni.

*
* *

L'Allemagne et l'Autriche, cependant, ne s'attendaient pas à voir l'Europe se lever ainsi contre elles.

Il restait aux empires de proie à faire appel à leur troisième alliée : l'Italie. Le kaiser et l'empereur François-Joseph escomptaient bien cette intervention, qui viendrait fort à propos pour retenir, le long de la frontière des Alpes, plusieurs corps d'armée français ; ce qui diminuerait d'autant les forces qu'ils allaient avoir à combattre.

Mais l'Italie ne se laissa pas prendre à ces tenta-

tives. En vain l'Allemagne et l'Autriche firent appel au traité d'alliance qui la liait aux empires du centre ; notre « sœur latine » répondit que le traité de la Triple-Alliance était un traité *défensif*, et n'était valable qu'au cas où l'un des trois États contractants *serait attaqué*.

Or tel n'était pas le cas, ajoutait le Gouvernement italien. Non seulement l'Allemagne et l'Autriche n'ont pas été attaquées, mais elles sont les *agresseurs*. Dès lors le traité cesse de s'appliquer, et l'Italie entend garder sa neutralité complète.

L'Italie ajoutait qu'elle ne renoncerait pas à cette neutralité, non seulement parce que le traité de la Triple-Alliance ne lui commande pas, dans ces conditions, de participer à la guerre, mais encore et surtout *parce qu'il serait impossible d'aller à l'encontre de la volonté nationale, qui ne permettrait jamais l'ouverture d'hostilités contre deux nations amies* comme la France et l'Angleterre, dont les drapeaux sont acclamés dans toutes les villes italiennes.

Ainsi l'Autriche et l'Allemagne étaient abandonnées par leur ancienne alliée, qui allait bientôt devenir leur ennemie et se ranger aux côtés des puissances de la Triple-Entente.

Les gouvernements scandinaves, l'Espagne, les États-Unis, affirmèrent leur neutralité dans le conflit.

Dans la lettre que M. Wilson, président des États-Unis de l'Amérique du Nord, écrivait au kaiser pour lui annoncer que les États de l'Union resteraient neutres, il terminait par ces paroles, qui étaient un terrible avertissement :

« Je prie Dieu que la guerre soit bientôt finie.

*Celui qui l'aura déchaînée en subira les conséquences, et la responsabilité retombera sur le coupable.* »

*
* *

A côté des belles proclamations du Gouvernement français, du roi d'Angleterre, du roi des Belges, qui venait de prendre le commandement suprême de son armée, il n'est pas sans intérêt de placer le texte des proclamations que l'empereur Guillaume II adressait au peuple allemand et à son armée.

Au peuple allemand il adressait le manifeste suivant :

« Je suis forcé de tirer l'épée pour repousser une attaque complètement injustifiée, et, avec toute la force dont dispose l'Allemagne, de faire la guerre pour la défense de l'empire et de notre existence nationale (!!).

« J'ai fait tous mes efforts (!!) depuis le commencement de mon règne pour préserver la nation allemande de la guerre et pour conserver la paix.

« Même dans le cas actuel, j'ai jugé que c'était pour moi un devoir de conscience de faire tout mon possible pour éviter la guerre. *Mais mes efforts ont été vains* (!!!). J'ai la conscience pure et je suis convaincu de la justice de notre cause. De durs sacrifices d'hommes et d'argent seront demandés à la nation allemande pour la défense de la patrie que nous impose le défi de l'ennemi ; mais je sais que mon peuple me soutiendra loyalement, comme dans les

jours sombres il a soutenu mon grand-père, qui maintenant repose en Dieu.

« Ayant appris dès mon enfance à mettre ma confiance en Dieu le Père, je crois nécessaire, en ces jours solennels, de m'incliner devant lui et d'implorer sa grâce. Je fais appel à mon peuple pour s'unir à moi dans une commune prière, observer la journée du 5 août comme jour extraordinaire de prières générales, et se réunir dans toutes les églises de l'empire pour invoquer Dieu, afin qu'il soit avec nous et qu'il bénisse nos armes. Après le service divin, chacun pourra retourner à ses occupations.

« GUILLAUME. »

Dans ce document, on ne peut pas décider si le cynisme l'emporte sur l'hypocrisie. C'est un véritable blasphème que profère cet empereur, chef d'une armée de brigands et de soldats sacrilèges, quand il ose invoquer Dieu et implorer son aide.

Mais tout cela est encore dépassé dans le manifeste adressé à l'armée :

« Je lève l'épée qu'avec l'aide de Dieu j'ai gardée au fourreau pendant de longues années.

« J'ai tiré cette épée que, sans victoire et sans honneur, je ne puis remettre au fourreau. Il vous appartient à tous de veiller à ce qu'elle ne rentre au fourreau qu'avec honneur.

« Nous combattons pour l'existence de l'Allemagne. Nos ennemis veulent tuer notre nation. Mais, si nous sommes vainqueurs, — et nous devons l'être, — un nouvel empire plus magnifique qu'aucun de ceux



Les grands maîtres de la « kultur ».
Au centre, le kronprinz : à sa droite, son père, le kaiser; à sa gauche, un de ses frères, le prince Oscar.

que le monde ait pu voir s'élèvera : *un nouvel empire romain-allemand qui gouvernera le monde, et le monde sera heureux!*

« Rappelez-vous que vous êtes le peuple élu.

« *L'Esprit du Seigneur est descendu sur moi*, parce que je suis l'empereur des Germains.

« *Je suis l'instrument du Très-Haut, je suis son glaive et son représentant* (!!).

« Malheur et mort à ceux qui résisteront à ma volonté! Malheur et mort à ceux qui ne croient pas à ma mission! Malheur et mort aux lâches!

« Qu'ils périssent, tous les ennemis du peuple allemand. Dieu exige leur destruction; Dieu qui, par ma bouche, vous commande d'exécuter sa volonté. »

Ne croirait-on pas, en lisant de telles élucubrations, assister à la manifestation d'un être atteint d'aliénation mentale? N'est-ce pas là le message d'un déséquilibré, d'un homme atteint de la folie des grandeurs?

*
* *

Pendant que le souverain allemand se livrait à ses penchants oratoires, la France effectuait sa mobilisation, qui s'opérait dans le plus grand ordre et avec une régularité merveilleuse.

Grâce à un dévouement, à une abnégation à laquelle on ne saurait trop rendre justice, le personnel des chemins de fer, depuis les hauts fonctionnaires jusqu'au plus modeste homme d'équipe, par un labeur acharné de jour et de nuit poursuivi pendant près

d'un mois, assura le transport à la frontière des énormes effectifs de nos troupes, tant de l'active que de la réserve et de la territoriale, et le transport, encore plus complexe, du matériel formidable de l'artillerie, du train des équipages, des approvisionnements de l'intendance, des hôpitaux et du service de santé.

L'uniforme, ou tout au moins la coiffure de nos hommes, avait, dès le début, était modifié. Le rouge du képi étant trop voyant, cette coiffure avait été recouverte d'un manchon de toile bleue, de la même couleur que la capote. Les fourreaux de sabre des officiers étaient enveloppés de cuir ou d'étoffe. Les casques des dragons et des cuirassiers, dont l'éclat aurait révélé de loin la présence, avaient également reçu une coiffe de couleur neutre qui les rendait moins visibles.

Dans les campagnes, outre la mobilisation des hommes, avait lieu la réquisition des chevaux et des voitures. Là aussi tout se passa dans un ordre parfait. Des commissions, qui parcouraient les divers arrondissements, faisaient défiler devant elles animaux et véhicules. Un prix d'estimation était établi, et un bon de la somme correspondant délivré au propriétaire en échange du cheval, de la voiture, des harnais, qui passaient ainsi au service de la nation.

La réquisition des automobiles se fit, de même, avec une méthode remarquable. A Paris, en particulier, c'est sur l'esplanade des Invalides que les véhicules à moteur étaient convoqués.

Il y eut là des incidents amusants, d'autres touchants par leur patriotisme.

Un gentleman de trente-cinq ans se présente avec

une magnifique quarante-chevaux, en parfait état de neuf.

« Combien voulez-vous de votre voiture? demande le président de la commission.

— *Un franc,* répond le propriétaire.

— Un franc? dit le président, qui croit avoir mal entendu.

— Oui, monsieur, un franc; mais à la condition que c'est moi qui en serai le chauffeur et que ce sera sur la ligne du front. »

Enfin, de leur côté, les initiatives privées, les œuvres de charité, d'assistance, de secours aux blessés, s'organisèrent avec une promptitude et un ensemble admirables; mais c'est là une partie importante de l'histoire de la guerre, et nous lui consacrerons un chapitre spécial.

*
* *

Dès le début des hostilités, le général Joffre, chef suprême de nos armées de terre, prit le commandement et la direction générale des opérations militaires.

Les escadres françaises et anglaises dans la Manche, dans la mer du Nord et dans l'Atlantique, étaient sous le commandement suprême de l'amiral anglais, chef de la flotte britannique, sir John Jellicoe.

Les escadres françaises et anglaises chargées d'opérer dans la Méditerranée et dans l'Adriatique étaient sous les ordres de l'amiral français Boué de Lapeyrère.

Notre force de terre opposée sur le front aux forces de l'envahisseur se composait de plusieurs armées,

Chacune d'elles était formée au moins de deux corps d'armée. Chaque corps comprenait deux divisions d'infanterie, avec l'artillerie, la cavalerie, le génie, les services d'aviation et auxiliaires. Chaque division était formée de deux brigades, comprenant chacune deux régiments d'infanterie. On sait qu'en temps de paix nos troupes comptaient vingt et un corps d'armée.

Les troupes de premier choc furent donc réparties en cinq armées, dont les positions étaient choisies de la manière suivante :

La 1re armée, commandée par le général Dubail, prenait position le long de la chaîne des Vosges et s'étendait du Donon à la Suisse.

La 2e armée, sous le commandement du général de Castelnau, étendait ses lignes à la suite de la première et allait du Donon à la région de Metz.

La 3e armée, sous les ordres du général Ruffey, disposait ses effectifs en Woëvre, en face de la région fortifiée qui va de Metz à Thionville.

La 4e armée, avec le général de Langle de Cary à sa tête, et la 5e armée, sous les ordres du général Lanrezac, prenaient position le long de la frontière franco-belge.

Quant à l'armée britannique, commandée par le maréchal French, et qui, au début, ne comprenait que deux corps d'armée, elle était disposée de façon à prolonger, à l'extrême gauche, la ligne d'ensemble formée par ce dispositif général.

Les forces allemandes qui menaient l'agression comprenaient non seulement des troupes de l'armée active et de la réserve, mais encore des régiments de l'armée territoriale. Les Allemands, pour la première

rencontre avec les troupes anglo-franco-belges, disposaient de plus de quarante-quatre corps d'armée, répartis en neuf armées distinctes.

La 9e de ces armées, commandée par le général Von Deimling, tristement célèbre par ses brutalités en Alsace, vis-à-vis des populations annexées, devait demeurer sur la défensive, en arrière de la ligne des Vosges.

Les huit autres armées s'étalaient entre Aix-la-Chapelle et Strasbourg, afin de se concentrer sur notre frontière du Nord-Est, par un mouvement convergent.

Ces armées étaient commandées comme il suit :

La 1re armée, placée à l'extrême droite du front allemand et, par conséquent, directement opposée à l'extrême gauche du nôtre, avait pour chef le général Von Kluck.

La 2e armée allemande, placée à la suite de la précédente, était sous le commandement du général Von Bülow.

La 3e armée, concentrée aux environs de Malmédy, était sous les ordres directs du général Von Hausen.

La 4e armée, massée aux environs de Saint-With, à quelques kilomètres de la frontière belge, était placée sous le commandement du duc de Wurtemberg.

La 5e armée, concentrée à Trèves et ayant comme objectif premier l'occupation du Luxembourg, était sous les ordres du kronprinz de Prusse lui-même, de ce sinistre et grotesque personnage, chez qui l'odieux le dispute au ridicule.

La 6e armée, qui s'étendait de Metz à la Sarre, avait pour chef le kronprinz de Bavière.

La 7e armée, sous les ordres du général Von Heeringen, avait disposé ses effectifs sur une ligne allant de la Sarre à Strasbourg.

Enfin une 8e armée, armée d'avant-garde, « l'armée de la Meuse, » obéissant aux ordres du général Von Emmich, était massée en avant d'Aix-la-Chapelle, tout contre la frontière belge. C'est cette armée qui devait, par une ruée irrésistible, pénétrer sur le territoire belge, s'emparer, sans coup férir, de Liége et de Namur, et préparer ainsi la route de l'invasion à l'ensemble des armées allemandes arrivant derrière elle. Cette irruption dans le pays neutre devait avoir lieu à la minute précise où expirait le délai accordé par le kaiser au roi Albert Ier pour répondre à son insolent ultimatum.

Telle était, avant le premier choc, la disposition générale des forces des puissances belligérantes. Quant à l'armée belge, elle occupait les forteresses de Liége, de Namur, d'Anvers. L'armée de Liége était sous les ordres du général Leman. Le roi Albert avait pris, dès le début des hostilités, le commandement en chef de ses forces militaires.

*
* *

Nous avons vu combien les opérations de la mobilisation et celles des réquisitions accessoires avaient été, en France, conduites avec ordre et régularité. Il en avait été de même en Angleterre ; et, dès le premier jour de la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne à l'Allemagne, les contingents anglais, amenés par de véritables chapelets de bateaux à

vapeur, débarquaient dans nos ports de la Manche et de la mer du Nord.

De toutes les colonies anglaises affluèrent des troupes. L'Inde mit en route ses meilleurs régiments indigènes, ses plus solides cavaliers. Le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, levèrent immédiatement de nombreux régiments d'hommes endurcis aux fatigues et rompus à la grande vie en plein air.

Quant à nos colonies françaises, leur loyalisme ne fut pas moindre.

L'éloge de nos troupes d'Algérie n'est plus à faire. Maintes fois elles se sont couvertes de gloire : en Crimée, en Italie, au Mexique, en 1870. Elles furent, est-il besoin de le dire? au premier rang du danger, à la première place, par l'ardeur et l'enthousiasme. Zouaves, turcos, chasseurs d'Afrique, spahis, goumiers, rivalisaient d'entrain et de courage.

Mais ce qu'on ne saurait trop admirer, et ce qui est tout à l'honneur de nos moyens de colonisation, ce qui montre l'ascendant énorme pris par nos officiers sur les soldats indigènes, c'est le loyalisme qu'ont montré les « nouveaux venus » sous le drapeau français, ceux qui n'avaient jamais combattu pour la défense du territoire national : les Tunisiens, les Sénégalais, les tirailleurs marocains; ces derniers, Français depuis quatre ans à peine. Les prodiges de valeur accomplis par toutes ces troupes formeront certainement l'une des plus belles pages de notre histoire militaire.

L'amée métropolitaine, d'ailleurs, partait à la frontière avec un entrain remarquable. C'est que, dans cette guerre, on avait le sentiment, vraiment

profond, de la Défense nationale. C'était la Patrie qu'on allait préserver, c'était le sol français que l'on allait sauver de l'invasion. Ce n'était pas, comme dans beaucoup de guerres passées, un combat pour satisfaire des ambitions ou des convoitises; c'était vraiment la lutte pour la vie de la France.

Les soldats anglais, d'ailleurs, faisaient preuve du même esprit et de la même bonne humeur. Quand on voyait passer ces fantassins admirablement équipés, vêtus de kaki, ces *Tommies*, comme on les désigne familièrement en Angleterre, on était frappé de leur entrain et de leur jovialité souriante. Ils chantaient leur chanson de route : *It's a long, long way to Tipperary*, et ils se rendaient allègrement au front de bataille.

Quant à nos hommes qui se battaient à la frontière, le langage populaire eut vite fait de leur trouver une appellation qui fit fortune, et qui marquait que leur héroïsme quotidien ne leur laisserait peut-être pas le temps de songer tous les jours à une toilette méticuleuse.

On les nomma des Poilus!

*
* *

Il y eut cependant, au milieu de la mobilisation générale, et malgré cette « égalité » qui est l'un des termes de la devise inscrite sur nos monuments, quelques Français, bien Français pourtant, qui ne partirent pas pour le front. Disons tout de suite que ce ne fut pas faute d'avoir sollicité cet honneur, qui leur fut refusé.

Aussitôt la déclaration de guerre, le duc d'Orléans, le prince Louis Napoléon, le duc de Vendôme, écrivirent au président du Conseil.

Le 2 août, le prince Louis Napoléon adressait au président de la République la lettre suivante :

« Monsieur le Président.

« Après avoir, il y a trente ans, rempli mon devoir militaire en France, je fus, par une loi d'exception, privé de mes droits de citoyen et rayé du contrôle de l'armée.

« Aujourd'hui, l'ordre de mobilisation appelle aux armes *tous les Français*.

« Je me permets, Monsieur le Président, d'avoir recours au premier magistrat de la République pour obtenir de concourir à la défense de mon pays.

« Je serais heureux de remplir, quel qu'il soit, l'emploi dont il voudrait bien me charger.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

« LOUIS NAPOLÉON,

« Ancien général de division de l'armée impériale russe. »

Le duc d'Orléans, qui était en voyage, se hâta de rentrer à Bruxelles et envoya la lettre qui suit au ministre de la Guerre :

« Monsieur le Ministre,

« Devant les événements actuels, *toutes les lois d'exception*, tous les dissentiments politiques *doivent*

*tomber* ; tous les Français ont le devoir et le *droit* de reprendre leur place sous les drapeaux.

« Ce droit et cet honneur, je viens vous les demander pour la durée des hostilités, certain que vous saurez comprendre à quel sentiment j'obéis.

« J'attends donc avec confiance votre réponse télégraphique et vos instructions pour partir.

« PHILIPPE, DUC D'ORLÉANS. »

Le duc de Vendôme, fils du duc d'Alençon, écrivit une lettre analogue, ainsi que le prince Roland Bonaparte, ancien sous-lieutenant de l'armée française.

Voici la réponse que M. Viviani, président du Conseil, fit à l'une de ces nobles et patriotiques requêtes :

« Le président du Conseil des ministres à Philippe, duc d'Orléans, *hôtel Métropole*, à Bruxelles.

« Paris, le 29 août 1914.

« L'état de la législation française ne permettant pas votre enrôlement dans l'armée française, tout en rendant hommage à votre initiative, je ne puis que vous faire la réponse déjà faite à d'autres demandes pareilles à la vôtre, et vous engager à vous enrôler dans les armées amies ou alliées qui combattent à nos côtés. »

Il y eut donc des Français à qui fut refusé l'honneur de défendre la terre de la patrie.

A la suite de cette réponse, le prince Louis Napoléon s'adressa à S. M. l'empereur de Russie, qui, faisant droit à la demande de son ancien général, lui accorda un commandement dans l'armée active. Quant aux princes Louis et Antoine d'Orléans et Bragance, ils ont obtenu du roi George V l'autorisation de servir dans l'armée anglaise, où ils sont partis rejoindre l'état-major du général French.

Pendant ce temps, la sympathie des nations pour la cause de la France et de ses alliés, c'est-à-dire la haine générale et universelle de l'Allemagne, se traduisait par le nombre extraordinaire des étrangers demandant à contracter des engagements volontaires et à servir sous les plis du drapeau français.

La foule de ces volontaires n'allait pas cesser de grossir. Le chiffre des enrôlements volontaires ainsi contractés paraît devoir dépasser le chiffre de *quarante mille*.

A Paris, le régime de l'état de siège s'est installé sans difficultés, sans la moindre récrimination de la part de la population, pourtant touchée dans ses plus chères habitudes.

Ainsi, tous les théâtres, tous les concerts sont fermés.

Les cafés et les débits de vin sont clos à 8 heures du soir. Les restaurants doivent de même être fermés à 9 heures et demie. Sur les boulevards, dans tous les quartiers, la plupart des magasins et des boutiques sont fermés. Sur la devanture close s'étale une affiche tricolore : « Maison française, » pour la protéger contre la violence de la foule qui, dans son indignation, avait, aux premières heures de la déclaration de guerre, saccagé quelques magasins allemands.

Au bois de Boulogne, naguère le centre des élégances, aujourd'hui désert, des ouvriers plantent des piquets et entourent certaines pelouses d'un réseau de toiles métalliques. Au milieu de tout cela se répand une bonne odeur de foin coupé.

C'est le « parc » qu'on prépare ainsi, le parc destiné à recevoir les dizaines de milliers de bestiaux que l'on va y réunir pour assurer éventuellement le ravitaillement de Paris.

On le voit, la mobilisation était complète à tous les points de vue.

## VII

### LA GUERRE AU XXe SIÈCLE

Le caractère « scientifique » de la guerre. — Les nouveaux fusils et les nouveaux canons. — Les mitrailleuses. — Le 75. — Dirigeables et aéroplanes. — Les sous-marins et les torpilles. — La T. S. F. — L'automobile. — Les nouvelles poudres. — Les gaz asphyxiants.

Voilà donc déclarée cette terrible guerre.

Que va-t-elle être, en ce XXe siècle, où la science est arrivée à un tel degré de découvertes et de progrès incroyables?

On peut caractériser la guerre actuelle par deux mots :

Du côté des Allemands, c'est une guerre de *barbares*.

Par l'étendue des moyens mis en œuvre par tous les combattants, c'est une guerre *scientifique*.

Dans le présent chapitre, nous allons essayer de faire ressortir le caractère essentiellement « scientifique » de la guerre actuelle.

Le XIXe siècle a été, on peut le dire, le siècle des grandes découvertes en même temps que celui de leurs immenses applications.

A son début, la vapeur et l'électricité dynamique

faisaient timidement leur apparition; les premiers engins de navigation aérienne, lancés par Montgolfier et Charles, étaient encore le jouet des vents; la chimie, retardée de plusieurs lustres par l'exécution de Lavoisier, son créateur, mort sur l'échafaud, victime des brutes sanguinaires de 1793, commençait à s'épanouir avec Berthollet et Gay-Lussac, qui indiquaient les lois des combinaisons de la matière; la science de l'énergie voyait ses principes posés par Carnot et Joule.

Mais ce ne fut guère qu'à partir de 1850 que les progrès de la science commencèrent à devenir rapides. En quelques années, l'hélice, appliquée aux bateaux, leur communique des vitesses inespérées; les chemins de fer se multiplient; le telégraphe électrique couvre le monde du réseau de ses fils; la chimie invente des explosifs, et les artilleurs créent des armes à tir rapide se chargeant par la culasse.

C'est le commencement de l'ère des grandes découvertes.

En 1830, à l'époque de la conquête de l'Algérie, le fusil réglementaire de l'infanterie lançait sa balle à la vitesse initiale de 370 mètres à la seconde, avec une charge de poudre noire de 9 grammes et demi, et le pistolet de cavalerie ne communiquait à sa balle qu'une vitesse initiale de 200 mètres.

En 1870, où pour la première fois le fusil se chargeant par la culasse fit son apparition sur les champs de bataille européens, le fusil modèle 1866, dit fusil « Chassepot », imprimait à son projectile une vitesse initiale de 430 mètres, et lui assurait une portée effective de 1000 mètres.

Lors de la conquête de Tunisie, notre armée était

dotée du fusil modèle 1873, dit fusil « Gras », à cartouche métallique. La vitesse initiale de la balle approchait de 500 mètres, et la portée était prolongée jusqu'à 1 800 mètres ; le tir en était rapide.

Actuellement, toutes les armées d'Europe sont armées de fusils *à répétition*, pouvant tirer de suite plusieurs cartouches accumulées dans un magasin spécial, par le simple mouvement d'ouverture et de fermeture de la culasse. Le calibre très petit de ces armes varie entre 6 et 8 millimètres. Elles ont des vitesses initiales qui dépassent 700 mètres, et leur portée atteint 3000 mètres. Ces fusils utilisent de la poudre *sans fumée*, formée de composés nitrés. Ces poudres, qui sont d'invention française (elles sont dues à l'ingénieur des poudres M. Vieille, membre de l'Institut), lancent des balles blindées, entièrement recouvertes d'une chemise de maillechort ou de nickel, qui n'encrasse pas les rayures de l'arme, comme le ferait une balle de plomb.

Tel est notre fusil modèle 1886, dit « fusil Lebel », du nom de son inventeur. Quant aux pistolets, ils sont remplacés par le revolver, d'abord à poudre noire, puis à poudre sans fumée. Celui-ci imprime à une balle de 8 millimètres de diamètre une vitesse initiale de plus de 350 mètres par seconde et lui assure une portée efficace de 200 mètres.

*
* *

Mais ces armes à tir rapide, à répétition même, ne suffisaient pas à l'esprit inventif des artilleurs. Ils estimaient que c'était encore trop demander au tireur

que d'exiger de lui l'exécution des mouvements d'ouverture et de fermeture de la culasse pour amener une nouvelle cartouche dans le canon de son arme. Aussi ont-ils inventé les armes *automatiques*, dont le type est le célèbre pistolet appelé, du nom de son inventeur, le pistolet *Browning*.

Dans ces armes, plusieurs cartouches, poussées par un ressort, sont accumulées dans un magasin. L'arme utilise le recul produit par la déflagration, et ce recul effectue tous les mouvements : extraction de la cartouche tirée, armement du mécanisme, mise en place de la première des cartouches suivantes, fermeture de la culasse. Le tireur n'a plus qu'à appuyer sur la détente, et les coups se succèdent avec la rapidité de l'éclair.

On a construit des carabines ainsi rendues automatiques. Cependant aucune des armées en présence n'en est encore pourvue; mais elles utilisent le fusil automatique sous la forme de *mitrailleuses*.

La mitrailleuse n'est autre chose qu'un fusil automatique, monté sur une sorte de chevalet à trois pieds. Dans ce fusil, les coups se succèdent automatiquement, et il suffit d'alimenter l'arme d'une quantité suffisante de projectiles pour obtenir un véritable arrosage. Une mitrailleuse peut tirer plusieurs coups *par seconde ;* elle en tire plusieurs centaines par minute.

C'est donc, par excellence, un engin de défense merveilleux, un auxiliaire puissant de l'infanterie.

Mais il comporte avec lui son défaut : c'est un terrible mangeur de munitions. A raison de plusieurs centaines de coups à la minute, on conçoit qu'il faille

une énorme provision de cartouches pour alimenter ainsi une mitrailleuse. De plus, sous l'action d'un tir aussi rapide, dans lequel le nombre de coups en un court espace de temps est considérable, le canon s'échauffe beaucoup. Il faut donc avoir en réserve un canon de rechange, que l'on substitue périodiquement au canon en service, afin de laisser refroidir celui-ci.

Les mitrailleuses sont de petit calibre et tirent des cartouches à poudre sans fumée et à balle blindée, analogues à celles des fusils d'infanterie.

*
* *

Voilà les progrès qu'ont faits les armes portatives. Mais si nous examinons ce que sont devenus les canons, nous allons voir une transformation bien plus radicale encore.

En 1830, les canons étaient en bronze et se chargeaient par la bouche. Une pièce de campagne de 12 lançait son boulet rond à la vitesse initiale de 440 mètres par seconde. La portée maxima était de 1000 mètres, et la bouche à feu ne pouvait guère tirer plus d'un coup à la minute.

Aujourd'hui le canon de campagne de notre artillerie, — canon qui, soit dit en passant, sera l'un des grands facteurs de notre victoire, — est en acier; il se charge par la culasse, avec une véritable cartouche dans laquelle l'obus, du diamètre de 75 millimètres, est fixé à l'extrémité d'une douille en cuivre dont le culot porte, à son centre, une capsule fulminante. Le poids de l'obus est de 7 kilogrammes,

et celui de la charge de poudre sans fumée qui le propulse est de 720 grammes.

La longueur du canon est de trente-trois fois son calibre, c'est-à-dire 2$^{m}$,47, et la vitesse initiale de l'obus est de 530 mètres par seconde. Cet obus, grâce à une *fusée* dont un mécanisme ingénieux règle le fonctionnement, éclate exactement au point voulu de sa trajectoire. A 1000 mètres de la pièce, le projectile a encore une vitesse de 410 mètres à la seconde ; à 3000 mètres, cette vitesse est encore de 290 mètres. La portée extrême de la pièce dépasse 6000 mètres.

Mais ce qui constitue le caractère le plus remarquable du canon de 75, c'est son recul et sa remise en place automatique.

Dans les anciens canons, la pièce tout entière, avec son affût, reculait sous l'action de la décharge de la poudre. Il fallait donc, après chaque coup tiré, refaire un pointage nouveau.

Pour le 75, rien de tout cela n'est nécessaire.

L'affût est fixé sur le sol, grâce à une bêche qui termine la crosse et qui s'enfonce dans la terre ; de plus, les deux roues sont fortement calées par des freins, de sorte que tout l'affût constitue un système inébranlable, faisant, pour ainsi dire, corps avec la terre.

Mais cette fixité de l'affût par rapport au sol ne suffirait pas s'il n'intervenait un autre dispositif. En effet, sous l'action du recul, l'affût, ne pouvant pas céder et aller en arrière, se cabrerait ; il changerait de position, et le pointage serait à recommencer.

On évite cet inconvénient en reliant le canon à son

affût par l'intermédiaire d'un organe élastique appelé le frein hydropneumatique.

Le frein est un cylindre dans lequel un piston, relié au canon, se meut en éprouvant une résistance provoquée par un liquide et par de l'air qui y sont enfermés. C'est le frein qui est relié à l'affût par deux tourillons. Le canon glisse sur une gouttière placée sur le frein, lorsqu'il effectue son mouvement de recul.

En reculant, le canon entraîne le piston, lequel comprime l'air et éprouve une résistance de la part du liquide. Cette résistance est calculée de telle façon que, sur la longueur de 1$^{m}$,20 choisie pour le frein, le recul soit absorbé par la compression. On évite ainsi le soulèvement de l'affût, et, de plus, l'élasticité des corps comprimés ramène instantanément le canon dans la direction de son pointage primitif.

Des appareils très ingénieux, tels que le débouchoir, permettent de régler le moment d'explosion de chaque obus.

La rapidité de tir du canon de 75 est telle, que l'on peut tirer jusqu'à vingt coups par minute, soit un coup toutes les trois secondes.

Tel est, en principe, le merveilleux canon dû aux travaux des colonels Deport et Sainte-Claire Deville. Une foule de dispositifs ingénieux, dans lesquels il serait trop long de s'étendre, facilitent le pointage, abritent les servants. La disposition du caisson à fond blindé est également des plus remarquables et des plus heureuses. Les Allemands ont un canon analogue, le 77, mais d'une valeur bien inférieure au nôtre, qui reste le roi de l'artillerie de campagne actuelle.

*
* *

Si maintenant nous passons aux gros canons, aux pièces de marine ou de siège, nous arrivons à des résultats vraiment extraordinaires.

Les gros canons ont des calibres de 305 millimètres (pièce de marine), de 380, et même les Allemands ont employé, au bombardement d'Anvers et de Liége, des mortiers de 420 millimètres. Les pièces de 305 ont des longueurs qui varient de trente à quarante fois le calibre; ce qui, dans ce dernier cas, porte la longueur totale de la pièce à environ 13 mètres.

Une pièce de 305 millimètres, tirant sous un angle de 45 degrés un obus de 440 kilos, lui communique une vitesse initiale de 945 mètres. Dans ces conditions, le projectile, après avoir décrit dans l'air une trajectoire curviligne dont le point culminant atteint une hauteur verticale de plus de 16000 mètres, retombe sur le sol à plus de 40 kilomètres de son point de départ. Nous sommes loin du canon de 24, qui, en 1830, tiré sous son angle maximum, n'avait qu'une portée extrême de 3000 mètres.

On conçoit donc que les Allemands aient pu bombarder Dunkerque avec une pièce placée à 38 kilomètres de distance de la ville.

Quant à la force explosive des obus lancés par les gros canons, en particulier par ceux de 420 millimètres, elle est formidable. Un tel obus, éclatant en touchant le sol, y creuse un trou conique de 10 mètres de profondeur et d'un diamètre équivalent. Une centaine d'hommes peuvent y trouver abri.

Il résulte de tout cela que la guerre actuelle doit être, avant tout, une guerre d'artillerie et de dépense de projectiles.

Indépendamment des obus qui éclatent en projetant les éclats de leurs enveloppes, les canons modernes utilisent des obus chargés à balles, des shrapnells (du nom de l'officier anglais qui les inventa il y a déjà longtemps).

Enfin, dans la guerre barbare qu'ils pratiquent, les Allemands ont employé des projectiles prohibés par la convention internationale de la Haye, convention qu'ils ont pourtant signée : ce sont des obus qui, en éclatant, répandent d'énormes quantités de gaz délétères qui tuent, par asphyxie, tout ce qui se trouve à proximité du lieu de leur chute.

A côté de ces canons qui tuent à très grande distance, on a employé, dans les combats de tranchées qui caractérisent la guerre actuelle, des engins qui sont des réminiscences de l'ancienne artillerie. C'est ainsi que, dans les attaques rapprochées, on a repris l'emploi des grenades, sorte de petits obus qu'on lance à la main et qui explosent en tombant. On a également repris les vieux mortiers à faible portée et à grand angle, auxquels nos soldats ont donné le nom pittoresque de « crapouillots ».

*
* *

Mais lés progrès de la science appliquée à la guerre ne se bornent pas aux canons et aux poudres.

La conquête de l'air, en particulier, est aujourd'hui

complète, et nous avons deux sortes d'engins pour naviguer dans l'atmosphère : les appareils plus légers que l'air ou ballons dirigeables, et les appareils plus lourds que l'air ou avions.

Les premiers sont des aérostats remplis d'un gaz moins dense que l'air et soutenus par une force ascensionnelle égale à la différence entre leur poids total et le poids de l'air qu'ils déplacent. Ils sont forcément volumineux, si l'on veut qu'ils aient une force d'ascension capable d'enlever un poids un peu fort. Ils sont très vulnérables, vu la grande surface qu'ils offrent aux coups de l'ennemi et les gaz inflammables dont ils sont gonflés. Ils sont plus exposés que les avions à l'action antagoniste du vent, à cause de la grande enveloppe qu'ils offrent à son action. En revanche, ils ont un avantage : ils peuvent stopper et rester à peu près immobiles dans un air calme.

Les dirigeables, inventés en France (le premier a été construit par le colonel Renard, qui, en 1886, a exécuté un voyage circulaire au-dessus de Paris), ont été très développés en Allemagne, surtout par le comte *Zeppelin,* qui a conçu ces mastodontes de l'air, longs de 160 mètres, dépassant 30000 mètres cubes de volume et marchant avec une vitesse propre de 75 kilomètres à l'heure. Ils sont formés d'une carcasse rigide d'aluminium, à l'intérieur de laquelle sont dix-huit ballons indépendants, le tout recouvert d'une gaine de toile.

De tels engins peuvent enlever vingt à vingt-cinq hommes d'équipage et une tonne d'explosifs.

Mais ils sont très difficiles à manier et dangereux à monter. Depuis l'ouverture des hostilités, *vingt et un*

*zeppelins* ont été détruits, onze l'avaient été avant la guerre, et chacun d'eux coûte environ deux millions !

Les dirigeables français, beaucoup moins volumineux, beaucoup plus manœuvrables, sont du type souple sans carcasse intérieure. Ils ont au moins la même vitesse, coûtent dix fois moins que les zeppelins et rendent infiniment plus de services.

Quant aux appareils plus lourds que l'air, aéroplanes ou avions, ils reposent sur l'action résistante que l'air offre à un corps en mouvement. Ce sont, en somme, des cerfs volants automoteurs, ou, si l'on veut, un cerf-volant est un aéroplane à l'ancre. Celui-ci n'est donc soutenu en l'air qu'à la condition de « marcher ». Si le moteur s'arrête, s'il a une panne, c'est, non pas la chute, mais la descente forcée en vol plané, les ailes de l'avion formant parachute et ralentissant la descente, que l'aviateur dirige à l'aide de ses gouvernails.

Les avions, que l'on divise en *monoplans* ou en *biplans*, peuvent, en général, enlever deux et même trois personnes. Le plus souvent ils sont montés par deux navigateurs aériens : un pilote et un observateur. Ils ont des moteurs qui aujourd'hui atteignent 100 chevaux-vapeur. Ce sont des moteurs à essence, en France du type rotatif, et qui leur permettent d'atteindre des vitesses de 100 kilomètres à l'heure et même davantage (avec vent arrière, l'aviateur Gilbert a réalisé 204 kilomètres à l'heure).

De tels engins sont des outils de guerre de premier ordre.

D'abord, ils permettent un service d'observation des positions de l'ennemi. Les aviateurs sont là pour

rectifier le tir de l'artillerie, à l'aide de signaux soit lumineux, soit de télégraphie sans fil.

Ensuite ils constituent des machines de guerre redoutables. Laissant tomber, du haut de l'air, des projectiles explosifs, ils peuvent bombarder une ville, une troupe, un camp, sans risquer beaucoup d'être atteints par les projectiles ennemis, à cause de la hauteur à laquelle ils planent.

Enfin, ils sont des instruments combattants. Ils attaquent les dirigeables et les avions de l'adversaire et font, autour des camps retranchés, une véritable police de l'air. Munis de mitrailleuses que fait fonctionner l'observateur, ils ont ainsi une arme offensive, et nos aviateurs ont montré, par maintes prouesses, qu'ils savaient efficacement s'en servir.

Beaucoup d'entre eux, d'un type plus puissant, sont blindés ; leur moteur et leur fuselage, où prennent place les passagers, sont à l'épreuve des balles.

Les Allemands, naturellement, ont profité largement des progrès de l'aviation faits en France. Alors que c'était chez nous que l'aviation progressait, c'était chez eux qu'elle était utilisée et, surtout, *organisée* admirablement. Au début de la guerre, leur aviation militaire paraissait même avoir une supériorité sur la nôtre ; mais, depuis, nous les avons rattrapés, et même largement dépassés.

*
* *

L'Océan, jusqu'à ces quinze dernières années, n'était utilisé qu'à sa surface par les instincts guerriers de l'homme. Aujourd'hui, toujours grâce au génie de

Français comme Goubet, Gustave Zédé, Laubeuf, l'homme s'est emparé du domaine sous-marin, la navigation sous la mer est devenue chose possible

Toutefois elle n'est réalisée que d'une façon amphibie, si l'on peut s'exprimer ainsi. Le sous-marin, bateau déplaçant environ mille mètres cubes d'eau, peut à volonté naviguer en surface ou en immersion.

Quand il navigue en surface, une partie de sa coque émerge ; son intérieur communique librement avec l'air, et il est propulsé par des moteurs à pétrole, qui lui communiquent une vitesse allant, dans les derniers types, jusqu'à 20 milles marins à l'heure (vingt fois 1852 mètres, soit 37 kilomètres). En même temps que ces moteurs actionnent les hélices propulsives, ils actionnent des dynamos qui chargent de puissantes batteries d'accumulateurs, faisant ainsi une provision d'énergie électrique. Cette provision est utilisée pour la navigation en plongée.

Quand le sous-marin veut naviguer sous l'eau, il ferme hermétiquement toutes ses ouvertures, ouvre des robinets qui remplissent d'eau des compartiments vides attachés à sa coque ; il augmente ainsi de poids et s'enfonce jusqu'à être en équilibre. Cet équilibre est maintenu par les « gouvernails de profondeur ».

Mais alors ce ne sont plus les moteurs à pétrole qui propulsent le bâtiment. Ceux-ci, en effet, exigent de l'air pour fonctionner, et absorberaient à eux seuls la provision d'air respirable enfermé à bord.

Ce sont les accumulateurs qui font tourner des moteurs électriques actionnant les hélices. La vitesse obtenue en plongée est environ la moitié de la vitesse en surface.

En naviguant ainsi sous l'eau, le sous-marin avancerait comme un aveugle. L'opacité de l'eau de mer ne permet pas, en effet, de distinguer les objets à une distance de plus de quarante mètres. Mais on obvie à cette difficulté à l'aide du périscope.

Le périscope est un tube émergeant au-dessus de la coque du sous-marin, qu'il dépasse de quatre à six mètres. A sa partie supérieure est un système de lentilles et de prismes qui renvoie, à l'intérieur du bateau, l'image de l'horizon sous les yeux du commandant. La profondeur d'immersion du sous-marin est réglée de façon que l'extrémité supérieure du périscope émerge seule au-dessus de l'eau. Le périscope est donc l'œil du sous-marin. Comme il en est la seule partie émergeante, celle-ci est très peu visible et, par suite, très peu vulnérable.

Le sous-marin ne peut pas plonger jusqu'au fond de l'abîme; la plus grande profondeur qu'il puisse atteindre sans danger d'écrasement par la pression est de quarante mètres.

Quand le sous-marin navigue sous l'eau, son équipage respire forcément un air vicié par la respiration des hommes, laquelle dégage de l'acide carbonique.

Pour remédier à cet inconvénient, on absorbe l'acide carbonique par des alcalis, et on renouvelle l'atmosphère respirable en lançant dans le sous-marin de l'air comprimé emmagasiné à haute pression dans des récipients d'acier.

Le sous-marin est un outil redoutable de destruction, parce qu'il lance sous l'eau des *torpilles* chargées de cent kilos d'explosifs. Ces torpilles sont elles-

mêmes de petits sous-marins en réduction, contenant un moteur mû par de l'air comprimé à haute pression dans la torpille ; des organes extrêmement ingénieux en règlent la direction et l'immersion à une profondeur constante, qui est d'environ trois mètres. Ces torpilles sont lancées, par une faible charge de poudre initiale, dans un tube lance-torpilles fixé au bâtiment. Ce lancement n'a pour but que de leur faire quitter le bateau et de les mettre à l'eau. Une fois qu'elles y sont, elles naviguent par leurs propres moyens et peuvent atteindre la vitesse de 43 nœuds (80 kilomètres à l'heure, 22 mètres à la seconde). Leur portée la plus utile est d'environ 1 000 mètres ; mais elles peuvent atteindre 8 000 mètres en réduisant un peu la vitesse de route.

La torpille est l'instrument le plus redoutable de la guerre maritime actuelle. Une seule torpille, coûtant environ vingt mille francs, suffit à couler un cuirassé coûtant quarante millions, et à faire disparaître en outre un équipage de huit cents hommes !

Qu'a-t-on pour lutter contre la torpille ? Les grands navires s'entourent d'un réseau de filets de métal, tenus à distance de la coque par de longs espars de bois : ce sont les filets pare-torpilles. En ce qui concerne les sous-marins, leur ennemi le plus sûr est le contre-torpilleur, qui, à cause de sa grande vitesse, qui atteint et dépasse trente milles à l'heure, les rattrape et les coule.

Quant à la guerre maritime de surface, elle se fait à l'aide de navires cuirassés d'une puissance formidable. Les *dreadnoughts* sont des navires déplaçant 25 à 30 000 tonnes, montés par huit cents

hommes d'équipage, propulsés par des machines de 40000 chevaux et armés d'une forte artillerie, dont les plus grosses unités comprennent au moins dix à douze pièces de 305 ou de 340, montées dans des tourelles revêtues d'une cuirasse d'acier de 30 centimètres d'épaisseur. La coque du navire elle-même est protégée sur toute sa longueur par une cuirasse analogue.

A bord, toutes les manœuvres se font mécaniquement, soit par des moteurs hydrauliques, soit par des moteurs électriques, qui actionnent les différents engins si nombreux, nécessaires au fonctionnement de cet organisme si complexe.

*
* *

L'électricité n'intervient pas seulement, dans la guerre moderne, pour la propulsion des sous-marins ou la manœuvre des cuirassés; elle intervient de bien d'autres manières, en particulier sous la forme des puissants projecteurs qui servent à éclairer de loin un but invisible dans la nuit.

Ces projecteurs, montés sur des automobiles dont les moteurs, une fois la voiture arrêtée, actionnent les machines électriques qui produisent la lumière, sont de véritables phares d'une énorme puissance. Un projecteur utilisant un courant de 150 ampères peut envoyer ses rayons jusqu'à une distance de huit kilomètres.

Ces projecteurs servent, à bord des cuirassés, pour fouiller l'horizon, la nuit, et apercevoir ainsi de loin l'arrivée des sous-marins dont le périscope émerge

au-dessus de l'eau. Ils sont employés, à terre, pour guider dans la nuit le tir de l'artillerie, dont ils éclairent le but, invisible sans cela. Ils sont employés également pour fouiller les nues et y déceler l'arrivée des avions ou des zeppelins.

Mais là ne se borne pas le rôle de l'électricité. Les Allemands l'ont employée sous la forme de courants à haute tension qu'ils lancent dans les fils de fer barbelés dont ils protègent leurs tranchées, de façon que le simple contact d'un fil soit mortel à l'homme qui les touche.

L'électricité intervient encore sous la forme des ondes électriques, qui, par suite de la découverte géniale de notre illustre compatriote M. Branly, membre de l'Académie des sciences, professeur à l'Institut catholique de Paris, ont donné naissance à la *télégraphie sans fil.*

A l'aide des ondes électriques reçues par les détecteurs, des avions peuvent correspondre avec le quartier général et même communiquer entre eux. Grâce à cette merveilleuse découverte, les vaisseaux, au milieu de l'Océan, restent en relation, soit avec la terre, soit les uns avec les autres. Si la science contribue aujourd'hui à détruire des vies humaines sur les champs de bataille, du moins la science de Branly aura-t-elle servi à en sauver de nombreuses, en appelant au secours d'un navire naufragé les bâtiments qui naviguent dans les mêmes parages que lui.

Enfin l'électricité sert à la guerre par le moyen des nombreux fils télégraphiques et téléphoniques que les armées de campagne utilisent pour leurs communications.

*
* *

Il est une autre application de découvertes scientifiques, toute récente celle-là, puisqu'elle date de quelques années : c'est l'*automobile* sous toutes ses formes, dans ses utilisations à la guerre.

Il y a à peine vingt ans, le moteur à explosion, actionné par la combustion d'un mélange d'air et de vapeur d'essence de pétrole, était à ses débuts, et les premières autos excitaient le rire des spectateurs par leur lourdeur, leur fracas, leurs « pannes » nombreuses.

Aujourd'hui l'auto est la maîtresse de la route. Elle marche à quatre vingts kilomètres à l'heure; elle se prête à toutes les exigences, car elle comprend tous les genres de véhicules, depuis le tracteur servant à traîner sur les routes les plus lourds canons, jusqu'à la motocyclette, sur laquelle une estafette porte, d'un point à un autre, les ordres de l'état-major.

L'automobile sert à établir, dans des voitures spéciales, grâce à son moteur, soit des postes de projecteurs, soit des stations mobiles de télégraphie sans fil.

Elle sert au transport des munitions, des approvisionnements, des malades, des blessés, et même des combattants, comme nous le verrons quand nous ferons le récit de la bataille de la Marne.

Mais elle est aussi, elle-même, un instrument de combat. On a construit des automobiles blindées sur

lesquelles, dans une petite tourelle cuirassée, est installé, à l'abri des projectiles ennemis, une mitrailleuse ou même un petit canon. Ces autos-mitrailleuses, ces autos-canons ont rendu, dans la guerre des Flandres, les services les plus signalés.

Et, puisque nous sommes à parler des transports, constatons le rôle prépondérant que jouent les chemins de fer dans la guerre actuelle. Tous les mouvements de troupes d'un point à un autre du front, ou de l'intérieur du pays vers la ligne de bataille, reposent sur le fonctionnement des voies ferrées.

*
* *

Mais ce n'est pas tout d'avoir les instruments de guerre dont nous venons de parler, il faut encore pouvoir les utiliser. En particulier, la précision du tir des canons actuels, leur énorme portée, rendent beaucoup plus difficile la pratique du tir de l'artillerie.

Il est nécessaire que les officiers qui le dirigent puissent connaître exactement la distance à laquelle se trouve le but à atteindre, afin de régler le pointage des pièces.

Pour cela on a amélioré les moyens de visée d'abord, de mesure des distances ensuite.

Pour les visées au loin, on a aujourd'hui l'admirable instrument qu'est la jumelle à prismes, non pas née en Allemagne, comme l'a répandu une légende créée par une maison d'optique d'outre-

Rhin, mais inventée en 1859 par l'officier du génie italien Porro.

Pour les mesures des distances, on a des *télémètres,* qui font connaître par une simple lecture, à moins d'un centième, la distance à laquelle se trouve un objet éloigné.

Pour la conduite des aéroplanes, des boussoles directrices spéciales guident les aviateurs. Quant à l'altitude qu'ils atteignent, elle leur est indiquée avec la plus grande précision par le baromètre devenu un altimètre.

Et pour étudier les conditions de l'atmosphère, avant une ascension d'un avion ou d'une escadrille d'avions, un véritable laboratoire de météorologie mobile a été institué : c'est la voiture d'aérologie, imaginée et construite par le commandant Sacconey.

* * *

Après l'électricité, d'autres sciences interviennent encore dans la guerre moderne. Au premier rang de ces sciences, il faut placer la chimie.

La chimie contribue à la guerre, d'abord et surtout par la fabrication des explosifs.

Nous sommes loin, en effet, aujourd'hui de l'ancienne poudre noire, qui dégageait une abondante fumée, et qui encrassait énormément les armes.

Aujourd'hui, les poudres nitrées sont des poudres vives, qui ont une déflagration beaucoup plus rapide, et qui impriment aux projectiles des vitesses initiales

considérables. Ces poudres se transforment complètement en produits gazeux ; par conséquent, elles ne produisent pas de fumée et n'encrassent d'aucun résidu l'intérieur des canons.

Quant aux bombes d'aéroplanes, aux mines sous-marines, aux torpilles, elles sont chargées, soit avec un explosif appelé le trinitrotoluène, soit avec du coton-poudre.

L'esprit de barbarie qui anime les Allemands les a incités à faire à la science chimique d'autres emprunts en vue de détruire leurs adversaires. Violant en cela les conventions internationales de la Haye, que leurs plénipotentiaires avaient cependant signées, ils se servent, dans la guerre de tranchées, de gaz asphyxiants.

Ces gaz, s'échappant sous pression, se dégagent en avant des lignes allemandes et, comme ils sont de grande densité, s'accumulent au-dessus du sol, formant ainsi, sur une épaisseur de quelques mètres, une atmosphère absolument irrespirable et même mortelle.

Il a été reconnu que ces gaz étaient généralement du chlore et des vapeurs de brome.

Heureusement, aussitôt que le premier emploi en fut fait par nos sauvages ennemis, le remède fut vite trouvé par nos savants. Un masque est placé devant la bouche des hommes. Ce masque contient un tampon d'ouate hydrophile imbibé d'une solution d'hyposulfite de soude, qui fixe les gaz délétères et les empêche de pénétrer dans les voies respiratoires.

La chimie a d'ailleurs eu d'autres applications, humanitaires celles-là.

Ainsi, grâce à la découverte des produits antiseptiques, les opérations chirurgicales les plus graves peuvent être pratiquées sans crainte de voir apparaître la terrible gangrène, qui autrefois faisait tant de victimes dans les ambulances.

C'est également grâce aux préparations antiseptiques que l'hygiène des locaux sanitaires, des wagons, des casemates, peut être obtenue d'une façon complète.

De plus, grâce aux progrès de la microbiologie, on a pu préparer des sérums qui permettent de vacciner nos soldats contre une des plus terribles maladies : la fièvre typhoïde.

Enfin, utilisant les dernières conquêtes de la physique, les chirurgiens ont aujourd'hui, à l'aide des rayons X, le moyen de découvrir avec précision l'emplacement d'un projectile logé dans le corps d'un blessé.

On le voit par tous ces exemples, la guerre actuelle est bien une guerre scientifique.

# L'INVASION

## VIII

### L'INVASION DE LA BELGIQUE

Le plan d'invasion allemand. — Les prévisions. — La violation du Luxembourg. — La violation du territoire belge. — L'attaque et la résistance héroïque de Liége. — Le général Leman. — La bataille de Dinant. — L'entrée des Allemands à Bruxelles. — La destruction de Louvain et de Malines.

Après la guerre de 1870, qui nous avait coûté l'Alsace et la Lorraine, et qui avait reculé notre frontière de l'Est du Rhin aux Vosges, la France avait puissamment fortifié sa nouvelle frontière.

Ainsi furent élevées ces redoutables forteresses qui s'alignent de la Meuse à la frontière suisse. Elles comprennent les camps retranchés de Verdun et de Toul, dans la région de la Meuse, et ceux d'Épinal et de Belfort, dans la région de la Moselle.

Ces deux systèmes de fortifications ne laissaient libres, en somme, que deux étroits passages entre la Suisse et le grand-duché de Luxembourg.

Le plan d'attaque de l'Allemagne devait tenir

compte de l'alliance entre la France et la Russie. L'empire de proie ne pouvait pas se dissimuler la difficulté de sa position, entre les deux adversaires de l'Ouest et de l'Est.

Aussi les Allemands préparèrent-ils de longue main leur manière d'attaquer.

En premier lieu, considérant que l'étendue immense de l'empire russe rendrait forcément très lente la mobilisation de ses troupes, ils réalisèrent les moyens de jeter tout d'abord le gros de leurs forces contre la France, afin de l'écraser tout de suite et de se retourner ensuite, une fois débarrassés de leur premier adversaire, sur la Russie, qu'ils pensaient facilement vaincre à son tour.

Mais, pour réaliser ce programme, il ne suffisait pas de pouvoir transporter des troupes rapidement d'un front sur l'autre ; il fallait encore faire aboutir la première partie, c'est-à-dire l'écrasement complet et prompt de la puissance militaire française.

Or les fortifications élevées en arrière des Vosges rendaient très difficile un succès rapide de ce côté. Notre frontière de l'Est était supérieurement défendue, et le forcement des lignes de forteresses qui la protégeaient eût demandé de longs efforts et de grands sacrifices d'hommes.

Aussi, dès la conception de leur plan de campagne, les Allemands, fort peu soucieux d'observer les traités qui garantissaient la neutralité du territoire belge, avaient-ils décidé de violer celui-ci, d'y faire passer leurs armées d'invasion, qui, d'après eux, ne trouveraient là aucune résistance.

Dès lors, en entrant en Belgique par Aix-la-Cha-

pelle, en s'emparant (ce qu'ils croyaient très simple) de Liége et de Namur, leurs armées remontaient la vallée de la Meuse, entraient en France et, descendant la vallée de l'Oise, avaient un chemin facile pour arriver sous les murs de Paris, objet éternel de leurs convoitises et de leurs rapacités. Une fois Paris occupé, pensaient-ils, la France demanderait la paix, le couteau sous la gorge, et il serait aisé de se retourner contre la Russie.

Ainsi le plan allemand, longuement prémédité, comportait fatalement le passage en territoire belge et l'agression par la frontière du Nord.

Ce programme d'invasion avait été pressenti par des militaires clairvoyants, qui avaient la nette conscience de l'avenir.

Nous étions donc prévenus de l'attaque allemande par le Nord. Mais, par une sorte d'apathie, dominés également par le sentiment que nous avions du respect des neutres, nous ne voulions pas admettre que l'Allemagne foulât aux pieds des traités qu'elle avait signés elle-même.

Aussi laissâmes-nous dégarnie notre frontière du Nord, où seule la place de Maubeuge représentait réellement une valeur militaire.

*
* *

Nous avons dit précédemment que, le 2 août, l'Allemagne adressait son ultimatum à la Belgique; nous avons reproduit la fière et noble réponse du roi Albert.

La violation commença par celle du grand-duché de Luxembourg.

Le samedi soir, 1er août, trois automobiles bondées de soldats allemands s'arrêtèrent devant la station de Trois-Vierges, sur le chemin de fer de Luxembourg à Liége. Un officier en descendit, signifiant au chef de gare qu'il avait ordre d'occuper la station. Il brisa l'appareil télégraphique, et le chef de gare fut chassé par la force de son propre bureau.

Aussitôt le Gouvernement luxembourgeois envoya à Berlin une énergique protestation contre cette inqualifiable violation de son territoire.

La réponse de l'Allemagne fut ce qu'on pouvait attendre d'une nation de bandits : une seconde violation plus caractéristique que la première eut lieu.

Le lendemain, en effet, à Wasserbillig, quarante autos pleines d'officiers, escortées par deux escadrons de uhlans et suivies de trois trains blindés remplis de troupes, franchissaient les frontières du Luxembourg. Le Gouvernement grand-ducal dépêcha en vain, en parlementaire, un officier chargé d'une protestation. Le chef des Allemands se borna à donner acte de la protestation, mais déclara passer outre.

Alors les quarante autos pénétrèrent dans la ville de Luxembourg.

La grande-duchesse régnante, Marie-Adelaïde, télégraphia à l'empereur Guillaume pour protester de nouveau et demander des explications. Le Gouvernement luxembourgeois reçut du chancelier allemand la réponse suivante :

« *A notre grand regret*, les mesures militaires que nous avons dû prendre étaient rendues nécessaires

par le fait que nous avons reçu *des nouvelles sûres*, d'après lesquelles des forces militaires françaises étaient en marche contre le Luxembourg. Nous étions donc forcés de prendre ces mesures pour protéger notre armée et nos lignes de chemins de fer. Un acte hostile contre le Luxembourg *ami* n'est pas dans nos intentions.

« En présence de l'imminence du danger, il nous a été malheureusement impossible d'entamer des pourparlers préalables avec le Gouvernement luxembourgeois. »

Le Luxembourg fut ainsi le premier territoire neutre violé.

* * *

Les colonnes allemandes passèrent la frontière belge dans la nuit du 3 au 4 août. Elles comprenaient environ cent vingt mille hommes, disposés sur le front suivant : l'aile droite marchait sur Visé, dans la banlieue de Liége ; l'aile gauche suivait la vallée de la Vesdre, et le centre se dirigeait par Herve.

Une première rencontre entre les uhlans d'avant garde et la cavalerie belge se produisit au sud de Visé. Les lanciers belges mirent en fuite les uhlans et leur firent une trentaine de prisonniers.

Mais le gros de l'armée allemande continuait sa marche sur Liége, dans le but d'investir et d'occuper la place.

Cette ville était très fortifiée, et de fortifications

récentes. Indépendamemnt d'une ancienne citadelle et d'un ancien fort, proches de la ville, mais sans grande valeur militaire, Liége est entourée d'une ceinture de douze forts détachés, situés en moyenne à huit kilomètres de la ville, et dont la distance de l'un à l'autre varie entre deux et six kilomètres.

L'artillerie de ces forts, entièrement construits en béton, occupe des tourelles recouvertes de coupoles blindées. Chaque fort est entouré d'un fossé large de près de dix mètres. La garnison de Liége, au moment de l'arrivée des Allemands, était commandée par le général Leman, qui avait sous ses ordres, outre les garnisons des forts, 15 000 hommes de défense mobile, la 3e division et la 15e brigade mixte, ce qui portait les troupes dont il disposait à environ 40 000 hommes. L'armée allemande, commandée par le général Von Emmich, représentait un effectif total de 120 000 combattants.

L'attaque des forts de Liége commença dans la journée du 5 août.

Chacune des colonnes d'attaque allemandes avait comme objectif un fort déterminé. Ces colonnes se lancèrent à l'assaut ; mais leur élan fut bientôt arrêté par les innombrables obstacles dont les soldats du génie belge en avaient hérissé les abords.

Une autre colonne se glissa entre les forts pour se porter sur la ville et l'occuper. Une automobile était remplie par des officiers allemands qui avaient pour mission d'assassiner le général Leman, le glorieux commandant de la place.

L'attaque des trois colonnes allemandes avait été complètement enrayée. L'artillerie belge, dont le tir



Peloton belge tirant sur un détachement d'artillerie allemande.

avait été parfaitement réglé, avait réussi à faire taire une partie de l'artillerie lourde des Allemands.

A ce moment, le général Von Emmich, commandant les troupes d'assaut, envoie un parlementaire exigeant la reddition immédiate de la place; faute de quoi, un *zeppelin* bombardera les bâtiments occupés par l'état-major.

A cette sommation, les défenseurs répondirent par une reprise plus violente de la canonnade. Aussi les Allemands, cédant sous la violence de cet effort héroïque, furent-ils rejetés à dix kilomètres en arrière de leurs lignes.

Pendant que ces attaques échouent dans la région au nord-est de la ville, les Allemands cherchent à tourner la garnison par le sud-est. Mais, là encore, les défenses accumulées autour des forts arrêtent les assaillants, et leur offensive est repoussée. Le général Leman, dans la nuit du 5 au 6, lança quinze mille hommes contre les troupes ennemies.

Ce fut un combat épique. Les adversaires en arrivèrent à la lutte corps à corps, et les baïonnettes belges firent sentir leur valeur aux Allemands. Mais, grâce à l'obscurité et au déguisement de ses hommes, qui s'étaient coiffés des bonnets de police belges, une colonne allemande réussit à pénétrer dans la ville.

Des gendarmes, ayant découvert le subterfuge, engagent avec les agresseurs un combat violent dans les rues et parviennent à dégager le bâtiment de l'état-major, que les assaillants se disposaient à attaquer. Le général Leman put s'échapper à temps et se réfugier dans le fort de Loncin. Là il déclara

qu'il ne se rendrait jamais et qu'il tiendrait jusqu'à la dernière extrémité.

Et, en effet, l'héroïque général fit sauter le fort.

Mais la mort ne voulut pas enlever ce héros à sa patrie. Le général fut retrouvé vivant, sous un amas de décombres. Son héroïsme excita même l'admiration des Allemands, qui sont pourtant des brutes difficiles à émouvoir. Le général Leman fut emmené en captivité à Magdebourg, et le général allemand lui permit de conserver son épée.

En même temps que le général Leman faisait sauter le fort de Loncin, un autre héros belge, le commandant Namèche, plutôt que de livrer aux Allemands le fort de Chaudfontaine qu'il commandait, après avoir résisté jusqu'à la dernière minute, le fit sauter et trouva, avec sa garnison, une mort glorieuse sous les ruines de la forteresse inviolée.

Les pertes allemandes étaient considérables : 5 000 hommes tués, 24 canons pris, de nombreux prisonniers, dont un général.

La ville fut occupée par les Allemands le 7 au soir. Mais sa résistance avait retardé de soixante-dix-neuf heures l'avance allemande. Les troupes de la défense, la 3e division et la 15e brigade mixte, sortirent de la ville et rejoignirent le reste de l'armée belge.

Aussi, le 7, le roi Albert adressait-il à l'armée l'ordre du jour suivant :

« Attaqués par des forces quatre fois supérieures, nos camarades de la 3e division et de la 15e brigade mixte ont repoussé tous leurs assauts. Aucun fort n'a été enlevé, et la place de Liége est toujours en notre pouvoir.

« Des étendards et quantité de prisonniers sont les trophées de ces journées.

« Au nom de la nation, je vous salue, officiers et soldats. Vous avez rempli tout votre devoir et montré à l'ennemi ce qu'il en coûte d'attaquer injustement un peuple paisible, mais qui puise dans sa juste cause une force invincible. La Patrie a le droit d'être fière de vous.

« Soldats de l'armée belge, n'oubliez pas que vous êtes à l'avant-garde des armées immenses de cette lutte gigantesque, et que nous n'attendons que l'arrivée de nos frères d'armes pour marcher à la victoire. Le monde entier a les yeux fixés sur vous. Montrez par la vigueur de vos coups que vous entendez vivre libres et indépendants.

« La France, ce noble pays qu'on trouve dans l'histoire associé aux causes justes et généreuses, vole à notre secours, et ses armées entrent sur notre territoire. En votre nom, je leur adresse un fraternel salut.

« Signé : ALBERT. »

Pour perpétuer la mémoire de l'héroïque résistance de la cité belge, le Gouvernement français décida de décerner à la ville de Liége la croix de la Légion d'honneur.

Le 4 août, le Gouvernement belge avait officiellement sollicité le secours de la France, et, dès le 6 août, un corps de cavalerie français entrait en Belgique pour surveiller les colonnes allemandes et s'efforcer d'en ralentir les mouvements.

*
* *

Nos troupes avaient répondu à l'appel de la nation belge.

Dès le 5 août, nos aéroplanes survolaient le territoire de nos amis, et nos patrouilles d'avant-garde y pénétraient. Le 8 août, le Gouvernement belge ordonnait à ses chemins de fer de se mettre à la disposition complète des autorités militaires françaises.

Le 9 août, nos troupes de cavalerie couvraient de leurs pelotons la région de Baronville, à l'est de Givet, et dispersaient des patrouilles de uhlans, dont un grand nombre fut capturé.

Le 10 août, nous enlevâmes plusieurs canons à des détachements allemands, et, le 12, nous infligeâmes des pertes sérieuses à une forte colonne ennemie. Nous faisions, en effet, un millier de prisonniers, dont dix officiers.

Pendant ce temps, l'ennemi poursuivait méthodiquement l'invasion de la Belgique. Le 12 août, six régiments de cavalerie, deux d'infanterie, avec seize canons et des mitrailleuses, s'avançaient dans la direction de Haelen.

Les troupes belges, après un simulacre de retraite de leurs avant-gardes, firent volte-face et infligèrent aux Allemands une défaite qui leur coûta trois mille hommes tués ou prisonniers. Le 13 août, nouvelle offensive allemande vers Eghezée, repoussée également avec de grosses pertes.

A ce moment, plusieurs forts de Liége tenaient encore. La ville était occupée par une troupe allemande d'environ deux mille hommes ; les Allemands y amenèrent de la grosse artillerie de siège pour réduire les derniers forts qui résistaient à leurs assauts et dont le tir gênait la liberté de leurs communications.

Mais, en même temps, des forces françaises considérables pénétraient en Belgique et opéraient leur jonction avec l'armée belge, et l'armée anglaise commençait à se concentrer à la frontière franco-belge, près de Maubeuge.

Aussi, le 15 août, put-on annoncer avec certitude l'échec du plan initial allemand, qui comportait l'attaque brusquée simultanément contre Nancy et la frontière du Nord.

La partie de ce plan comprenant l'offensive par la Belgique était arrêtée par la résistance, que n'avaient pas prévue les Allemands, des forts de Liége, dont le dernier ne tomba que le 15 août.

Le Gouvernement français a eu à cœur de souligner d'une façon particulière l'éminent service que lui avait rendu la résistance des troupes belges à l'armée d'invasion.

Le 9 août, un décret du président de la République conférait au roi des Belges la médaille militaire, la plus haute distinction que l'on accorde à un général « ayant commandé en chef devant l'ennemi ».

*
* *

Ce ne fut qu'à partir du 15 août que se manifesta la grande progression des armées allemandes et leur marche en avant.

A cette date, la droite des armées envahissantes avait gagné du terrain sur les deux bords de la Meuse et était ainsi entrée en contact avec les forces alliées; mais, au sud du fleuve, leurs corps de cavalerie avaient été refoulés par les forces belges et françaises réunies, tandis qu'au nord ils avaient pu progresser librement, en poussant dans la campagne de nombreuses reconnaissances.

L'armée belge avait terminé son rôle de force de couverture. A présent qu'elle était réunie aux forces françaises et anglaises, elle devenait un élément de cette formidable armée alliée à laquelle le général Joffre donnait le mouvement.

La première bataille se livra le 15 août, sur la Meuse, à Dinant.

Ce jour-là, deux divisions de cavalerie allemande, dont une de la garde, appuyées par plusieurs bataillons d'infanterie, prononcèrent une attaque générale sur la ville. Les ponts de la Meuse étaient défendus par deux divisions françaises des 1^er^ et 2^e^ corps d'armée, que commandait le général Mangin.

Dès que les troupes allemandes se présentèrent sur la rive gauche du fleuve, les forces françaises les attaquèrent et obligèrent les Allemands à reculer et à repasser la Meuse en grand désordre.

Beaucoup de leurs soldats ne purent gagner le pont. Précipités dans la Meuse, dont les berges sont à cet endroit très escarpées, ils s'y noyèrent en foule.

Profitant de cette déroute, un régiment de chasseurs à cheval français réussit à passer le pont derrière les Allemands, et, grâce à la vigueur de sa poursuite, mit ainsi en fuite des forces très supérieures en nombre.

La ville de Dinant est dominée par une vieille citadelle sans grande valeur militaire en tant que forteresse, mais importante par sa situation sur un rocher à pic au-dessus de la ville. On y accède par des pentes et par un escalier aux marches nombreuses.

Cette citadelle avait été prise par les Allemands, qui, vers 3 heures, en délogèrent ceux de nos détachements qui s'y étaient établis. A 7 heures du soir, notre artillerie avait réduit au silence les canons ennemis, sauf ceux de la citadelle, qui tiraient toujours. Ordre fut donc donné de la prendre d'assaut.

Nos clairons sonnèrent la charge, et nos braves fantassins commencèrent, sous un ouragan de mitraille, l'escalade des chemins difficiles qui mènent au sommet.

Nos hommes avaient, pour exciter leur ardeur, un but bien apparent : c'était le drapeau aux couleurs allemandes qui flottait orgueilleusement. Ce drapeau abhorré, il fallait l'enlever à tout prix.

Sans le moindre souci des pertes qu'ils éprouvaient, nos bataillons d'infanterie continuent leur irrésistible assaut, soutenus par le feu de nos canons. Enfin ils

atteignent le plateau et arrachent le drapeau ennemi, qu'ils jettent à terre.

La citadelle est prise, et les Allemands en sont chassés.

Au bout de quelque temps, le VII[e] corps allemand était coupé en deux. Une partie se retirait au nord, vers Assesse; l'autre au sud, dans la direction de Givet.

Cette journée coûta cher aux Allemands. Indépendamment de nombreux prisonniers, de plusieurs centaines de chevaux pris par nos chasseurs, ils eurent près de trois mille hommes tués.

*
* *

Malgré ces combats heureux sur certains points, l'avance allemande, soutenue par l'arrivée continue d'effectifs de plus en plus forts, se poursuivait lentement. Le 18 août, au sud de la Meuse, une nouvelle tentative de l'ennemi pour passer le fleuve n'eut pas plus de succès que celle du 15 à Dinant. Le 19, à Florenville, notre cavalerie livra encore un combat, couronné de succès, contre la cavalerie ennemie. Mais ce même jour, après un recul vers Aerschot, l'aile gauche de l'armée belge se vit aux prises avec un ennemi formidable et dut se replier vers Louvain.

En même temps, une autre division belge, à Jodoigne, cédait devant le nombre, et les Allemands enlevèrent Tirlemont, qu'ils occupèrent. Ils étaient

ainsi maîtres de la route de Louvain. Leurs lignes occupaient le front Dinant-Neufchâteau.

A la suite de leur insuccès à Dinant, ils remontèrent vers le nord et tentèrent de traverser le fleuve entre Namur et Huy.

L'armée belge avait pour mission de défendre le passage du fleuve, appuyée à gauche par la petite forteresse d'Huy, à droite par la place très fortifiée de Namur. Mais elle avait devant elle des forces trop supérieures en nombre, et, pour éviter de se laisser envelopper par l'ennemi, elle commença à battre en retraite, ce qui permit à des colonnes allemandes très importantes de franchir la Meuse entre Liége et Namur. L'ensemble des forces ennemies ainsi rassemblé comprenait huit corps d'armée et quatre divisions de cavalerie.

L'armée belge effectua en très bon ordre son mouvement de retraite dans la direction d'Anvers, où elle allait se réunir à l'abri des canons de la forteresse. Le 19, le quartier général fut transféré de Louvain à Malines, et, le même jour, les Allemands entraient à Louvain.

Cette retraite sur Anvers, considéré de tout temps comme le « réduit national », si elle était fâcheuse au point de vue immédiat, avait cependant un avantage : elle créait sur la droite de l'armée allemande un redoutable centre de résistance, vu l'importance des forces accumulées dans l'enceinte du formidable camp retranché constitué par la ville et la double ceinture de ses forts.

Grâce à ce mouvement de recul nécessaire de l'armée belge, les Allemands purent pousser encore plus

à fond leur avance, et le 20 août, à 2 heures de l'après-midi, leurs avant-gardes de cavalerie firent leur entrée à Bruxelles. Elles furent suivies du IV$^{e}$ corps d'armée, commandé par le général Von Arnim.

Ces troupes firent dans la capitale de Belgique, qui, comme l'on sait, n'est pas fortifiée, un défilé théâtral, comportant une suite de cent mitrailleuses automobiles roulant derrière les troupes, et qui dura jusqu'après 5 heures.

Dès l'annonce de leur arrivée, le bourgmestre de la ville, un héroïque citoyen dont le nom glorieux appartient désormais à l'histoire, M. Max, accompagné de ses quatre échevins, se porta en automobile au-devant des envahisseurs.

Le bourgmestre exigea pour ses concitoyens le droit d'être traités conformément aux règles ordinaires de la guerre, applicables à une ville ouverte. Les officiers allemands lui demandèrent s'il était prêt à rendre la ville sans conditions, et lui signifièrent que, dans le cas contraire, celle-ci serait bombardée. On lui ordonna de retirer son écharpe, et M. Max dut se soumettre à cette odieuse injonction.

Après la clôture de la négociation, qui, d'ailleurs, dura très peu de temps, les Allemands rendirent à M. Max son écharpe de bourgmestre, et lui intimèrent qu'il serait rendu personnellement responsable de tout acte de malveillance commis à l'égard de leurs hommes.

C'est alors qu'eut lieu le défilé dont nous avons parlé.

La foule avait aperçu des officiers belges prison-

niers, *les menottes aux mains,* attachés aux étriers des uhlans ; elle fit entendre des murmures d'indignation. Aussitôt les officiers allemands s'élancèrent sur la foule le sabre haut, et la forcèrent à reculer.

Au moment du défilé de l'artillerie, les Bruxellois virent avec stupeur un petit ours, que des artilleurs avaient juché sur un caisson. L'animal, affublé d'un uniforme de général belge et coiffé d'un chapeau à cornes, faisait de temps en temps le salut militaire. Cette odieuse caricature, qui avait l'intention de représenter le roi Albert, excita la colère du peuple de Bruxelles, qui sut pourtant en contenir l'expression.

Les troupes sortirent ensuite de la ville pour aller camper à Waterloo ; mais les officiers revinrent, envahirent les grands hôtels et s'étalèrent aux balcons en fumant d'énormes cigares sur lesquels ils avaient commencé par faire main basse.

Avant l'arrivée des Allemands, la reine et le Gouvernement s'étaient transportés à Anvers, à l'abri des envahisseurs.

Comme le vol est la spécialité des Germains, ceux-ci prirent prétexte d'un coup de fusil tiré d'une fenêtre d'une maison de Liége pour imposer à la ville une contribution de guerre de *cinquante millions de francs.*

Du reste, l'Angleterre et la France s'étaient associées pour assurer à la Belgique une avance de cinq cents millions.

*
* *

Le 19 août, Namur fut investie par l'ennemi.

Cette ville est entourée d'une ceinture de forts modernes, dont cinq grands et quatre moyens. Le général Michel y commandait une garnison dont l'effectif total s'élevait à environ vingt-cinq mille hommes.

Des mortiers de 305, de l'artillerie autrichienne, avaient été dirigés de Verviers vers Namur. Ils ouvrirent le feu, à une distance de dix kilomètres, sur les forts du nord-est.

La violence du bombardement fut inouïe : en une seule journée, quatre cents obus de 10 centimètres et douze cents autres de calibre plus faible tombèrent sur un seul ouvrage.

Le fort de Maschovelett fut réduit en miettes par l'éclatement des obus de 420 allemands, et le fort Coguelée sauta sous l'action des projectiles de 305 autrichiens.

Alors, par cette trouée de dix kilomètres dans la ceinture fortifiée, les Allemands s'élancèrent à l'assaut, en colonnes serrées et compactes.

La garnison se défendit vaillamment. Une série de combats furent livrés, tant dans les bois qui avoisinent Namur que dans les rues de la cité elle-même. Mais, débordée par le nombre des assaillants, elle dut se décider à la retraite, qui s'effectua en bon ordre, sous la protection d'un régiment de cavalerie français. Les Allemands pénétrèrent dans la ville le 24 août. A ce moment, plusieurs forts tenaient

encore, et leurs canons répondaient énergiquement au tir de l'artillerie ennemie.

Mais, pendant que ces événements s'accomplissaient à Namur et à Bruxelles, la cavalerie ennemie battait le pays entre cette dernière ville et Anvers, afin de couper les communications entre ces deux centres.

Le 22, l'avant-garde allemande s'avançait dans la vallée de la Deudre, et l'ennemi occupait Alost et Wetteren. L'armée belge, concentrée dans le camp retranché d'Anvers, conservait sa liberté d'action et constituait une défense mobile redoutable pour les Allemands.

Le but des troupes belges, d'ailleurs, avait été d'attirer sous les canons de la place des forces allemandes, au moment où, comme nous le verrons plus loin, une grande bataille allait se livrer entre Mons et Charleroi. Des combats incessants avaient ainsi lieu au nord de Bruxelles. Un zeppelin, qui avait jeté des bombes sur Anvers, avait été abattu.

Le 25, les Allemands subirent un échec sérieux et durent se replier sur Louvain, en battant en retraite dans le plus grand désordre.

Dans le désarroi de cette véritable déroute, ils se tirèrent les uns sur les autres des coups de fusil. Alors, prétendant que des civils de la population de Louvain avaient fait feu sur eux, ils détruisirent la ville de fond en comble, brûlant l'Université et sa riche bibliothèque, se conduisant non comme des soldats, mais comme de véritables sauvages.

Des notables, le bourgmestre, le recteur de l'Université, des professeurs, furent fusillés sans autre forme de procès. Les femmes et les enfants, entassés

dans des trains, furent emmenés vers une destination inconnue.

Puis commença le pillage méthodique des habitations particulières. Or, argenterie, meubles, bijoux, dentelles, vêtements, tout fut *volé* par les Allemands, comme par une bande de brigands.

Quand il n'y eut plus rien à prendre, on procéda à l'incendie de la ville.

Le feu détruisit des centaines de maisons.

La merveilleuse église gothique, la collégiale Saint-Pierre, fut complètement anéantie. Il en fut de même de la célèbre Université et de sa bibliothèque, contenant une collection inestimable de livres, de documents précieux, de manuscrits, collection commencée en 1426, et dont il ne restait plus, le soir de cet abominable attentat, qu'un amas de cendres.

Seul, l'hôtel de ville survécut au désastre et résista aux atteintes des flammes par un véritables miracle.

Cette sauvage destruction d'un des plus anciens centres universitaires provoqua l'indignation du monde civilisé, indignation accrue encore par le cynisme avec lequel les immondes soldats de Guillaume II affichaient leur joie du forfait accompli.

La destruction de Louvain ne suffisait pas à la férocité allemande ; celle-ci s'exerça sur une autre cité, sur Malines.

Ils avaient, une première fois, occupé la ville, qu'ils avaient été contraints d'évacuer. Mais, le 26, ils renforcèrent leurs lignes, et, le 27 août, ils l'investissaient de nouveau à l'aide d'une force militaire de quarante mille hommes.

Ils lancèrent cette armée à l'assaut de la vieille

ville belge, après avoir arrosé celle-ci d'une véritable pluie d'obus, dirigés principalement sur les monuments les plus anciens.

Ainsi, l'admirable collégiale de Saint-Rambaud fut surtout visée par leurs canons. L'hôtel de ville eut à souffrir énormément de cet ouragan de fer, et l'église Saint-Pierre fut transformée en un monceau de décombres.

Mais, malgré le feu des forts avancés d'Anvers, à l'appui desquels les troupes belges résistaient avec leur vaillance habituelle, celles-ci durent plier sous le nombre et se retirer dans la forteresse, laissant les Allemands maîtres de Malines. Inutile de dire qu'ils s'y conduisirent avec la même sauvage férocité qu'à Louvain. Le cardinal-archevêque, Mgr Mercier, fut incarcéré, gardé à vue dans son propre palais, et mis ainsi dans l'impossibilité absolue de conférer avec ses prêtres et d'exercer ses fonctions épiscopales.

Le 21 août, d'ailleurs, la ville de Dinant avait subi le même sort.

Nous aurons à revenir, dans un autre chapitre, sur les atrocités commises par les Allemands, au cours de l'invasion de la Belgique, avant de parler des opérations militaires importantes qui se déroulèrent dans le sud du royaume envahi, entre les ennemis et les troupes franco-britanniques, et que termina la bataille, malheureuse pour nous, de Charleroi.

*
* *

Un événement, tant au point de vue de la catholicité que du monde entier, se produisait en même temps : la mort de Sa Sainteté Pie X.

Depuis longtemps la santé de l'auguste Pontife laissait à désirer, et son grand âge venait ajouter encore aux inquiétudes du monde chrétien.

La déclaration de guerre, dont l'Autriche, c'est-à-dire une nation se disant catholique par-dessus tout, avait pris l'initiative, l'avait profondément affecté. Tous ses efforts pour empêcher le redoutable conflit qui allait ensanglanter l'Europe avaient été vains. Il en avait gardé une tristesse profonde, qui influa beaucoup sur sa santé ; aussi celle-ci alla-t-elle en déclinant de jour en jour.

Le 19 août, la faiblesse du Pontife avait augmenté. Depuis plusieurs jours déjà, les médecins qui se relayaient au chevet de Sa Sainteté ne gardaient plus beaucoup d'espoir. A 8 heures du soir, le vénéré malade entra en agonie.

Vers 10 heures, après une injection de caféine faite par le docteur Amici, le Pape prononça ces mots : « Où sont-ils? » Il cherchait Giuseppe Sarto et ses sœurs, pour leur adresser un suprême adieu. Il demanda alors : « Viendra-t-il? » faisant allusion à son frère Giuseppe. Sa nièce Gilda répondit qu'on lui avait envoyé une dépêche, et qu'il arriverait le lendemain.

« Trop tard peut-être! » murmura Pie X.

Ce furent les dernières paroles qu'il proféra distinctement.

Entouré de ses deux sœurs, Anna et Maria Sarto, de sa nièce Gilda, du cardinal Merry del Val, de Mgr Bresson, des docteurs Marchiafava et Amici, Pie X rendit le dernier soupir à 1 heure et demie de la nuit.

On peut dire que l'auguste Pontife est une victime de la guerre. C'est elle qui l'a tué.

Le sort de la Belgiqne, les massacres de Louvain, de Visé, de Malines, l'assassinat de nombreux prêtres, de femmes, d'enfants, fusillés par les Allemands, l'avaient fortement touché, et un jour il s'écria :

« Malheureuse guerre abominable! elle me fera mourir. »

Et le Saint-Père en est mort, en effet.

Qu'il nous soit permis d'adresser un respectueux salut à la mémoire vénérée de ce Pape, qui fut l'un des plus grands de l'Église par l'œuvre dogmatique qu'il a accomplie. En effet, dans ce siècle de discussions et d'argumentations philosophiques, à une époque où la théorie du libre examen a été poussée si loin et où le jugement des individus a été si altéré par les circonstances extérieures, Pie X a eu le grand mérite, justifiant en cela la qualification d'*ignis ardens* que lui donnait la prophétie, de rétablir le dogme dans toute sa rigueur, d'avoir consolidé, en les resserrant avec sa haute autorité, les liens de la discipline ecclésiastique. Partout, et surtout en France, les décisions du Pontife souverain n'ont rencontré que la soumission la plus entière, la plus complète obéissance. Il a condamné le « modernisme »

et replacé le dogme sous son patronage le plus haut : celui de saint Thomas d'Aquin.

Le Conclave réuni à Rome pour procéder aussitôt à l'élection du nouveau Pape fut l'un des plus courts qui aient été tenus dans l'histoire de l'Église catholique.

On sentait que les cardinaux réunis avaient visiblement le sens des besoins de l'Église, et qu'ils tenaient à y donner une satisfaction immédiate.

L'élu du sacré Collège, le nouveau Pape, fut le cardinal della Chiesa, archevêque de Bologne. Il choisit comme nom pontifical celui de Benoît XV.

Le nouveau chef de l'Église catholique a été le bras droit du cardinal Rampolla ; il l'a suivi dans sa mission diplomatique auprès du roi d'Espagne, et fut son collaborateur pendant vingt ans.

On a beaucoup remarqué qu'à la cérémonie de l' « hommage », qui suit immédiatement l'élection, le nouveau Pape serra dans ses bras le cardinal Mercier, l'archevêque de l'infortuné diocèse de Malines que les barbares venaient de dévaster, et qu'il lui adressa ces paroles :

« Dans votre personne, c'est tout votre peuple que je plains et que je bénis. »

C'était la première protestation du nouveau Pontife contre les atrocités allemandes. Ce ne devait pas être la dernière.

---

# IX

## LES ATROCITÉS ALLEMANDES EN BELGIQUE ET EN FRANCE

Les incendies et les massacres. — Visé, Aerschot. — Le pillage des caves et le vol. — La destruction de Louvain. — L'incendie de Dinant. — Neufchâteau. — La guerre faite par les Allemands est une « guerre de religion » du luthéranisme au catholicisme. — En France.

Lorsque, le 4 août 1914, en violation de tous les traités, les soldats de Guillaume II envahissaient le sol de la Belgique, l'Allemagne commettait déjà un crime abominable. Elle foulait aux pieds des traités que ses ambassadeurs eux-mêmes avaient signés ; elle les considérait comme de simples « chiffons de papier ».

Mais où la conduite des Allemands dépasse en horreur et en sauvagerie tout ce que l'imagination la plus audacieuse pourrait concevoir en fait d'atrocités, c'est dans la façon dont ils ont pillé, brûlé, massacré, dans les localités belges qu'ils occupèrent.

Ces horreurs débutèrent le premier jour de l'invasion, dans la petite ville de Visé, la première cité belge que souilla la présence des hordes germaniques.

Elles se continuèrent ensuite, en s'aggravant, dans toutes les villes, dans tous les villages envahis par les troupes allemandes.

La Belgique « en appela tout de suite au tribunal du monde ».

Afin de donner à sa protestation une forme solennelle et juridique, M. Carton de Wiart, ministre de la Justice, institua un comité, composé de magistrats et de jurisconsultes, ayant pour mission d'enquêter sur les griefs des populations, de recueillir les témoignages authentiques attestant les atrocités commises, et d'en rédiger des rapports officiels au gouvernement royal.

Cette commission effectua ses travaux avec la plus haute conscience et la plus scrupuleuse probité.

Elle n'admit pas de témoignages indirects ; elle ne recueillit que les dépositions de témoins oculaires, susceptibles de donner des précisions de noms et de lieux au sujet des attentats signalés à son attention. Elle n'accepta aucun témoignage qui ne fût sévèrement contrôlé par une contre-enquête.

C'est de ces rapports, adressés au Gouvernement par les membres de la commission, que sont extraits les récits des faits monstrueux que nous allons rapporter ici.

Beaucoup de ces faits révèlent une telle cruauté, qu'on a peine à y ajouter foi. Cependant ils sont rigoureusement exacts, et il est essentiel de les citer, afin que la honte de les avoir commis retombe à jamais sur leurs abominables auteurs.

*
* *

La première localité belge ravagée par les barbares, nous le disons plus haut, fut la petite ville de Visé.

Les Allemands, en présence de l'indignation causée dans le monde entier par le récit de leurs actes de sauvagerie, ont prétendu (ce qui, d'ailleurs, ne les excusait nullement) que des civils avaient tiré sur leurs troupes.

De nombreux témoins entendus affirment qu'il n'en fut rien; que, au contraire, les premiers coups de feu ont été tirés par des fantassins allemands en état de complète ivresse, et qui visaient leurs propres officiers.

A l'exception d'un seul établissement, la ville fut entièrement détruite par l'incendie, sciemment allumé et soigneusement entretenu par les soldats ennemis.

Des compagnies organisées de sapeurs incendiaires, pourvus d'un matériel spécial et de produits particulièrement inflammables, parcouraient les maisons, y lançaient ces substances combustibles et les allumaient, après avoir fermé les portes et pris des mesures pour empêcher de combattre les flammes.

Plusieurs citoyens, tant de la ville que du village de Canne, ont été fusillés.

Dans un grand nombre de localités de la région comprise entre Vilvorde, Malines et Louvain, en particulier dans les communes de Semst, de Weerde, de Hofstade, de Wilsele, d'Eppeghem, de Rotselaer, de Werchter, de Thilldonck, de Boortmeerbeek, de

Honthem, de Tremeloo, de nombreuses maisons furent brûlées. De ce dernier village, l'église seule resta debout.

Partout les populations étaient dispersées, tandis qu'au hasard des rencontres, des habitants étaient arrêtés et fusillés sans motif, sans jugement, dans le seul but, semble-t-il, de terroriser et de provoquer la fuite en masse.

La petite ville de Wavre fut frappée d'une contribution de guerre, exorbitante pour elle, de *trois millions*. Comme elle ne put les fournir, on mit le feu à *cinquante-quatre de ses maisons*.

Loin d'avoir excité les populations à tirer sur les envahisseurs, les autorités civiles, à leur approche, avaient partout recommandé le sang-froid à leurs administrés. Le clergé ne cessa de leur prêcher le calme, et les femmes n'avaient qu'une seule préoccupation : celle, bien naturelle, d'échapper aux horreurs d'une guerre dont la sauvagerie n'a pas de précédent dans l'histoire.

* * *

La ville d'Aerschot fut le théâtre de faits vraiment monstrueux, accomplis le 19 août.

Lorsque, venant de Lierre, on approche du pont sur la Démer, la route est bordée des deux côtés par des maisons de maraîchers et de petits cultivateurs.

Toutes ces maisons, sans exception, ont été incendiées.

Les annexes, étables, bergeries, forges, poulaillers,

rien n'a été épargné, et il est visible que l'œuvre de destruction a été activée par l'emploi de matières incendiaires, attendu que le feu s'est propagé au ras du sol, détruisant les cultures, les jardins, les haies, les arbres fruitiers dans un rayon de vingt à trente mètres des bâtiments.

Les premières maisons qu'on rencontre au delà du pont sont également détruites.

La route de Lierre tourne ensuite à droite, et l'on pénètre en ville par une rue qui conduit à la place du Marché. Sur toute la longueur de cette rue (six cents mètres), les maisons ont été la proie des flammes. Le feu s'est propagé dans les ruelles qui y aboutissent à droite et à gauche, de sorte que, de ce côté de la ville, un quartier tout entier a été anéanti.

L'église présente un aspect lamentable. Ses trois portes, ainsi que celle de la sacristie, ont été plus ou moins brûlées. La porte donnant sur la grande nef et celle de droite, toutes deux en chêne massif, semblent avoir été enfoncées à coups de bélier après que la flamme les eut entamées.

A l'intérieur, les autels, les confessionnaux, les harmoniums, les candélabres, sont brisés, *les troncs fracturés*. Les statues gothiques qui ornaient les colonnes de la grande nef ont été arrachées; d'autres ont été partiellement détruites par l'action des flammes.

C'est à la sortie de la ville, dans un champ, à cent mètres de la route, que les Allemands ont fusillé le bourgmestre Tiélemans, son fils, son frère et tout un groupe de leurs concitoyens.

Vingt-sept victimes tombèrent ainsi sous les balles des assassins.

La description des quartiers incendiés ne donne qu'une faible impression de la dévastation accomplie ; car, si la ville a été en partie détruite par le feu, *elle a été entièrement saccagée.*

La commission d'enquête a pénétré dans plusieurs maisons choisies au hasard. Partout le mobilier est bouleversé, éventré, souillé d'une façon ignoble ; les papiers de tentures pendent en lambeaux le long des murs ; les armoires, les tiroirs, ont tous été crochetés et vidés.

*Les portes des caves sont enfoncées.*

Dans les maisons bourgeoises, les tableaux ont été lacérés, les œuvres d'art brisées.

Sur la place du Marché, l'intérieur de la maison du notaire offrait un spectacle effrayant. Sur le seuil, une odeur fade de vin répandu attirait l'attention sur des centaines de bouteilles vides ou brisées qui encombraient le vestibule, l'escalier, la cour.

Ainsi, outre le vol, l'orgie et l'ivresse étaient les pratiques familières de ces bandits.

Dans les appartements régnait un désordre inexprimable. Par terre, une véritable couche de vêtements déchirés, de laine échappée de matelas éventrés ; partout des meubles béants, et dans toutes les chambres, à portée des lits, encore de nombreuses bouteilles vides.

La salle à manger était également encombrée de bouteilles ; des verres à vin, par douzaines, couvraient la table et les guéridons, qu'entouraient les fauteuils et les canapés lacérés, tandis que, dans un coin, un piano au clavier maculé paraissait avoir été défoncé à coups de botte.

Tout indiquait que ces lieux avaient été, pendant des jours et des nuits, le théâtre de beuveries et de débauches ignobles. Il en est de même de la plupart des maisons appartenant à des familles notables, et où les officiers allemands avaient élu leur domicile. Partout ils avaient laissé les mêmes traces de leur passage, de leurs vols et de leurs orgies.

Le vol fut, en effet, organisé conjointement à l'incendie et au pillage méthodique de la ville.

Pendant trois semaines, de proche en proche, les soldats allemands ont dévalisé la presque totalité des maisons. Les officiers se réservaient les plus opulentes.

Toutes les valeurs que leurs propriétaires n'eurent pas le temps de mettre en sûreté, l'argenterie, les bijoux de famille, l'argent monnayé, ont ainsi disparu ; et les habitants affirment que, le plus souvent, l'incendie des maisons n'eut d'autre but que de faire disparaître la preuve de vols importants.

*Des fourgons entiers, chargés de butin, sont partis d'Aerschot dans la direction de l'Allemagne.*

*
* *

L'incendie, le pillage, les assassinats de Louvain, que nous avons déjà brièvement mentionnés, constituent une des pages les plus sinistres de ce *Livre rouge* des atrocités allemandes en Belgique [1].

Avant l'entrée des Allemands, le bourgmestre, M. Colins, avait fait placarder une affiche dans les

[1] *Le Livre rouge belge.* Recueil des rapports officiels, pp. 27, 28, 29 et suivantes.

rues de Louvain, pour exhorter la population au calme.

Celle-ci cependant était terrorisée, et de nombreux habitants avaient quitté la ville. Ceux qui y étaient demeurés étaient décidés à suivre les conseils de leur bourgmestre et à accueillir les armées ennemies avec le sang-froid et la dignité qui conviennent à une population forte de son bon droit.

Les parlementaires allemands pénétrèrent dans la ville le mercredi 19 août, vers 2 heures de l'après-midi. Ils s'étaient fait précéder par M. le doyen de Louvain. Les rues étaient désertes.

Dès leur arrivée, les envahisseurs réquisitionnèrent d'une façon grossière et brutale des vivres en quantités énormes, estimées à plus de cent mille francs. De nombreuses troupes firent, à 2 heures et demie, une entrée triomphale ; leurs chants et les airs de leur musique redoublaient d'entrain quand les soldats de Guillaume II croisaient des soldats belges blessés et mourants, amenés des ambulances voisines.

Le 20 août, M. le sénateur Van der Keulen et le bourgmestre Colins furent gardés comme otages. L'autorité allemande réclama le payement d'une indemnité de guerre de cent mille francs.

Les jours suivants, de nouvelles réquisitions eurent lieu. Mgr Ladeuze, recteur de l'Université ; M. de Bruyn, vice-président du tribunal ; le notaire Van der Eynde, furent pris comme otages.

Les autorités allemandes se rendirent dans les banques privées et *s'emparèrent des sommes restées en caisse*. Ainsi, douze mille francs furent volés à la Banque populaire.

Pendant toute cette période, la soldatesque allemande avait déjà commis des actes de pillage et s'était livrée à de nombreux attentats sur des femmes et des jeunes filles.

Au cours des opérations militaires devant Anvers, le 28 août, des troupes allemandes furent refoulées par la garnison de la forteresse belge et durent se replier sur Louvain. Des témoignages précis permettent d'affirmer que, dans la confusion produite par cette retraite, des coups de fusil furent échangés entre ces troupes et des soldats allemands de Louvain. Un religieux a affirmé à la commission d'enquête avoir assisté, rue des Joyeuses-Entrées, à un combat entre deux troupes allemandes et avoir compté, dans cette seule rue, quand le feu cessa, plus de soixante cadavres. Aucun cadavre de civil ne s'y trouvait.

Dès ce moment, une vraie panique s'empara des troupes occupant la cité. Les soldats tiraient dans tous les sens parmi les rues désertes.

Alors éclatèrent les incendies sur tous les points de la ville, notamment aux Halles universitaires, qui renfermaient la bibliothèque et les archives de l'Université, à l'église Saint-Pierre, à la place du Peuple, dans la rue de la Station, dans la rue et le boulevard de Tirlemont.

*Sur l'ordre de leurs chefs*, les soldats allemands enfonçaient les portes des maisons et y mettaient le feu au moyen de fusées. *Ils tiraient sur les habitants qui tentaient de sortir de leurs demeures. De nombreuses personnes furent brûlées vives.*

Beaucoup d'habitants de Louvain, qui étaient parvenus à sortir de leurs maisons en s'échappant par

les jardins, furent conduits sur la place de la Station, où une dizaine de cadavres de civils étaient étendus. Ils furent brutalement séparés de leurs femmes et de leurs enfants et *dépouillés de tout ce qu'ils emportaient.*

D'autres citoyens de la ville, en particulier Mgr Ladeuze, recteur de l'Université, Mgr de Becker, recteur du collège américain, furent envoyés dans la direction de Bruxelles. Plusieurs d'entre eux, notamment le Père Depierraux, de la Compagnie de Jésus, furent fusillés en route. Tous subirent d'odieuses tortures.

Les femmes et les enfants, parqués sur la place de la Station, y demeurèrent sans nourriture pendant toute la journée du 26 août. Ils assistèrent à l'assassinat d'une vingtaine de leurs compatriotes, qui furent tués à coups de fusil. Parmi ceux-ci se trouvaient plusieurs prêtres et religieux qui, liés quatre par quatre, furent fusillés à l'extrémité de la place, sur le trottoir qui longe la propriété de M. Hamaide.

Le jeudi 27 août, ordre fut donné aux survivants de quitter Louvain, la ville devant être bombardée.

« Vieillards, femmes, enfants, malades, aliénés, religieux, religieuses, furent chassés brutalement sur toutes les routes, comme un troupeau.

« Ce que furent l'exode des habitants, les atrocités commises, on commence seulement à le savoir. Ils furent chassés au loin, sous la conduite de soldats brutaux, dans des directions diverses, *forcés de s'agenouiller et de lever les bras à chaque passage d'officiers* et de soldats, sans nourriture et, la nuit, sans abri.

« Plusieurs moururent en route ; d'autres, parmi lesquels *des femmes et des enfants qui ne pouvaient suivre, ainsi que des ecclésiastiques, furent fusillés.*

« Plus de dix mille habitants furent poussés jusqu'à Tirlemont, ville située à près de vingt kilomètres de Louvain. Ce que dut être leur calvaire, on ne peut le décrire. Beaucoup d'entre eux furent encore, le lendemain, repoussés de Tirlemont jusqu'à Saint-Trond et Hasselt.

« Pour ne citer qu'un exemple, il nous suffira de dire qu'un groupe de douze ecclésiastiques, comprenant six curés de Saint-Joseph, M. Noël, professeur à l'Université, le Père recteur de Scheut, a été arrêté en cours de route, sous la commune de Lovenjoul. Ils ont été injuriés de toutes les façons, enfermés dans une porcherie dont les Allemands avaient, sous leurs yeux, fait sortir le porc; puis certains d'entre eux ont été forcés d'enlever tous leurs vêtements. Tous ont été frappés, *dépouillés de tous les objets précieux et de toutes les valeurs qu'ils emportaient, et fusillés*[1].

*Une grande partie du butin*, chargée sur des fourgons militaires, *a été ensuite transportée en Allemagne*.

Sans compter les Halles universitaires et le Palais de justice, *huit cent quatre-vingt-quatorze maisons ont été incendiées sur le territoire de la ville, cinquante sur le territoire du faubourg de Kessel-Loo*. Le faubourg de Herent, la commune de Corbeek-Loo, ont été presque entièrement détruits.

Le faubourg de Héverlé a été respecté, parce que le duc d'Aremberg, sujet allemand, y possédait de nombreuses propriétés.

Il serait difficile de préciser le nombre des victimes

[1] Rapports officiels, p. 32.

de ces incendies. A la date du 8 septembre, quarante-deux cadavres avaient été retirés des décombres.

Le pillage, l'incendie, le meurtre, se font toujours sur l'ordre de l'autorité supérieure. Quant aux produits des vols, ils sont toujours expédiés en Allemagne.

Les intellectuels allemands, dans une adresse « au monde civilisé », signée de quatre-vingt-treize noms connus chez nos ennemis dans les sciences, les lettres et les arts, ont essayé de nier les faits incriminés. Ils ont signé un manifeste collectif dont chaque paragraphe commence par ces mots : « Il n'est pas vrai... » Ils ajoutent, d'ailleurs (ce qui est un démenti à leur dénégation), que « là où les troupes allemandes durent accomplir un acte de destruction, elles cédèrent aux impitoyables lois de la défense dans le combat ».

Mais les faits sont plus forts que tous les démentis.

*
* *

Nous allons donner encore un récit des atrocités commises en Belgique : c'est celui du sac de Neufchâteau, raconté par un témoin oculaire, qui l'a publié dans le journal belge *le XX^e Siècle*.

Nous laissons la parole à ce témoin, dont la déposition est terrible.

« Le 18 août, un détachement du 69e régiment allemand, de Trèves, arriva en ville, emmena le doyen et le bourgmestre et afficha qu'il fallait remettre toutes les armes, sans quoi on serait fusillé. La population, déjà terrorisée tant par la nouvelle des atrocités commises au pays liégeois que par les brutalités et les

menaces, remit même les armes les plus saugrenues.

« Le 20, la cavalerie française surgit de partout, avec de l'artillerie et un bataillon d'infanterie. C'était une heureuse surprise, et nous nous crûmes sauvés. Mais tout à coup le canon tonna : c'était la première bataille de Neufchâteau.

« Quand les Français se furent retirés devant les forces trop supérieures, nos grands malheurs commencèrent.

« Les Allemands se répandirent partout. Chez moi, par exemple, ils enfoncèrent la porte, emmenèrent mes parents pour quelques heures et firent alors tout ce qu'ils voulurent.

« Toutes nos provisions y passèrent, ainsi que tout le linge, le tabac, les bijoux, les cartes géographiques. Ils salirent tout ce qu'ils purent, cassèrent de même et partirent.

« Les principaux notables furent conduits en Allemagne, forcés de faire à pied la première étape de leur voyage et maltraités continuellement.

« Deux jeunes gens réquisitionnés le 18 pour porter des armes à Bastogne, et qui revenaient avec leur chariot vide et un laissez-passer régulier, furent massacrés. *L'un d'eux eut d'abord les doigts coupés.*

« Étant de service à l'ambulance, je partis à travers les lignes allemandes pour chercher les blessés français. Je vis d'abord une flaque de sang devant la maison G... et deux trous au mur : un gamin de seize ans venait d'y être assassiné. Puis, en grimpant sur la côte d'Hamipré, je vis Longlier s'allumer dans la nuit. Les contours de la vieille ferme historique se détachèrent un instant dans le feu.

« Plus à l'ouest, le hameau de Semel brûlait, et par-ci par-là, dans la lande, brillaient des incendies.

« En entrant à Hamipré, je vis la maison Pierret achever de flamber. D'abord je distinguai un cheval mort, puis je vis deux corps humains, les vêtements calcinés par la flamme, des taches noires sur la peau grillée, du sang sombre sur les chairs brunes et verdâtres. Les deux hommes étaient raidis en une torsion crispée. Un cheval allemand, tué par un éclat d'obus, était la cause de l'affaire. Un troisième homme et une femme avaient trouvé la mort en même temps ; leurs corps étaient dans le feu.

« Rentré à Neufchâteau après bien des difficultés, je fus de garde à l'ambulance. Pendant la nuit, j'entendis une trentaine de coups de feu. Or Français et Allemands n'étaient nullement en contact, *je le sais de la façon la plus sûre*. De plus, il n'y avait aucun feu dans la campagne. Les détonations ne provenaient donc pas de cartouches éclatant dans des vêtements qu'on brûlait.

« Les paysans ont toujours affirmé que *les Allemands achevaient les blessés français*, et plusieurs blessés m'ont apporté des précisions très graves. D'ailleurs, je ne puis expliquer autrement les coups de feu, tirés à l'intérieur des lignes allemandes sur l'ancien champ de bataille.

« Le 22, la bataille s'engagea sur Grapfontaine et Nolinfaing. Les Allemands furent un instant rejetés sur la ville, puis avancèrent à nouveau.

« Mais ce recul passager fut le signal des meurtres et des incendies.

« Ivres de rage et *de peur*, gorgés de vins volés,

*persuadés par des chefs criminels que les civils tiraient sur eux*, les bandits envahirent toutes les maisons.

« Le premier quartier rencontré, près de la route de Florenville, fut brûlé, et les hommes furent tués. Cela fit une douzaine de victimes. Le vieux F... et sa sœur, concierge à l'hôtel de ville, furent fusillés. Un boucher fut fusillé : il venait de recevoir une première balle allemande au bras, alors qu'il était caché chez lui.

« Tous nous étions dans les caves, et les Allemands tiraient partout, au hasard, dans les vitres, les portes et les soupiraux des caves, d'où ils arrachèrent ceux qui s'y étaient cachés. Quelques-uns de ceux-ci furent fusillés. Tout dépendait de la chance, car *on tuait au hasard*.

« Presque tous nous fûmes emmenés comme otages, avec les menaces les moins rassurantes.

« Hommes, femmes, enfants, parqués dans une petite cour, attendaient dans l'angoisse, quand on vint chercher quelques hommes. Je fus du nombre. On nous mena place de l'Hôtel-de-Ville, et nous aperçûmes cinq corps humains baignant dans une énorme flaque de sang.

« C'est ici que j'ai vu de très près les atrocités allemandes.

« Nous fûmes obligés de porter ces corps. J'essayai d'en prendre un par les bras ; mais un bras était brisé par une balle et pendait comme une loque sanglante. Enfin nous les emportâmes. Le mien avait reçu une balle et un coup de baïonnette dans le ventre, et les entrailles sortaient.

« Il fallait les traîner dans une côte à pic. Nous

les faisions descendre en les tirant par les pieds, dans les ronces et les chardons. Si, parfois, exténués, nous nous arrêtions, une baïonnette ou une crosse avait vite fait de nous remettre en marche.

« Dans cette descente affreuse, le veston des morts se relevait en flottant, la chemise sortait et se tordait, et le corps n'était plus qu'une masse de sang, d'entrailles, d'habits souillés et de chairs sanglantes. Les assassins regardaient avec flegme et grognaient.

« Nous enterrâmes leurs victimes à trente-cinq centimètres de profondeur, dans un jardin. Quand ce fut fini, nous courûmes le réel danger d'être fusillés sur place ; mais on nous épargna.

« Replacé parmi les otages, je fus emmené dans une grange avec cent cinquante hommes, jeunes ou vieux, femmes et enfants. Une même quantité resta en plein air.

« De chaque côté, nous passâmes ainsi trois jours et trois nuits. Après la première nuit, les femmes et les enfants furent relâchés ; mais, cette première nuit ! Les enfants pleuraient ; de ces petits, beaucoup ne savaient encore ni parler ni marcher. Moi, j'étais plein de sang et d'entrailles, et je sentais horriblement.

« Parmi ceux qui dormirent en plein air, plusieurs vieillards et malades sont morts cet hiver. Après trois jours, nous fûmes menés en prison, où on nous laissa encore trois jours sur le béton.

« Voici quelque chose à retenir : un jour, nous arrive un officier disant qu'on a tiré sur les Allemands et que, si les coupables n'étaient pas retrouvés, dix d'entre nous seraient fusillés. Même chose

pour l'indemnité : il fallait leur payer cinquante mille francs, faute de quoi le reste de la ville serait brûlé et les otages fusillés.

« Je n'ai rien exagéré. Il n'y a ici aucun on dit. J'aurais pu citer des témoignages sérieux et formels : l'intérêt du récit y aurait gagné ; mais je ne voulais écrire que ce que j'avais vu, et je pourrais répéter cela sous serment, et bien d'autres détails avec.

« J'ai acquis la certitude absolue que pas un coup de fusil n'avait été tiré par un civil dans tout le canton de Neufchâteau. J'ai la certitude morale aussi grande que pas un acte hostile à l'ennemi ne s'est produit dans toute la province.

« Le vin, la rage, la peur des combats, des instincts barbares et criminels, *une confiance aveugle et fanatique dans la suggestion des chefs*, voilà qui suffit à expliquer ces crimes. »

Il n'y a pas une ligne à ajouter pour commenter ce récit, d'une trop terrible éloquence par lui-même.

*
* *

Mais la sauvagerie des Germains ne se bornait pas à des fusillades de civils inoffensifs ; elle s'exerçait sur ceux qui auraient dû leur être sacrés par-dessus tout, sur des blessés de guerre.

Les témoignages authentiques et nombreux qu'a recueillis la commission d'enquête prouvent surabondamment que les Allemands achevaient les blessés, et surtout d'une façon odieusement cruelle.

Ainsi, entre Impde et Wolverthem, deux soldats belges blessés furent jetés par eux dans une maison qui brûlait. Le 18 août, vingt-cinq soldats belges blessés et prisonniers furent fusillés.

Le maréchal des logis Baudoin Van de Kerchove, du 3e régiment de lanciers, déclare qu'étant blessé de deux balles allemandes à la bataille d'Orsmael, le 10 août 1914, malgré ses blessures les Allemands le maltraitèrent, et que l'un d'eux lui arracha la carabine des mains, la fit tournoyer au-dessus de sa tête et lui en infligea un formidable coup sur les reins. Voyant qu'il vivait encore, un autre le mit en joue à deux mètres. Heureusement la balle ne fit que lui effleurer le ventre.

Au cours du même engagement, un carabinier cycliste belge, tombé entre les mains des Allemands, a été trouvé pendu à une haie. Le fait a été attesté par plusieurs témoins, notamment par le curé du village qui présida à l'inhumation.

Le 16 août, des soldats français, blessés la veille à la bataille de Dinant, ont été retrouvés la tête fracassée à coups de crosse de fusil.

Le 23 août, à Namur, les soldats allemands, après avoir fait sortir les blessés allemands, tuèrent quatre blessés, deux belges et deux français, qui étaient soignés dans la clinique du docteur Bribosia, transformée en ambulance. Après quoi, ils incendièrent la clinique elle-même.

Le 25 août, à Hofstade, près de Malines, un soldat belge appartenant à un régiment de carabiniers, légèrement blessé, a été achevé à coups de crosse qui lui ont défoncé la tête.

Sur les vingt-deux soldats de la même arme trouvés morts dans un petit bois situé à droite de la route de Malines à Tervueren, avant Baarbeck, dix-huit avaient été achevés à coups de baïonnette dans la tête. Leurs blessures causées par les balles étaient insuffisantes pour les tuer. Seuls, les quatre hommes atteints de blessures mortelles ne gardaient pas trace de coups de baïonnette.

Le 25 août, dans le combat livré aux environs de Sempst, le soldat Lootens, du 24e de ligne, chargé de relever les blessés avec le personnel ambulancier, a aperçu, à une cinquantaine de mètres, deux soldats belges qui avaient été liés à un arbre. Ces militaires portaient encore leurs effets ; leur veste était ouverte et permettait de constater qu'on leur avait ouvert le ventre. On voyait très bien les entrailles qui en sortaient.

Le 25 août également, à 4 heures de l'après-midi, une infirmière soignant des blessés à Eppeghem a vu un soldat allemand achever, à coups de crosse sur la tête, un soldat belge blessé légèrement au bas de la figure.

Le colonel commandant le 2e régiment de chasseurs à cheval constate, dans un rapport du 17 septembre 1914, qu'un cavalier de 2e classe de ce régiment, Richard Bœchelandt, est signalé comme ayant été tué par les Allemands au cours d'une reconnaissance. D'après les témoins, ce cavalier a été retrouvé les deux mains liées ensemble avec une lanière de cuir. Il aurait donc été blessé, fait prisonnier, puis achevé d'un coup de baïonnette qui lui a ouvert le ventre. Les traces de constriction des poignets étaient

encore visibles quand le docteur Leman a visité le cadavre.

Le 11 septembre, le nommé Buron, du 24e de ligne, a déclaré que, fait prisonnier par les Allemands près d'Aerschot, ceux-ci, pour l'obliger à parler, *lui ont plongé les mains dans une marmite d'eau bouillante!* Le médecin Thomé, attaché au 24e de ligne, a constaté que l'intéressé portait encore des traces de brûlures.

Buron a déclaré avoir vu soumettre deux autres soldats à des tortures. L'un d'eux a été saisi par les Allemands, qui lui ont tenu bras et jambes et lui ont tordu le cou jusqu'à ce que la mort s'ensuivît ; l'autre a eu un doigt coupé.

*
* *

Non seulement nos féroces ennemis s'acharnent sur les blessés tombés sur le champ de bataille, mais encore ils accablent de leurs mauvais traitements ceux qui, prisonniers de guerre, sont en leur pouvoir.

Pendant la durée de leur transfert en Allemagne, les blessés ont été fréquemment privés de nourriture et des soins les plus élémentaires. Les prisonniers anglais, surtout, sont l'objet de brutalités.

La Croix-Rouge de Verviers a organisé un service de ravitaillement pour les blessés et prisonniers de passage dans cette ville. Le 18 septembre, vers 5 heures du soir, un train comprenant plusieurs wagons de prisonniers anglais a traversé la gare de l'Est. Les

Allemands ont empêché les ambulanciers de leur donner à manger. Un autre train contenait des blessés français et des blessés anglais. Les sentinelles ont permis à un ambulancier de donner des soins aux Français, mais lui ont interdit de soigner les Anglais. Les témoins rapportent que ces faits se reproduisent couramment.

Le mercredi 16 septembre, les Allemands descendirent à la gare de l'Est deux blessés français, un sergent-major et un soldat, qui déclarèrent avoir été blessés à Saint-Quentin, *dix-huit jours auparavant.* Pansés sommairement sur le champ de bataille, *ils n'avaient plus reçu de soins depuis lors!*

L'attaque de colonnes d'ambulance par les troupes de Guillaume II est un fait fréquent. Les Allemands semblent même s'acharner plus particulièrement à prendre pour but de leurs tirs d'artillerie, lors des bombardements, les édifices sur lesquels flotte le drapeau de la Croix-Rouge.

Eux-mêmes font un abus fréquent de ce drapeau, contrairement aux lois internationales de la guerre.

Le 19 août, à Lovenjoul, les Allemands ont arraché à trois ambulanciers leur brassard et l'ont jeté à terre. Les ambulanciers ont été frappés et injuriés. Relâchés enfin, emportant un blessé, ils ont dû le déposer sept fois, parce que les Allemands dirigeaient sur eux le feu des mitrailleuses. Un ambulancier a été atteint d'une balle à la cuisse.

Le 26 août, à 3 heures, sur la route de Werchter à Hœcht, une voiture portant le drapeau de la Croix-Rouge et transportant trois blessés a été attaquée par des Allemands; de nombreux coups de feu furent

tirés ; une balle traversa la carrosserie et transperça les jambes de deux des blessés dans l'auto.

Les hôpitaux de Heyst-op-den-Berg et de Malines n'ont pas été respectés par les troupes ennemies bombardant ces localités, alors que le drapeau de la Croix-Rouge flottait très ostensiblement sur ces établissements.

Pénétrant dans Namur, le 19 août 1914, elles criblèrent l'hôpital de projectiles.

Le 28 septembre, une voiture d'ambulance contenant un médecin auxiliaire, un aumônier brancardier, ainsi que le conducteur, a été l'objet d'un tir systématique des Allemands. Tous trois furent gravement blessés.

Enfin, à Namur, des membres du personnel sanitaire belge ont été retenus, l'*oberartz* déclarant que c'était de l'intérêt de l'Allemagne de ne point permettre aux médecins de rejoindre l'armée à Anvers, pour priver celle-ci des secours médicaux, « la maladie et l'épidémie étant pour elle un atout de plus. »

Le 26 août, au combat de Schiplœcken, les colonnes d'assaut allemandes étaient précédées du drapeau de la Croix-Rouge. Le 25 août, ils ont également abusé de cet emblème en le faisant flotter sur les casernes occupées par leurs troupes et sur les bâtiments où ils avaient logé leur artillerie.

*
* *

De très nombreuses dépositions civiles et militaires attestent que les Allemands ont contraint leurs prisonniers à leur servir de guides, les ont forcés à exécu-

ter des travaux militaires ou *ont fait marcher en avant de leurs troupes des soldats prisonniers et une partie de la population civile.*

Les soldats Goffin, Heyvœrts et Hertleer déclarent que, faits prisonniers avec d'autres hommes de leur compagnie, le 6 août, ils ont été entraînés par les Allemands, qui leur ont lié les mains derrière le dos. Rencontrant à Saive une compagnie belge du 19e régiment de ligne, les Allemands les ont placés devant eux. A un certain moment, ils leur ont ordonné de crier : « Belges, ne tirez plus! vous tirez sur des Belges! » Deux d'entre les prisonniers sont tombés frappés par les balles de nos soldats.

A Namur, les Allemands ont contraint les habitants du village de Warisoul à creuser, près du cimetière, des tranchées qui étaient exposées au tir des forts.

Le 23 août, les Allemands ont placé des femmes et des enfants devant leur colonne d'attaque, au pont de Lives, en face de Biez. Des femmes et des enfants furent ainsi atteints par le feu des Belges.

Le 22 août, les Allemands ont arrêté, à Grinbergen, dans leurs maisons, les nommés Obrechts, Van Cappelen et Van Campenhout. Ils les ont retenus pendant une semaine, durant laquelle ces hommes étaient contraints à chercher pendant le jour, sous le feu de l'artillerie, le matériel de guerre abandonné et à creuser des tranchées avec le concours d'autres habitants de Grinbergen.

Le 24 août, le nommé de Wleeschouwer, son frère et son père, âgé de soixante-sept ans, habitant la même localité, ont été poussés devant un groupe d'Allemands, pour protéger ceux-ci contre la canon-

nade des Belges. A Sempst, le 25 août, des femmes et des enfants ont été placés à la première ligne du feu.

Le 26 août, les Allemands emmenèrent, les mains liées derrière le dos, un groupe de soixante-dix habitants de Louvain. Arrivés à Herent, au premier rang des unités, ils essuyèrent des coups de feu. Le lendemain, on les dirigea sur Malines, en leur disant « qu'on allait leur faire goûter de la mitrailleuse belge » !

Le 29 août, à Herent, les Allemands ont fait marcher devant leurs armées cinq cents femmes et enfants, précédés des deux curés de Wygmaël et de Wesemaël.

Le 12 septembre, à Elpe, une colonne allemande de deux à trois cents hommes, attaquée par une auto-mitrailleuse belge, a pris dans les maisons vingt à vingt-cinq hommes et jeunes gens, y compris un garçonnet de treize ans. Elle s'est fait précéder de ces prisonniers, qu'elle a placés au milieu de la chaussée. Deux jeunes gens ont été blessés par une balle. Les occupants de l'auto-mitrailleuse, s'apercevant que des prisonniers étaient devant eux, cessèrent le feu. Le témoin ajoute qu'à un moment donné il a clairement entendu donner l'ordre de fusiller tous les prisonniers, si les Belges tiraient encore.

Enfin on ne compte pas les bombardements de villes ouvertes et inoffensives, effectués par des avions allemands et des zeppelins. Ces bombardements, sans aucune utilité militaire, ne pouvaient avoir comme résultat que de tuer des gens paisibles, des enfants et des femmes !

Si l'on fait, comme la commission d'enquête, le

résumé des ravages et des crimes commis par les Allemands en Belgique, *rien que pendant les mois d'août et de septembre*, on arrive à des chiffres véritablement effrayants.

Sans compter les incendies de Louvain, où mille huit cent vingt-huit maisons furent incendiées ; de Namur, d'Aerschost, de Dinant, qui ont été à peu près brûlées, on peut dire que, rien que dans la province du Luxembourg belge, *le nombre des maisons ravagées par l'incendie dépasse trois mille !* Les maisons ainsi détruites, l'ont été, non au cours d'opérations de guerre, mais par des incendies systématiques.

*Le nombre des habitants civils fusillés* dans l'ensemble de la même province *dépasse un millier.* Dans certains villages ont eu lieu de véritables massacres en masse. Par exemple, à Tuitigny, 157 fusillés ; à Ethe, 300 fusillés ; à Aulcoy, 52 hommes et femmes fusillés ; à Arlon, 111 personnes furent fusillées publiquement.

A toutes ces horreurs s'ajoutent les violences odieuses dont furent victimes les femmes et les jeunes filles de la part de ces brutes, ivres de vin et gorgées de sang !

Et c'est là ce que les Allemands appellent leur « kultur » !

*
* *

Mais une des caractéristiques de cette guerre de sauvages, est d'être surtout une guerre au catholicisme, menée par une nation essentiellement luthérienne.

Il ne faut pas oublier, en effet, que si l'Allemagne comprend quelques États catholiques, comme la Bavière, ces États, ces royaumes sont ramenés au rang de vassaux ; leurs souverains sont des rois de carton, simples domestiques de leur tout-puissant maître le roi de Prusse Guillaume II, qui est en même temps empereur d'Allemagne.

Or la Prusse est essentiellement un État protestant : c'est le foyer du luthéranisme. Et ces actes de destruction et de sauvagerie contre les églises et contre les prêtres constituent, en somme, une guerre des luthériens contre Rome et le catholicisme.

Et l'on a pu dire avec raison que la guerre actuelle avait tous les caractères d'une guerre de religion.

Ce caractère s'est manisfesté surtout en Belgique, sur cette terre essentiellement catholique. La destruction s'est appliquée aux églises, l'assassinat a d'abord porté sur les prêtres.

Et c'est à un tel point qu'un écrivain étranger, peu suspect pourtant de sympathie pour les Belges, puisqu'il est Hollandais et protestant, le professeur Grondijs, de l'Institut technique de Dordrecht, en a fait la juste remarque. Il a constaté, de plus, que pour mieux assurer l'exécution de ce programme de guerre de religion, ce sont les régiments protestants de l'armée allemande qui ont été envoyés pour envahir la Belgique, tandis que les régiments formés de contingents catholiques ont été dirigés sur la frontière russe, pour combattre les Slaves orthodoxes.

Il n'est pas surprenant de trouver cette haine contre l'Église romaine ancrée si profondément dans l'âme du peuple allemand, âme façonnée par Luther

et sa doctrine de négation. Et comment s'étonner de cet état d'âme du peuple prussien quand on lit ce qu'écrivait son roi, Guillaume II, à la landgrave de Hesse récemment convertie au catholicisme : « Je hais, disait-il, cette religion que tu as embrassée. Tu accèdes donc à cette superstition romaine, *dont je considère la destruction comme le but suprême de ma vie*[1]. »

Voilà des paroles nettes. Le roi de Prusse n'a qu'un but : abattre et détruire le catholicisme. C'est pourquoi, dans la catholique Belgique, ses féroces soldats se sont acharnés sur les universités catholiques, sur les églises, et pourquoi ils ont fusillé tant de religieux et tant de prêtres.

Nous parlerons plus tard de la destruction sauvage du chef-d'œuvre de l'art religieux gothique, de la cathédrale de Reims. Pour le moment, nous nous bornons à constater la fureur iconoclaste des Prussiens sur la terre de Belgique.

Au cours de son terrible réquisitoire, le professeur Grondijs remarque : « Je vois des flammes s'élever de la tour de l'église Saint-Pierre, à Louvain. Toutes les maisons qui entourent ce monument sont intactes. L'église a donc été incendiée *intentionnellement*. »

Il en a été de même de l'église Saint-Martin à Ypres, de l'église Saint-Rambaud à Malines, de l'église Notre-Dame de Termonde, de l'église de Dinant, des treize églises du diocèse de Namur, et de beaucoup d'autres encore, tant paroisses que chapelles.

[1] Mgr Baudrillart, *la Guerre allemande et le Catholicisme*, p. 81 et suiv.

Le caractère intentionnel de destruction des églises est significatif dans les opérations allemandes. A Fourcquevillers, les Allemands ont tiré cinquante-sept obus de 210 sur l'église; au cinquante-septième, le clocher s'est écroulé. Le tir a cessé aussitôt : le *but* était atteint.

*
* *

Indépendamment de la destruction matérielle des temples, il y a les attaques sacrilèges, les attentats qui furent, en grand nombre, perpétrés dans leur intérieur.

La profanation, le pillage, sont, pour ainsi dire, les condiments qui assaisonnent la sauvagerie des bandits prussiens.

Fréquemment des soldats ivres, conduits par leurs officiers, chantaient, hurlaient dans les églises et y exécutaient des danses au son de l'orgue, dont l'un d'eux jouait.

Ce n'est pas tout. Ils souillaient de leurs ordures les nefs, les sacristies, les bénitiers; ils forçaient les portes des tabernacles et, chaque fois qu'ils le pouvaient, faisaient main basse sur les vases sacrés, après en avoir profané les hosties.

A Dinant, en Belgique, les officiers eux-mêmes, s'encanaillant par hasard avec leurs hommes, se sont livrés, au milieu des ruines fumantes et des rues encombrées de cadavres, à une comédie atrocement carnavalesque : ils s'amusaient, au dire d'un témoin, à s'affubler des habits des religieux Prémontrés, dont ils ravageaient et pillaient l'abbaye,

On vit ainsi de faux Prémontrés circuler en automobile aux environs de Dinant. Un dîner fut même servi aux officiers par un soldat déguisé en moine[1].

Mais leur fanatisme anticatholique prend toutes les allures et revêt toutes les formes, même les plus variées. Le professeur Grondijs signale l'acharnement de ces vandales contre les statues religieuses.

Ainsi, *dans quelques-unes des maisons particulières* où cet écrivain impartial a pénétré, il a trouvé les meubles respectés, les fauteuils non éventrés ; mais, en revanche, des statuettes pieuses, représentant la sainte Vierge, le sacré Cœur de Jésus, saint Joseph, sont à terre, brisées ou décapitées.

Dans l'église d'Hastière, les ornements sacerdotaux ont été déchirés et souillés ; les chandeliers, les statues, les bénitiers, ont été brisés ; le reliquaire a été fracturé, et les reliques dispersées ; deux des quatre autels ont été profanés, les vases sacrés ont servi aux usages les plus immondes.

Mgr Carton de Wyart a raconté lui-même, d'ailleurs, les indignités dont il fut la victime. Ayant assisté au sac de l'église d'Hastière, il vit une bande de soldats ennemis s'approcher de sa personne, lui mettre un revolver devant la figure, lui arracher les saintes Espèces qu'il portait sur lui, et les jeter dans la boue.

Partout, après l'incendie, après le vol, la profanation et le sacrilège. Voilà la civilisation qu'ils ont la prétention d'imposer à l'Europe asservie par eux !

[1] *La Belgique martyre*, par Pierre Nothomb.

*
* *

Mais ce n'est pas assez de ravager les édifices du culte, d'en profaner les objets. Il faut détruire la religion elle-même; et, pour cela, quel meilleur moyen que d'en supprimer les ministres?

Aussi les assassinats de prêtres et de religieux furent-ils nombreux, et souvent accomplis dans des circonstances effroyables de cruauté.

En Belgique, au premier rang des otages pris par les Allemands, sont des prêtres. Toujours l'évêque ou le curé est emmené d'abord, et les instructions données aux officiers le prescrivaient : « Seront, comme otages, placés en première ligne : *les prêtres*, le bourgmestre et les autres membres de l'administration communale. »

Après ce prélèvement des otages religieux, le sort qui leur est réservé est un long martyre. A Aerschot, trente ecclésiastiques, enfermés plusieurs jours dans l'église, y ont été laissés sans autre nourriture qu'une ration dérisoire de pain aigre; puis ce fut, pour la plupart d'entre eux, l'exil en Allemagne, c'est-à-dire un long chemin de croix.

Non seulement les Prussiens ont arrêté le cardinal Mercier, archevêque de Malines, le maintenant captif dans son palais épiscopal, l'empêchant de communiquer avec ses prêtres, mais encore ils ont odieusement outragé le vénérable Mgr Walravens, évêque de Tournai, malgré sa vieillesse et ses cheveux blancs. Il fut emprisonné à Ath pendant cinq jours, dans un local




Les otages. (Tableau de M. P. de Plument. — Phot. Fiorillo.)

infect, n'ayant comme lit qu'une paillasse, et sans autre nourriture que celle que des personnes dévouées venaient spontanément lui apporter. Un soldat même donna un coup de poing dans le dos de l'évêque pour le faire avancer plus vite, et c'est à coups de crosse qu'on le fit marcher. Le saint vieillard ne se releva pas de ces mauvais traitements, et, quelques mois plus tard, il rendait son âme à Dieu, sans avoir vu le jour de la délivrance!

Dans le seul diocèse de Namur, quatre-vingt-neuf prêtres furent ainsi malmenés, odieusement brutalisés. Dans la Belgique entière, quarante-neuf prêtres ont été fusillés.

A Horennes, ce fut un officier qui jeta un Père jésuite en pâture à une bande de bourreaux féroces. Le malheureux religieux fut d'abord battu jusqu'à ce qu'il tombât sans connaissance. Revenu à lui, il fut frappé de nouveau, à coups de crosse cette fois et à coups d'éperons! Après un second évanouissement, il fut traîné nu, boueux et sanglant dans le jardin, où il fut abandonné à demi-mort.

L'agonie de l'abbé de Clerck, curé de Buecken, *âgé de quatre-vingt-trois ans*, fut épouvantable. On le lia à un canon, qui le secouait à le briser. Quand on le détacha, ce fut pour le traîner à terre par les pieds, la tête rebondissant sur les gros pavés. A bout de forces, l'infortuné vieillard ne put retenir cette tragique prière : « Tuez-moi! tuez-moi! » On fit alors à ce martyr la grâce de l'achever[1].

Parfois les chefs de bandes, ces êtres indignes de

[1] Nothomb, *loc. cit.*

porter l'épée et qui président à ces sanglantes exécutions, s'offrent la joie de se moquer de leurs victimes. Ainsi les officiers qui interrogent le curé de Roselies font semblant de croire à ses réponses et lui délivrent un papier, que la victime prend pour un ordre de mise en liberté. Il le montre aux soldats; ceux-ci, lui riant au nez, le poussent contre un mur et le fusillent séance tenante.

Le meurtre de l'abbé Glouden, curé de la Tour, fut également une facétie des assassins. On le chargea, avec un groupe de ses paroissiens, de relever les cadavres d'hommes précédemment fusillés. A peine eut-il achevé cette sinistre besogne, qu'on le poussa, avec ses compagnons, sur le bord de la route et que tout le groupe fut tué à coups de mitrailleuse.

Le curé de Gelrode est tombé à la façon des martyrs, en refusant d'obéir à une sommation de renoncer à la foi catholique, moyennant quoi il aurait la vie sauve. Ce prêtre héroïque préféra mourir. On le tua sur le pont du Demer, après une longue série de mauvais traitements et de brutalités sans nom.

Enfin il est un dernier ordre de forfaits commis par les Allemands, sur lesquels la plume refuse de s'étendre, mais qu'il faut cependant mentionner, parce qu'ils couronnent dignement leur œuvre abominable : ce sont les odieuses violences que de nombreuses religieuses eurent à subir de la part de soldats ivres de vin et de sang. Ils se sont acharnés à souiller ces vierges, ajoutant en cela le sacrilège au crime.

L'Histoire saura prononcer leur sentence, en attendant celle du Juge suprême!

*
* *

En France, au cours de leur occupation des départements envahis, les atrocités commises par les troupes allemandes ne l'ont cédé en rien à celles de Belgique.

Dans le Nord, dans les Ardennes, en Lorraine, en Seine-et-Oise et dans la Marne, les sauvages envahisseurs se sont distingués par un véritable déchaînement de férocité sanglante.

Les incendies, les assassinats en masse, les vols, surtout les vols de caves en Champagne, furent les jalons qui marquèrent la route des armées allemandes. Partout on acquiert la preuve que ces actes non seulement n'étaient pas refrénés, mais étaient ordonnés par le haut commandement des armées de Guillaume II.

Il serait superflu de relater par le détail les cruautés commises dans nos départements : ce serait une répétition, encore augmentée, de ce que nous avons dit pour la Belgique. Ils ont incendié l'hôtel de ville d'Arras et la cathédrale de Reims, le chef-d'œuvre gothique et le joyau de notre histoire de France. Ils ont lancé leurs obus sur ce monument à jamais historique, sur cette basilique où furent couronnés nos rois, et ils ont agi ainsi *sans aucune nécessité militaire*. Cette destruction d'une merveille de l'art du passé est donc un acte de sauvagerie pure, de vandalisme voulu et réfléchi.

En Meurthe-et-Moselle, en particulier, la fureur

des Teutons s'est acharnée sur certaines localités : Nomény, Gerbéviller, Crévic. ont été entièrement brûlés par les Allemands, et les habitants y ont été fusillés ou *brûlés vifs* par centaines.

Ce sont partout les Bavarois qui se sont, là aussi, comme en 1870, distingués par leur férocité supérieure. Il est bon qu'on le sache en France, et nous le répétons pour mettre fin, ainsi que nous le disions plus haut, à une légende trop longtemps répandue, tendant à les représenter comme les « civilisés » de l'Allemagne, alors qu'ils n'en sont que les tortionnaires et les bourreaux les plus sauvages.

Comme en Belgique, des maisons furent incendiées et pillées, des vieillards et des enfants lâchement assassinés, des femmes et des jeunes filles violentées, des églises souillées, et les vases sacrés profanés. Comme en Belgique, des faits d'ordre militaire, contraires aux lois de la guerre, se sont produits à chaque instant : abus du pavillon de la Croix-Rouge, bombardement d'hôpitaux et d'ambulances, coups de fusil tirés sur des médecins et des infirmiers dans l'exercice de leurs fonctions. Ces faits ont été constatés par d'indiscutables témoignages, recueillis par une mission officielle d'enquête nommée par le Gouvernement, et ont fait l'objet d'une importante publication.

Tout cela, d'ailleurs, se payera un jour, et se payera cher.

Mais ce qui caractérise l'âme allemande, ce qui est tout à fait digne de ces brutes sans nom, c'est leur conduite à Sampigny.

Là, dans cette jolie petite ville de Lorraine, le

chef de l'État possède sa résidence d'été ; c'est à Sampigny que M. Poincaré vient passer ses vacances.

Les Allemands se sont acharnés à tirer sur cette demeure, qu'ils ont détruite de fond en comble. Mais ce n'est pas tout. A Mibécourt, près de Sampigny, ils ont pénétré dans le cimetière, et là, sans crainte de la honte qui rejaillira éternellement sur eux du fait de cette action odieuse, *ils ont violé la sépulture de la famille Poincaré.*

Les termes manquent pour qualifier un tel acte ; il n'y en a qu'un, un seul qui convienne : c'est « Allemand » !

---

# X

## LA BATAILLE DE CHARLEROI

Les forces en présence. — Les positions des armées. — L'entrée des Français en Belgique. — L'offensive générale du 22 août. — Charleroi pris et repris. — Les causes de l'insuccès. — La retraite générale des armées alliées. — La bataille de Guise. — La marche des Allemands.

Nous avons vu, en parlant de l'invasion de la Belgique, que, vers le 23 août, la phase des tentatives d'essai, des tâtonnements stratégiques, était terminée, et que les armées commençaient à prendre position les unes en présence des autres.

Le flot d'invasion avait amené d'une façon continue des forces très importantes, par la trouée de la vallée de la Meuse et grâce à la chute de Liége et de Namur.

C'est le moment de jeter un coup d'œil d'ensemble sur les forces mises en ligne par les deux adversaires au moment où allait se produire la première rencontre de ces deux formidables armées.

Les forces allemandes étaient considérables, plus considérables même que ce que nous avions pu prévoir. Malgré leur état de longue préparation préalable, poursuivie pendant quarante ans dans le but

unique de nous déclarer la guerre et de nous écraser rapidement par une attaque brusquée; malgré cette longue préméditation, qui nous donnait à prévoir que nous serions attaqués par des effectifs énormes, la réalité les a montrés plus énormes encore.

Dès l'ouverture des hostilités, c'est-à-dire dès le 2 août, les Allemands mettaient en ligne, contre nous, vingt et un corps d'armée de l'active et treize corps d'armée de réserve, répartis sur l'ensemble du front d'opérations, de la Meuse à l'Alsace. A la fin d'août, ces effectifs étaient augmentés de quatre corps d'armée de réserve ; ce qui faisait, en tout, *trente-huit corps d'armée.*

Au début de la campagne, c'est-à-dire pendant tout le mois d'août, trente-quatre corps d'armée constituaient donc les forces allemandes qui marchaient à l'attaque de la France.

Ces trente-quatre corps étaient groupés en *huit armées* et représentaient un total de près de 1 400 000 hommes. De ces huit armées, trois opéraient en Alsace-Lorraine : l'une, commandée par le général Von Deimling, opérait en Alsace proprement dite, dans la région de Strasbourg; la seconde, sous les ordres du général Von Heeringen, se mouvait dans la région du Donon ; la troisième, obéissant au kronprinz de Bavière, opérait en Lorraine.

Entre ce groupe de trois armées et la Belgique envahie par l'ennemi, le camp retranché de Metz jouait le rôle d'une armée interposée.

Cette forteresse de Metz est la cheville ouvrière de la stratégie allemande; c'est autour d'elle que se font les évolutions des armées ennemies.

Mais à la forteresse allemande de Metz, une forteresse française, centre d'un puissant camp retranché, est directement opposée. Cette forteresse, c'est la place de Verdun.

Verdun est également, de notre côté, la cheville ouvrière de nos opérations stratégiques. A droite de Verdun se trouve une ligne de fortifications comprenant Épinal et Belfort; à gauche de la place se meut l'ensemble des armées françaises chargées de résister à la poussée de l'invasion ennemie.

Aussi, pendant toute la campagne, Verdun sera-t-il le point de mire des attaques de l'ennemi, dont toutes les manœuvres chercheront, directement ou indirectement, à investir la place et à s'en emparer.

*
* *

Vers la fin d'août, la ligne de résistance des armées françaises avait pris ses positions en Belgique, dans la zone même où l'ennemi déployait ses efforts avec la plus grande activité.

Les cinq armées françaises, qui, au début de la guerre, avaient été disposées de façon à faire face à la frontière allemande, de la Meuse à la trouée de Belfort, prolongèrent leur front vers la gauche, le long de la frontière franco-belge, jusqu'à la hauteur de Fourmies.

Mais, malgré ce déploiement de nos forces, notre état-major ne pouvait pas encore engager l'action directe. Il lui fallait, pour cela, attendre l'entrée en

ligne de l'armée anglaise, commandée par le maréchal French.

La concentration des troupes britanniques, qui s'était opérée d'une façon remarquable à la suite de débarquements effectués dans le plus grand ordre, fut complètement achevée le 21 août au soir.

Le 22 août, le maréchal French, ayant pris connaissance du plan de campagne qu'avait arrêté le général Joffre, était en mesure de coopérer à l'action générale avec ses troupes.

L'armée anglaise était ainsi placée à la gauche de notre front de bataille. Les armées françaises qui devaient participer à l'action étaient au nombre de trois : les 3ᵉ, 4ᵉ et 5ᵉ armées.

La 3ᵉ armée, ou armée de la Woëvre, commandée par le général Ruffey, devait se diriger sur Virton, Neufchâteau et le Luxembourg belge. Elle était formée des 2ᵉ, 4ᵉ, 5ᵉ et 6ᵉ corps. A l'aile droite de cette armée était la 10ᵉ division de cavalerie.

Cette armée du général Ruffey allait attaquer les forces commandées par le kronprinz. Celui-ci, à la tête de cinq corps d'armée, arrivait du grand-duché de Luxembourg et descendait, en marchant vers l'ouest, la vallée de la Semoy.

A la suite de l'armée du général Ruffey, en allant vers la gauche, était la 4ᵉ armée de Sedan, sous les ordres du général de Langle de Cary.

Cette armée, dont le point de départ avait été la Meuse et qui débouchait des Ardennes, se dirigeait vers Bouillon et Rochefort. Elle avait pour objectif d'attaquer les forces commandées par le duc Albert de Wurtemberg. Ces forces, composées de cinq corps

d'armée, marchaient entre la Lesse et la Meuse. Pour lutter contre ces cinq corps d'armée, le général de Langle avait à sa disposition les 9e, 11e, 12e et 17e corps.

Plus à gauche encore, et à la suite de l'armée de Langle, était disposée la 5e armée, commandée par le général Lanrezac. Elle comprenait la division de réserve du 1er corps, commandée par le général Boutegourd ; la division de réserve du 2e corps, commandée par le général Mangin ; le 1er et le 10e corps, les 3e et 18e corps, deux divisions d'Algérie et la division des troupes marocaines. En outre, deux divisions de réserve servaient de liaison avec l'armée anglaise.

Cette 5e armée avait à lutter, à sa droite, contre l'armée du général Von Hausen et, sur le front Charleroi-Namur, contre l'armée du général Von Bülow.

A la gauche de l'armée Lanrezac, reliée à celle-ci par deux divisions de réserve, se tenait l'armée anglaise du maréchal French, composée du 1er et du 2e corps anglais. Cette armée avait la lourde tâche de résister à l'armée allemande, commandée par le général Von Kluck et formée de cinq corps d'armée. De plus, cette armée ennemie était cachée par un épais rideau de cavalerie qui en dissimulait les mouvements.

Enfin, à l'extrême gauche de ce front des alliés, on avait organisé, dans la zone de Lille, une importante force comprenant des éléments considérables de troupes actives, de réserve et de territoriale, afin de réaliser une force mobile destinée à faire face à des événements imprévus, en particulier à une attaque de

la cavalerie allemande sur le flanc de notre ligne de bataille.

Quant à l'armée belge, concentrée dans Anvers, elle constituait une menace sur l'arrière des lignes allemandes ; mais l'abondance et l'activité de la cavalerie ennemie dans les Flandres lui ôtaient toute liaison avec les forces alliées.

*
* *

Le 22 août, au matin, le Gouvernement français communiquait à la presse la note suivante :

« L'entrée des Allemands à Bruxelles est pour les Belges une épreuve douloureuse ; elle est cruellement sentie par tous les Français.

« Le gouvernement de la République a tenu à affirmer que les souffrances de la Belgique étaient aussi les nôtres. Du jour où le sol belge a été foulé par des soldats allemands, où du sang belge a été versé pour s'opposer à leur passage, les causes des deux pays sont devenues indissolublement liées ; elles se confondent désormais.

« La France est résolue à tout faire pour libérer le territoire de son alliée. Elle considère que son devoir ne sera accompli que quand il ne restera plus un seul soldat allemand en Belgique.

« Il n'a pas été possible, en raison de nécessités stratégiques, de participer plus tôt avec l'armée belge à la défense du pays. Mais les engagements que nous avons pris n'en sont que plus solennels,

notre coopération n'en sera que plus étroite ; elle se poursuivra avec une extrême énergie.

« La retraite de l'armée belge sous les canons d'Anvers est une opération prévue, qui ne porte aucune atteinte à sa valeur ni à son incontestable puissance. Lorsque le moment sera venu, l'armée belge se trouvera aux côtés de l'armée française, à laquelle les circonstances l'ont étroitement et fraternellement unie. »

Le but des Allemands était le suivant :

Sept ou huit corps d'armée devaient s'efforcer, avec quatre divisions de cavalerie, de passer entre Givet et Bruxelles et même de prolonger leur mouvement encore plus vers l'ouest.

Notre objectif était donc tout d'abord de maintenir et de repousser le centre de l'ennemi, ensuite de nous lancer, avec toutes nos forces disponibles, sur le flanc gauche des armées allemandes groupées au nord.

Notre offensive commença, le 22 août, sur toute la ligne du front.

Une de nos armées attaquait par Neufchâteau les forces allemandes qui, du grand-duché de Luxembourg, avaient gagné la rive droite de la Semoy.

Une seconde armée française se portait contre les corps ennemis en marche entre la Meuse et la Lesse, et une troisième armée montait dans la région de Chimay, contre la droite allemande, entre la Sambre et la Meuse, avec l'aide des armées britanniques, dont Mons était le point d'appui.

Ainsi la bataille générale s'engageait entre Mons et la Moselle. Elle devait durer trois jours, les 22, 23 et 24 août.

Il n'est pas encore possible, actuellement, de raconter en détail cette série de combats, dont l'action dominante devait se dérouler dans la journée du 24 août. Ce sera le rôle de l'histoire de montrer, à l'aide de documents authentiques, les raisons pour lesquelles, en dépit des prodiges de valeur déployés par nos troupes, le résultat ne répondit pas à nos efforts et à nos espérances.

A l'aide des communiqués tant français qu'anglais, à l'aide de récits de témoins oculaires, on peut cependant donner une idée générale de ce formidable choc de deux armées, fortes chacune d'un million et demi de combattants.

*
* *

Dans le Luxembourg belge et dans l'Ardenne belge, les armées des généraux Ruffey et de Langle de Cary avaient pris immédiatement l'offensive. Malheureusement, dès les premières rencontres avec l'ennemi, cette offensive fut arrêtée avec de grosses pertes pour nous.

Il faut reconnaître que, dans ces régions, le terrain, couvert de bois et de taillis, est très pénible. Le caractère boisé de ce pays y rend particulièrement difficiles les reconnaissances aériennes faites par les aéroplanes, aussi bien que les reconnaissances de cavalerie.

De plus, l'ennemi, fort de l'impossibilité où l'on se trouvait de déceler avec précision les emplacements de ses troupes, avait organisé une défensive puissante.

De véritables fortifications de campagne avaient été élevées, pourvues de grosse artillerie dont le tir avait été, au préalable, soigneusement repéré sur des points bien déterminés. En avant de ces fortifications et au ras du sol, d'inextricables réseaux de fils de fer barbelés avaient été tendus sur un assez long espace. Dans l'intervalle et en avant de ces fils, la terre avait été creusée de trous larges et profonds, véritables chausse-trapes dont le fond était garni de pieux aiguisés où devaient s'embrocher ceux qui y tombaient.

L'ennemi profita largement de notre inexpérience autant que de la savante préparation du terrain qu'il avait si habilement organisée. Il en sut tirer le maximum de profits, étant donné surtout l'avantage que lui donnaient ses cadres de sous-officiers, véritable force vive de son armée, et qui, à cette période de début de la guerre, étaient encore au complet et n'avaient pas été décimés par les batailles successives, comme ils le furent dans la suite.

Aussi nos troupes subirent-elles des échecs et éprouvèrent-elles des pertes graves. De terribles combats furent livrés par l'armée de Langle de Cary, dans la région de Paliseul, Framont, Bertrix, contre l'armée du duc de Wurtemberg ; mais finalement celle-ci, plus forte numériquement et avantagée par la solidité de ses positions, fit reculer l'armée du général de Langle, qui dut se replier au sud de la Semoy.

Le duc de Wurtemberg put alors progresser et établir son quartier général à Neufchâteau, où ses troupes, comme nous l'avons vu, se signalèrent par d'odieux massacres et de sauvages destructions.

Quant à l'armée du général de Langle de Cary,

elle regagna ses positions du départ, en maintenant l'occupation des débouchés de la grande forêt des Ardennes.

*
* *

A droite, l'armée du kronprinz assiégeait, depuis le 21 août, la place forte de Longwy, à laquelle elle faisait subir un bombardement intense.

Contre cette armée, très supérieure en nombre et en artillerie, l'armée commandée par le général Ruffey avait à lutter dans des conditions particulièrement désavantageuses.

Elle lutta héroïquement, pourtant; elle livra successivement des combats effroyables à Saint-Vincent, à Bellefontaine, à Ethe, à Virton, à Pierrepont, sans réussir à progresser, sans gagner un pouce de terrain. Cependant, le 24 août, ses efforts furent couronnés de succès; son offensive énergique força l'ennemi à reculer, et le 6e corps, en particulier, fit essuyer de lourdes pertes à l'armée allemande commandée par le kronprinz.

Mais le mouvement de repli de l'armée du général de Langle de Cary empêcha l'armée Ruffey de poursuivre son avantage. Le général en chef tint à rétablir le front de combat sur les lignes qu'il avait assignées, et l'armée Ruffey dut se replier également vers la masse.

Le choc principal des ennemis, au nombre de 500000 hommes, dont l'objectif visait le triangle formé par les villes de Condé, Namur et Givet,

fut dirigé contre l'armée commandée par le général Lanrezac. Le demi-million d'Allemands qui se ruait sur cette armée était formé des meilleures troupes de l'empire; en particulier, il comptait douze régiments d'infanterie du célèbre corps de la Garde prussienne.

Les trois corps d'armée du général Von Hausen réussirent à passer la Meuse, bousculant la division de réserve du général Bouttegourd. Ils purent ainsi se fortifier et permettre à l'armée du général Von Bülow de précipiter ses opérations.

Le 22, à 8 heures du soir, les Allemands parvenaient, comme nous l'avons vu, à occuper Namur. que ses troupes de défense avaient évacuée, sous la protection d'un régiment de cavalerie français.

Le 22 au soir également la bataille commença, à Charleroi, par une lutte d'artillerie. Une formidable canonnade fut poursuivie de part et d'autre et dura toute la nuit.

C'est à ce moment qu'eut lieu un combat véritablement épique entre nos troupes africaines et les régiments de la Garde prussienne.

Les Allemands avaient franchi la Sambre et gardaient fortement les points de passage. Le 1<sup>er</sup> corps d'armée, commandé par le général Franchet d'Espérey, et les troupes d'Afrique s'élancèrent à l'attaque des lignes ennemies avec une audace incroyable. Reçues par un feu terrible, elles ne cédèrent cependant pas; mais, à la suite d'une contre-attaque de toute la Garde prussienne, nos héroïques soldats se virent dans la nécessité de se replier.

Au cours de cette rencontre, qui devint aussitôt

une lutte corps à corps, les turcos et les tirailleurs sénégalais accomplirent de véritables prodiges. S'élançant comme des lions, ils attaquèrent à la baïonnette les masses de la Garde prussienne, dont les régiments d'élite subirent des pertes épouvantables.

La ville de Charleroi. qui fut ainsi prise et reprise *cinq fois*, eut à subir un bombardement des plus terribles. Des combats corps à corps se livraient dans les rues, dont les ruisseaux étaient transformés en ruisseaux de sang. On se battait de maison à maison. Les environs de la gare furent, en particulier, le théâtre de luttes effroyables, engagées pour la possession du pont qui traverse le canal.

Les Allemands s'emparèrent de ce pont moyennant d'énormes pertes en hommes. Ils purent ainsi occuper Marchiennes, Montigny, les environs de Charleroi. Mais l'artillerie française, bombardant alors la partie basse de la ville, permit à notre infanterie de reprendre un instant l'offensive. Celle-ci s'empara des villages précédemment perdus et reprit position sur la ligne allant de Thuin à Mettet.

La ville était littéralement encombrée de cadavres, qui s'élevaient parfois en monceaux dans les rues. Parmi les morts figurait le prince Albert, cousin du kaiser.

A l'ouest de Charleroi, le 18e corps d'armée restait sur ses positions ; mais le 3e corps, commandé par le général Sauret, dut rétrograder. Les divisions qui devaient servir de liaison avec l'armée anglaise avaient fléchi, et les troupes britanniques elles-mêmes se voyaient contraintes de se replier, en présence de la manœuvre par laquelle l'armée du général Von Kluck

tentait de les envelopper avec des forces très supérieures.

Ce qui est à retenir du récit sommaire de cette terrible journée, c'est qu'à droite, avec ces chefs admirables que sont le général Mangin et le général Franchet d'Espérey, nous avions gagné la première « manche » de la bataille. Entre Namur et Charleroi, nos troupes avaient pris nettement l'avantage sur l'ennemi. A gauche, le 18[e] corps, lui aussi, tenait bon.

Mais, au centre, le 3[e] corps dut se replier, et l'armée anglaise, pour éviter d'être cernée, dut également exécuter un mouvement de recul.

L'aile droite allemande, commandée par Von Kluck, se précipita par la trouée ainsi faite dans nos lignes, et les masses ennemies déferlèrent comme une trombe sur la rive gauche de la Sambre. Dès lors, la retraite générale s'imposait.

* * *

Voyons ce que, de son côté, avait fait l'armée anglaise.

Les troupes du maréchal French s'étendaient sur une ligne allant de Condé à Binche, par le canal de Condé à Mons.

Le 1[er] corps d'armée, sous les ordres du général sir Douglas Haig, avait pris position à l'est de Mons. Le 2[e] corps, commandé par le général Smith Dorrien, était placé à l'ouest de cette ville. La 5[e] brigade de cavalerie, sous les ordres de sir Philip Chetwoode,

était massée sur la Binche, et la division de cavalerie constituait la réserve dont pouvait disposait le maréchal French.

Le 23 et le 24 août, le général anglais réunit ses commandants de corps d'armée, leur exposa le plan du général Joffre en leur donnant des instructions détaillées en vue de son exécution. Le maréchal French, comme d'ailleurs le général Joffre le lui avait confirmé, pensait n'avoir en présence de ses troupes que la valeur de deux corps d'armée allemands. Aucun mouvement d'enveloppement n'était même esquissé par l'armée ennemie, et les reconnaissances d'aviateurs n'avaient rien signalé de suspect.

Mais, vers 3 heures de l'après-midi, le maréchal French apprit que le 1er corps de l'armée anglaise était l'objet d'une attaque violente, et que sir Douglas Haig était contraint de se replier pour s'appuyer à une hauteur située au sud de Bray. La 5e brigade de cavalerie avait également dû reculer devant des forces supérieures, et le 2e corps d'armée britannique, sous les ordres du général Smith Dorrien, se voyant menacé, dut pareillement rétrograder.

Ce mouvement de recul à peine effectué, le général Joffre annonçait au maréchal French que trois nouveaux corps d'armée allemands se dirigeaient contre ses troupes, et qu'un quatrième esquissait, dans le but d'envelopper sa gauche, un mouvement tournant.

En présence de cette menace d'enveloppement par des forces numériquement très supérieures aux siennes, sir John French dut se résoudre à battre en retraite.

Dès qu'il connut la nouvelle du recul de l'armée

du général Lanrezac, le généralissime anglais commença son mouvement en arrière et vint se replier sur la ligne allant de Maubeuge à Jeulain, dès le lever du jour.

Pendant toute la nuit, la bataille fit rage sur l'étendue du front. Le 24, au petit jour, le 1er corps d'armée anglais fit face à la pression de l'ennemi pour couvrir la retraite du 2e corps. Celui-ci parvint, au prix de mille efforts, à s'établir sur la ligne de Quarouble à Frameries, permettant ainsi au 1er corps de se replier à son tour, ce qu'il fit vers 7 heures du soir, en s'installant sur la ligne de Maubeuge à Bavai.

Les Allemands, aux environs de midi, avaient paru orienter leurs tentatives vers la gauche de l'armée britannique. De ce côté, la cavalerie du général Allenby eut un rôle très efficace[1]. Vers 7 heures et demie, la 5e division, commandée par sir Charles Fergusson, étant sérieusement attaquée, le général Allenby se porta dans sa direction. La 2e brigade, sous les ordres du général de Lisle, afin d'arrêter l'avance de l'infanterie allemande, chargea avec une rare intrépidité et fut arrêtée à peu de distance de l'ennemi par un réseau de fils de fer. En se repliant, le 9e lanciers et le 18e hussards furent très éprouvés.

Enfin, toujours dans le but de protéger la gauche du 2e corps d'armée, la 19e brigade d'infanterie, transportée par chemin de fer à Valenciennes les jours précédents, avait, le 24 au matin, pris position au sud de Quarouble. Le 24 au soir, grâce à la cava-

[1] Rapport officiel du maréchal French.

lerie, le 2e corps anglais, affaibli par l'attaque de *dix régiments d'artillerie et de trois corps d'armée allemands*, avait pu complètement opérer sa retraite et s'établir sur la ligne à l'ouest de Bavai.

Le 1er corps, à droite, s'appuyait sur Maubeuge.

L'armée du général Lanrezac, pendant ce temps, reculait toujours, pressée par les forces allemandes, qui cherchaient à s'opposer à la retraite des troupes anglaises et à les acculer contre la place forte de Maubeuge.

Le maréchal French comprit alors qu'il n'y avait pas une minute à perdre. Malgré l'état de fatigue extrême où se trouvaient ses troupes, harassées par trois journées de combats ininterrompus, il donna l'ordre de continuer la retraite.

La résistance admirable des divisions Mangin et Franchet d'Espérey, entre Charleroi et Namur, ne pouvait compenser les échecs que nous avions subis sur les autres parties du front. Le général Joffre, de son côté, ordonna la retraite générale.

L'armée franco-anglaise, après cette malheureuse tentative d'offensive à Charleroi, allait donc être obligée de se replier sur les positions de couverture qu'elle occupait avant d'entrer en Belgique, et de passer de l'offensive audacieuse à la défensive persévérante.

Toutefois, malgré cet insuccès, dû à des causes multiples dont nous avons déjà brièvement parlé, la bataille de Charleroi eut quelques conséquences heureuses. Elle montra nettement la supériorité de notre artillerie de campagne sur celle de l'ennemi. Notre glorieux 75 avait fait là ses premières armes d'une façon brillante, et les pertes terribles que ses obus

infligèrent aux troupes allemandes, surtout à raison de leurs attaques par colonnes compactes que fauchaient nos projectiles, affirmèrent d'une façon irréfutable l'absolue efficacité de son tir, sa grande rapidité et la virtuosité de nos artilleurs.

En outre, cette bataille avait révélé l'admirable moral de nos troupes. Ardentes à l'attaque, elles étaient pleines de sang-froid dans la retraite. Quand celle-ci fut ordonnée, elle s'accomplit avec le plus entier bon ordre, sans rien qui ressemblât à une déroute. Cette retraite était plutôt une manœuvre, accomplie sous le feu de l'ennemi, avec une méthode parfaite.

*
* *

A la suite de la bataille de Charleroi, le commandement de la place de Lille et des forces qui s'y trouvaient réunies avait été retiré au général Percin et confié au général Michal.

Le 25 août, l'armée anglaise, continuant à battre en retraite, se replia vers la ligne Cambrai-Landrecies. Le maréchal French put soutenir le mouvement de retraite de ses deux corps d'armée à l'aide d'un renfort que lui apporta la 4[e] division, commandée par le général Snow. Cette division, débarquée le 23 au Cateau-Cambrésis, put, le 25 au matin, mettre en ligne onze bataillons et une brigade d'artillerie. C'était un appoint précieux pour couvrir la retraite britannique.

C'est alors que se produisit le combat de Landrecies.

Le 1er corps anglais avait continué sa route sur Landrecies jusqu'à la nuit du 25 au 26 août. Les troupes y arrivèrent, harassées de fatigue, à 10 heures du soir; mais à peine commençaient-elles à goûter un peu de repos, qu'une formidable attaque allemande vint les forcer à reprendre les armes. La 4e brigade des *Guards* soutint héroïquement le choc.

Les mitrailleuses anglaises prenaient en enfilade les rues de la ville, et tiraient sur les colonnes compactes des Allemands qui cherchaient à y pénétrer. Nos alliés firent ainsi subir à l'ennemi de très fortes pertes, et une seule brigade du IXe corps allemand, balayée de la sorte dans une rue étroite où elle marchait en rangs serrés, y perdit près de mille hommes.

Dans la région qui entoure la ville, la cavalerie anglaise fit également de très bonne besogne; elle repoussa et mit en déroute la division de cavalerie de la Garde prusienne, incapable de tenir contre l'ardente attaque des cavaliers britanniques.

Au sud et à l'est de Maroilles, la 1re division du 1er corps d'armée anglais était, à ce moment, fortement pressée par les troupes allemandes. Le maréchal French demanda alors l'aide des deux divisions françaises de réserve qui se trouvaient à sa droite. Grâce à cet appui, sir Douglas Haig sut se tirer très habilement d'une situation qui était devenue difficile et continua sa marche vers le sud, dans la direction de Wassigny et de Guise.



Défense d'un village. (Tableau de M. Alph. Lalauze.
Cliché Vizzavona.)

*
* *

Le 25 août au soir, le général en chef se trouvait en face de l'alternative suivante :

Ou bien il continuerait la lutte sur place ; mais alors les conditions de la bataille, commencée par des échecs pour nos troupes, nous étaient nettement défavorables.

Ou bien il reculerait, en se repliant en bon ordre sur toute l'étendue du front, jusqu'au moment où les conditions seraient meilleures en vue de la reprise de l'offensive.

C'est à ce second parti que s'arrêta le général Joffre.

Il allait donc faire exécuter à ses armées une retraite générale et, tout en la poursuivant avec le plus d'ordre possible, livrer des attaques incessantes d'arrière, dans le but d'affaiblir l'ennemi en lui tuant du monde et de retarder ses mouvements.

La retraite commença aussitôt, opérée, comme l'avait prescrit le général en chef, dans l'ordre le plus parfait, et en fatiguant l'ennemi par d'incessantes et acharnées contre-attaques.

Mais, le 26 août, la place de Longwy capitulait. Cette petite place forte, n'ayant pour toute garnison qu'un simple bataillon d'infanterie, était commandée par le lieutenant-colonel Darche. La ville était investie depuis le 4 août, c'est-à-dire depuis la déclaration de de guerre, et elle fut bombardée à partir du 21. Elle avait fait une résistance héroïque, et sa petite garnison comprenait, quand elle dut se rendre,

autant de morts et de blessés que d'hommes encore indemnes. Le lieutenant-colonel Darche fut cité à l'ordre de l'armée et nommé officier de la Légion d'honneur pour sa belle défense.

Sur la Meuse, l'armée du général Ruffey faisait échec à l'offensive allemande au cours de plusieurs rencontres heureuses ; l'armée du général Lanrezac conservait à peu près ses positions. Mais, le 26 août, les Allemands réussissaient à pénétrer dans Avesnes ; et l'armée anglaise, poursuivant son mouvement de retraite, malgré l'extrême fatigue de ses hommes, essayait de gagner la ligne allant de Vermaud à Saint-Quentin.

Le général Allenby, commandant la cavalerie anglaise, avait pu rassembler les débris de ses troupes et reconstituer deux brigades, qui vinrent se placer autour de Cambrai.

C'est là que l'armée anglaise eut à livrer un sanglant et terrible combat.

Dès le matin du 26 août, le général French se vit assailli, avec ses deux corps d'armée, par *cinq* corps d'armée allemands, dont l'attaque fut si vigoureuse, qu'il fut impossible d'effectuer avant l'après-midi les opérations que comportait le mouvement de retraite.

Au lever du jour, l'ennemi jeta toutes ses forces contre la gauche de la ligne anglaise, occupée par le 2$^{e}$ corps et la 4$^{e}$ division, et contre lesquels toute l'artillerie de quatre corps d'armée vomissait un ouragan de mitraille et d'obus.

Le général Smith Dorrien se couvrit de gloire en ces terribles circonstances. Voyant que le 1$^{er}$ corps

n'était pas en situation de lui envoyer des secours, il résista d'une façon héroïque à l'attaque de troupes quatre fois plus nombreuses que les siennes. Grâce à la précision du tir de son artillerie, grâce à la bravoure de sa cavalerie, il put faire tête assez longtemps pour que la retraite pût s'exécuter vers 3 heures et demie et éviter, par son énergique résistance, une action plus longue, qui se fût peut-être terminée en un véritable désastre pour l'armée anglaise et par conséquent pour les alliés.

Mais cette résistance vigoureuse et désespérée n'allait pas sans des pertes importantes. Les Anglais avaient perdu environ six mille hommes. Les pertes allemandes, du reste, étaient deux ou trois fois plus considérables, étant donné leur méthode invariable d'attaquer par masses compactes et profondes, dans les rangs desquels l'artillerie anglaise faisait de terribles ravages.

*
* *

C'est le 26 août, également, que commença l'investissement de Maubeuge.

L'armée du général Von Bülow avait bombardé la place avec une violence extrême. Mais la garnison, forte de trente mille hommes, résistait ferme à cette pluie de projectiles, que lançaient sur les forts les plus grosses pièces de l'artillerie de siège allemande, les 305 et même les 420.

Trois forts furent successivement détruits. La vaillante garnison, commandée par le général Fournier,

tenait toujours, et cette belle défense, en immobilisant des effectifs allemands considérables, aidait ainsi indirectement au succès futur des opérations du général Joffre sur la Marne, en même temps que la place, demeurant entre nos mains, constituait un obstacle sérieux aux ravitaillement des armées allemandes par les voies de chemin de fer.

Aussi le ministre de la Guerre envoya-t-il au général Fournier, en le citant à l'ordre de l'armée, ses félicitations pour sa belle résistance. Celle-ci dura, malgré un bombardement d'une violence sans précédent, jusqu'au 7 septembre, et ne cessa que quand les forts furent tous, l'un après l'autre, réduits à l'état de ruines. Mais cette défense avait infligé à l'ennemi des pertes énormes et, en plus, avait retenu, pendant près de quinze jours, des forces considérables autour de la place assiégée.

A partir du 26 août, la retraite de l'armée anglaise put s'effectuer dans une tranquillité relative; son arrière-garde fut dégagée par l'intervention de deux divisions de réserve, commandées par le général d'Amade. Les Allemands n'en firent pas moins de nouvelles tentatives pour contrarier le mouvement de retraite des Anglais; mais leur cavalerie fut dispersée par les charges héroïques du 12e lanciers et du Royal Scots Greys. Un régiment allemand fut entièrement anéanti, et, le soir du 28 août, les troupes britanniques, ayant enfin réussi à se dégager complètement des menaces allemandes d'enveloppement, prenaient leurs positions sur la ligne allant de Noyon à la Fère.

Pendant que l'armée anglaise opérait ainsi son

mouvement de retraite, l'armée du général Lanrezac se retirait aussi et, partant de la ligne d'Avesnes à Chimay, se repliait vers le sud-ouest, pour s'installer, le 28, au sud de la ligne de l'Oise, entre la Fère et Guise.

Mais, entre temps, nous avions constitué deux armées nouvelles.

La première, l'armée de la Somme, commandée par le général Maunoury, avait été organisée pour couvrir la retraite des troupes britanniques. Elle était formée du 7e corps et de quatre divisions de réserve. C'était la 6e armée, et elle comprenait, en outre, les trois divisions de cavalerie du général Sordet.

La seconde, commandée par le général Foch et destinée à combler le vide qui s'ouvrait entre les armées des généraux Lanrezac et de Langle de Cary, était formée par la réunion, dans le sud, de trois corps d'armée. C'était la 9e armée, qui se trouvait ainsi manœuvrer entre la 4e et la 5e.

Les armées de Langle et Ruffey, cependant, combattaient heureusement sur la Meuse. Des drapeaux furent pris aux Allemands, dont des régiments entiers furent anéantis. Mais alors le mouvement progressif des ennemis s'accentua.

Malgré une bataille très importante qui eut lieu à Launois le 28, et au cours de laquelle le 1er corps d'armée saxon fut fortement éprouvé par l'attaque héroïque de la 1re division des troupes marocaines, formé de zouaves, de tirailleurs marocains et d'infanterie coloniale, les Allemands réussirent à passer la Meuse. L'armée du duc de Wurtemberg rejoignit ainsi l'armée du kronprinz et celle du général Von

Hausen. Toutes trois s'avancèrent alors vers l'Aisne, en livrant de continuels combats avec les troupes des armées de Ruffey et de Langle de Cary.

Mais, le 30 août, le fort des Ayvelles succombait sous les coups de l'artillerie de siège allemande. La place de Montmédy tombait également ; sa garnison était faite prisonnière, et, le 1er septembre, l'armée ennemie faisait son entrée à Rethel.

*
* *

Dès ce moment, le plan des Allemands apparaissait avec une grande netteté. Nos ennemis, ayant franchi la Meuse, allaient effectuer une descente en France, à l'est par l'Argonne et la Woëvre, à l'ouest en suivant la vallée de l'Oise.

Leur objectif était l'occupation de Paris. C'était « Paris » qui était devenu leur cri de guerre. Paris représentait, pour les soldats allemands, toutes les gloires, toutes les richesses, tous les plaisirs. Ils pensaient avoir rapidement raison de nos armées en retraite. Ils s'imaginaient forcer en peu de jours la capitale et, une fois celle-ci réduite, obliger la France à signer la paix, en lui imposant les plus dures conditions, puis se retourner ensuite contre les Russes et les écraser à loisir.

Et, de fait, la continuité de notre mouvement de retraite, dans lequel leur orgueil démesuré, au lieu de voir un mouvement hautement stratégique, voyait une déroute et, par conséquent, une victoire pour leurs armes, pouvait un instant leur faire illusion.

Ils auraient dû cependant, à la vigueur avec laquelle nos arrière-gardes retardaient leur poursuite, s'apercevoir que l'énergie de nos troupes était loin d'être atteinte.

C'est ainsi que, sur l'Oise, l'armée du général Lanrezac opposait avec succès ses quatre corps aux attaques du général Von Bülow.

Autour de Guise, les portions qui formaient la droite de cette armée rencontrèrent le X[e] corps d'armée allemand et la Garde prussienne ; ils infligèrent à ces formations ennemies une véritable défaite, et la bataille de Guise restera une des belles pages du début de la guerre.

Mais, en revanche, au sud de Saint-Quentin, notre gauche fut moins heureuse et dut se replier encore sous la pression combinée des armées de Von Bülow et Von Kluck, qui se dirigeaient à marches forcées vers la Fère. Aussi le maréchal French, qu'inquiétait la rapide progression des troupes allemandes, craignant pour la sécurité de sa ligne de communication avec le Havre, qui était le centre de débarquement de ses troupes, fit reporter celui-ci à Saint-Nazaire et établir une base avancée au Mans.

Nous avons dit plus haut que le plan du général Joffre était de n'accepter la bataille générale avec l'ennemi que quand il jugerait réalisées les conditions les plus avantageuses.

Le généralissime, d'accord avec le maréchal French, ordonna donc une retraite générale sur la Marne, et toutes les forces françaises reçurent l'ordre de se conformer à ce plan. Cette conception était d'autant plus heureuse que, nulle part, nos armées n'avaient été

sérieusement entamées. Les vides produits dans leurs rangs par les combats successifs avaient été rapidement comblés par les envois des dépôts, et, malgré quelques revers incontestables subis au cours de la campagne de Belgique, l'état moral de l'ensemble de notre armée était excellent.

Mais, comme nous l'avons déjà dit, les Allemands prirent cette retraite pour une fuite. Dès ce moment leur marche s'accéléra. L'aile droite du front ennemi, commandé par Von Kluck, s'avançait en faisant quarante kilomètres par jour. Elle passait successivement à la Fère, à Saint-Quentin, à Compiègne. A la fin du mois d'août, elle était à Creil et menaçait directement Paris.

Le 2 septembre, l'ennemi était à Senlis et à Crépy-en-Valois ; il s'approchait donc de plus en plus de la capitale. Cependant notre ligne restait intacte tout en reculant. En vain l'armée du kronprinz essayait d'y faire une trouée pour séparer nos troupes de l'Est de celles du Nord ; notre ligne demeurait toujours ferme, et surtout continue.

Pendant ce temps, l'armée belge, bien qu'elle fût coupée de toute liaison avec les troupes alliées, ne restait pas inactive. Elle était pour l'ennemi une menace permanente et l'obligeait à maintenir en Belgique des forces considérables, qui sans cela eussent pu se joindre à l'armée d'invasion qui progressait sur notre territoire.

L'armée belge était concentrée dans le camp retranché d'Anvers, qui constituait toujours, pour la Belgique, le « réduit national ». Mais, de là, par les fréquentes sorties qu'elle opéra, elle put attaquer fré-

quemment les troupes allemandes et remporter même sur elles, en plusieurs points, de réels avantages.

Ainsi, au début de septembre, les Belges attaquèrent délibérément les forces allemandes établies dans la région qui s'étend entre Bruxelles, Louvain et Malines. Sortant du camp retranché d'Anvers, ils prennent résolument l'offensive, réoccupent Termonde et livrent, à Audenarde et à Courtrai, des combats qui sont des succès.

Mais ce fut surtout à Cortemberg, entre Louvain et Bruxelles, qu'ils remportèrent une véritable victoire. Les Allemands, en présence de l'attaque belge, avaient concentré sur ce point toutes les forces disponibles en Belgique, et auxquelles s'étaient joints quinze mille marins, arrivés à Bruxelles par le chemin de fer.

La division de cavalerie, la 2e division d'armée, détruisirent une section de la voie ferrée Louvain-Tirlemont. La 7e brigade, avec le roi Albert à la tête, parvint jusqu'aux portes de Louvain, et une partie des troupes allemandes battit en retraite dans la direction de la France.

Mais, à la fin, l'ennemi amena des troupes numériquement trop fortes, et l'armée belge dut, le 13 septembre, après ces brillants succès, se replier de nouveau sous la protection des canons d'Anvers.

Ainsi, notre sol était de nouveau envahi par les hordes barbares; de nouveau l'Allemand souillait notre territoire par son odieuse présence; de nouveau les Huns modernes, dignes héritiers de ceux d'autrefois, ravageaient, pillaient, dévastaient quelques-uns de nos plus riches départements, en massacraient

les habitants, en incendiaient les maisons, en volaient les richesses.

Mais Dieu n'avait pas abandonné la France. Et nous verrons, dans le volume qui va venir, comment nos généraux et nos héroïques soldats, par un ressaut prodigieux, réussiront à arrêter les envahisseurs en leur infligeant la plus sanglante des défaites, celle de la bataille de la Marne.

---

# TABLE



37473. — Tours, impr. Mame.

